

lefigaro.fr

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



FINKIELKRAUT
INTERVIEW : LES QUATRE
VÉRITÉS DU NOUVEL
ACADÉMICIEN PAGE 14

RUSSIE
LES MÉDIAS SOUS
LA HAUTE SURVEILLANCE
DE VLADIMIR POUTINE PAGE 12



DIPLOMATIE
Obama délaisse
l'Ukraine le temps
d'une tournée
en Asie PAGE 6

FAMILLE
La Manif pour tous
obtient un entretien
avec la secrétaire
d'État PAGE 8

**SÉCURITÉ
ROUTIÈRE**
La limitation de
vitesse à 80 km/h
en débat PAGE 9

ENVIRONNEMENT
Le niveau
des océans
poursuit sa hausse
PAGE 9

PHARMACIE
Les laboratoires
multiplient
les opérations
majeures PAGE 18

COMMERCE
Fabius veut
assouplir la loi
sur le travail
dominical PAGE 21

CINÉMA
Le beau printemps
des productions
françaises PAGE 24

**FILM « 96 heures »,
thriller viril
et implacable PAGE 26**

CHAMPS LIBRES
• La baisse
de la pratique
religieuse
favorise-t-elle
la gauche ?
• La chronique
d'Yves de
Kerdrel
PAGES 13 à 15

**FIGARO OUI
FIGARO NON**

**Réponses à la question
de mardi :**
Faut-il rétablir
l'autorisation parentale
de sortie du territoire
pour les mineurs ?

OUI 94,6% NON 5,4%

TOTAL DE VOTANTS : 31 764

**Votez aujourd'hui
sur lefigaro.fr**

Faut-il limiter la vitesse à
80 km/h sur les nationales
pour diminuer le nombre
de morts sur les routes ?

ALEXEY DRUZHININ/AP - JEAN-
CHRISTOPHE MARMARA/LE FIGARO

Économies : Valls contraint de négociier avec le PS

Contesté par une partie des parlementaires socialistes, le plan d'économies de 50 milliards défendu par le premier ministre devrait être modifié.

Pour apaiser la fronde d'une partie de son propre camp, Manuel Valls va lâcher du lest. Le premier ministre, qui a reçu hier à Matignon une délégation de députés PS conduite par leur patron, Bruno Le Roux, devrait mo-

difier son plan d'économies de 50 milliards sur un certain nombre de points. L'exécutif pourrait ainsi faire un geste en direction des revenus modestes, dont le pouvoir d'achat est menacé par les économies annon-

cées. Le gel du point d'indice des fonctionnaires pourrait aussi être reconsidéré. Les aménagements devraient être dévoilés dans les prochains jours, avant le vote consultatif de mardi prochain.

Pour Manuel Valls, il était indispensable de calmer le jeu avec le groupe PS, alors que plusieurs votes importants se profilent à l'horizon. Hier, à leur sortie de Matignon, les députés frondeurs estimaient avoir « été entendus ».

→ **LE PLAN D'ÉCONOMIES S'ÉTAIT AMÉNAGÉ**
→ **DES COLLECTIVITÉS MISES AU RÉGIME**
→ **L'EXÉCUTIF TRÈS OPTIMISTE SUR LA CROISSANCE ET L'EMPLOI**
→ **LE « CONTRE-PACTE » DE L'UDI**
PAGES 2, 3 ET L'ÉDITORIAL



Les réfugiés syriens représentent un quart de la population du Liban

L'afflux massif de réfugiés, dont le nombre vient de passer le million, place le Liban face à une crise historique. Ce choc démographique constitue un « danger existentiel » pour le pays, avertit le président, Michel Sleimane. PAGE 7

**Sondage :
le FN en tête
aux
européennes
dans le
Grand Est**

Loin de s'essouffler, le Front national semble surfer sur ses bons résultats des municipales. Selon un sondage Ifop pour Europe 1 avec Le Figaro et LCI, la liste FN dirigée par Florian Philippot arriverait en première position dans la circonscription Est. Elle devancerait, avec 26 % des intentions de vote, la liste UMP menée par Nadine Morano (24 %), loin devant la liste PS-PRG d'Édouard Martin (15,5 %). PAGE 4

ÉDITORIAL par Paul-Henri du Limbert phdlimbert@lefigaro.fr

Savoir dire non à ses amis

Il y a désormais chez les socialistes trois façons d'envisager les économies à réaliser à l'horizon 2017. La première est incarnée par Manuel Valls et son plan à 50 milliards d'euros. La deuxième est défendue par Karine Berger et plusieurs membres socialistes de la commission des finances, qui, sans contester le montant global de l'effort, souhaitent en changer les modalités. La troisième, enfin, soutenue par l'aile gauche du PS, juge que l'addition est trop lourde et préconise de s'arrêter à 35 milliards. Trois scénarios, c'est deux de trop, surtout lorsqu'on connaît la prédisposition des socialistes à transformer leurs différends en bruyantes guerres de religion. Manuel Valls, il le sait, doit se garder de mettre le doigt dans l'engrenage. Sa majorité, qui a la fâcheuse impression d'aller à Canossa, le harcèlera probablement lorsqu'il s'agira d'entrer concrètement dans la semi-austérité qu'il propose au pays. On peut déjà parler que les demandes d'exception à la prétendue « rigueur » vont se multiplier. Or, la France étant ce qu'elle est, sitôt qu'un gouvernement montre un signe de faiblesse, il légitime tous les corporatismes, qui passent à l'offen-

sive. En premier lieu, celui de la fonction publique, dont on se demande bien au nom de quoi elle devrait être exemptée des efforts demandés aux Français. Si Manuel Valls a l'obligation de dire non à tous les frondeurs de son camp, c'est aussi parce qu'il est observé à la loupe. Par Bruxelles, par nos voisins européens, par les agences de notation, qui ont des doutes - légitimes - sur la capacité de la France à s'obliger au sérieux budgétaire. Toute faiblesse de l'exécutif, tout discours ambigu seront interprétés comme le début du renoncement et la confirmation que Paris refuse définitivement de s'astreindre aux mêmes règles que ses voisins. Avec les conséquences que l'on imagine. Enfin, Manuel Valls doit avoir à l'esprit que ces économies ne suffiront certainement pas à ramener le déficit à 3 % du PIB l'an prochain. Cinquante milliards, ce n'est pas assez, mais pour les frondeurs socialistes, c'est déjà trop. Inutile de les écouter. Le mot « rigueur » ne fait pas partie de leur vocabulaire.

DU 10 AU 27 AVRIL

PARIS 15^e

**VENTES
(NON)
PRIVÉES!**

**L'excellence
française !**

Découvrez la qualité
irréprochable d'un cuir
de mouton patiné et
cisé à la main, sublimé
par une finition haut
de gamme. Fabrication
française.

Club St-Nicolas
Cuir Basane gold,
passepoil maroquinier
1550€
au lieu de 1975€



Téléphone : 01 47 77 80 40
Mobilier : 01 47 77 80 40
Mobilier : 01 47 77 80 40
Mobilier : 01 47 77 80 40

CANAPÉS, LITERIE, MOBILIER : 3 000 M² D'ENVIES !

**Espace
Topper**
A Paris depuis 1926

www.topper.fr
71/7 - M² BOUGICAUT - P. GRATUIT
Canapés : 63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40
Literie : 66 rue de la Convention, 01 40 59 02 10
Mobilier : 145 rue Saint-Charles, 01 45 75 06 61
Meubles d'extérieur : 147 rue Saint-Charles, 01 45 75 02 81



Bruno Le Roux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, mardi à Matignon. JEAN-CHRISTOPHE MARMARA/LE FIGARO

Économies : Valls donne des gages à sa majorité

Le premier ministre, qui a reçu une délégation de députés PS, a promis un geste à destination des plus modestes.

SOLENN DE ROYER @sderoyer

MATIGNON Manuel Valls va lâcher du lest. Contesté par une partie des parlementaires socialistes, le plan d'économies de 50 milliards, présenté par le premier ministre mercredi dernier, devrait être modifié sur un certain nombre de points. La discussion entre Manuel Valls et une délégation de députés PS, conduite par leur patron, Bruno Le Roux, en présence de deux ministres, Christian Eckert (Budget) et Jean-Marie Le Guen (Relations avec le Parlement), aura donc, sans surprise, porté ses fruits.

Le chef du gouvernement pourrait faire un geste en direction des revenus modestes, alors qu'une grande partie des députés PS l'ont alerté sur le pouvoir d'achat des Français, menacé par le gel des prestations sociales ou le gel du point d'indice des fonctionnaires. Les élus ont posé la question des petites retraites et, de manière plus générale, celle des plus modestes face à l'impôt. Le gel du point d'indice des fonctionnaires pourrait être aménagé en fonction de la croissance : « Il devrait y avoir une clause de revoyure pour faire en sorte que l'horizon n'apparaisse pas trop lointain pour des revalorisations », a indiqué Bruno Le Roux en quittant Matignon. En revanche, les propositions de la députée PS Karine Berger de décaler à 2016 la mise en œuvre du pacte de responsabilité dans les grands groupes, pour dégager 3 milliards en 2015, n'aurait pas suscité l'enthousiasme du premier ministre, selon un député présent. « Karine Berger a proposé

trois scénarios, comme si elle était la directrice du Budget ! » s'est agacé un ministre de Bercy en petit comité.

Les aménagements au plan d'économies devraient être dévoilés dans les jours qui viennent, en tout cas avant le vote de mardi prochain. « Le premier ministre ne veut pas tricher avec les parlementaires », assure le porte-parole des députés PS, Thierry Mandon. En quittant Matignon, les députés ont estimé avoir « été entendus », tandis que dans l'entourage de Valls, on saluait un dialogue « constructif, responsable ». « Le premier ministre n'est pas sourd », insiste un conseiller. Valls recevra mercredi les groupes écologistes et des radicaux de gauche. À l'Élysée,

« Karine Berger a proposé trois scénarios, comme si elle était la directrice du Budget ! »

UN MINISTRE DE BERCY

François Hollande se montre lui aussi soucieux de nouer un « dialogue » avec cette majorité électrique. « L'important, c'est que plus personne ne veuille remettre en cause les 50 milliards », a-t-il noté en privé.

Mardi à Matignon, il y avait une part de jeu de rôles dans cette mise en scène soignée, avec en filigrane un double message. L'un envoyé à l'opinion : celui d'un premier ministre ferme et déterminé, qui a annoncé sans ciller un plan de 50 milliards vendu comme « courageux ». L'autre, à l'intention de la majorité : celui d'un chef du gouver-

nement à l'écoute. « Il faut travailler autrement », a répété Valls devant les députés. Sur la forme, le gouvernement, qui connaît la sensibilité d'élus traumatisés par la défaite aux municipales, se dit déterminé à mettre en place de nouvelles méthodes de travail avec la majorité. « Une nouvelle donne, une volonté d'ouverture », selon les mots du secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen, qui répète pourtant en privé qu'il attend des députés et sénateurs une « attitude plus responsable ».

Pour Manuel Valls, il était impératif de calmer le jeu avec le groupe, à quelques jours d'un vote consultatif sur le programme de stabilité budgétaire européen, et alors que d'autres votes se profilent, notamment celui de juin sur le projet de loi de finances rectificative. Plusieurs groupes de députés avaient mené la charge ces derniers jours contre le plan d'économies du gouvernement. Onze députés (aubryistes, ex-s Strauss-Kahniens, aile gauche du PS) ont d'abord demandé que ce plan soit limité à 35 milliards d'économies. Lundi, deux députés de la commission des finances, Karine Berger et Yann Galut, ont embrayé, sans remettre en question l'enveloppe des 50 milliards mais en proposant plusieurs aménagements possibles de ces économies. « La question, c'est de trouver le bon équilibre entre les députés PS et le gouvernement », explique Yann Galut. Nous sommes de bons petits soldats, mais nous voulons être entendus par Manuel Valls ! »

Lire aussi PAGE 19

Départements : Matignon démine

JEAN-BAPTISTE GARAT @figarat

L'OPÉRATION DÉMINAGE de Manuel Valls, mardi, ne s'est pas arrêtée à la rencontre avec les députés de la majorité sur le programme de stabilité. Aussitôt les récalcitrants du PS partis, le premier ministre, la ministre de la Décentralisation, Marylise Lebranchu, et le secrétaire d'État à la Réforme territoriale, André Vallini, ont reçu à Matignon les représentants des départements et des régions.

Premier round avec les membres de l'Association des départements de France, emmenés par son président Claudy Lebreton. Le président socialiste du conseil général des Côtes-d'Armor s'était déclaré furieux d'avoir découvert, lors de la déclaration de politique générale, que le premier ministre défendait la suppression des conseils généraux à l'horizon 2021. À la sortie de Matignon, Lebreton a dit n'être « pas rassuré » mais a souligné la volonté de Valls « de trouver ensemble des solutions, dans un esprit de négociation ». Le chef du gouvernement « nous met au défi d'écrire la page de la nouvelle organisation territoriale, avec les bornes qu'il a fixées », a encore expliqué Lebreton.

Réduire le nombre de régions

Second round avec les représentants des régions emmenés par le président d'Aquitaine, Alain Rousset. Le projet de diviser le nombre de régions par deux d'ici à 2017 a cependant été mieux reçu et les tractations se poursuivent avant que l'État présente sa propre carte en 2015. À l'issue de la réunion, Rousset évoque un dialogue « puissant » avec le premier ministre « lors duquel rien n'a été mis de côté ». « Le premier ministre nous a confirmé que cette évolution des régions marquera une nouvelle étape de la décentralisation, avec des compétences renforcées et clarifiées, notamment concernant le développement économi-

que, l'emploi, la formation et la recherche », explique-t-il en se déclarant « optimiste » sur l'issue de la réforme.

Sans manifester pareil optimisme, Matignon a publié un communiqué en fin de journée, indiquant qu'un groupe de travail « sur l'évolution de la carte des conseils régionaux et départementaux et l'organisation territoriale de l'État » était immédiatement mis en place avec « les principales associations d'élus, des représentants du Sénat et de l'Assemblée nationale et le gouvernement ».

Dans l'entourage du premier ministre, on reconnaît simplement que si l'ambiance « était sereine et le dialogue posé » avec les représentants des départements, elle était « beaucoup plus chaleureuse » avec ceux des régions. De nouvelles réunions sont prévues et un rendez-vous sera pris, notamment avec l'Association des maires de France et son président, Jacques Pellissard. Les premières conclusions devraient trouver leur transcription dans un projet de loi qui sera débattu en première lecture avant l'été au Sénat.



Réunion mardi à Matignon entre Manuel Valls et l'Assemblée des départements de France, en présence de Marylise Lebranchu et d'André Vallini. MARMARA/LE FIGARO

Mais, bien avant ces réformes de structures, d'autres défis attendent les collectivités. Dans le cadre de son programme de stabilité, Manuel Valls a fixé à 11 milliards d'euros en trois ans la contribution des collectivités à l'allègement des dépenses de l'État, principalement par le biais d'une baisse des dotations. Après la diminution de la dotation globale de fonctionnement de 1,5 milliard en 2014, ce sont 3,5 milliards d'euros supplémentaires qui devront être économisés par les communes, les intercommunalités, les départements et les régions en 2015.

Le pari du gouvernement est de voir les collectivités accélérer la rationalisation ou la mutualisation de leurs services et missions pour dégager des économies sur les frais de fonctionnement, plutôt que de les voir rogner dans leurs investissements. Pari risqué. Dans une note de conjoncture dévoilée la semaine dernière, La Banque postale estime qu'après un excellent cru 2013 (avec plus de 55 milliards d'euros) les investissements risquent de reculer en 2014, -5,6 %, pour atteindre 52 milliards. ■

L'UDI avance son « contre-pacte de responsabilité »

BAPTISTE MANDRILLON @brmandrillon

LE PLAN D'ÉCONOMIES annoncé par Manuel Valls n'a pas donné satisfaction aux centristes. Mardi, la sénatrice UDI de Paris, Chantal Jouanno, invitée du « Talk Orange-Le Figaro », a présenté le « contre-pacte » élaboré par son parti comme une alternative au pacte de responsabilité du gouvernement.

« 50 milliards d'économies, ce n'est pas assez, nous, on a chiffré à 80 », soit 4 % du PIB, a indiqué l'ancienne ministre de Nicolas Sarkozy. Suffisant pour que le parti, présidé dorénavant par intérim par Yves Jégo, fournisse sa propre feuille de route.

« Tout notre pacte est basé sur le développement des PME. On supprime le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi » (CICE), a précisé Chantal Jouanno. Le contre-pacte de l'UDI prévoit pour les PME « des marges de progrès par la réduction de l'impôt sur les sociétés à un taux plancher à 15 % ».

L'UDI avance une autre proposition sur un volet bien plus sensible : le retour « aux 39 heures sans compensation dans la fonction publique et dans le privé », autrement dit les 39 heures payées 35, ce qui permettrait notamment « une économie sur 8 à 10 ans de 500 000 fonctionnaires ». « Notre pays n'est pas sous-administré », fait valoir Jouanno.

Concernant la cotisation sociale famille-employeurs, la sénatrice est sans appel : « On la supprime complètement (à hauteur de 35 milliards), et on finance en grande partie par la baisse des dépenses publiques (80 milliards) et par une augmentation du taux normal de la TVA (de trois points) pour ne pas pénaliser la consommation. » Cette suppression d'une partie des cotisations remplacerait donc le CICE.

Le contre-pacte que Chantal Jouanno a détaillé mardi, lors d'une conférence de presse avec Hervé Morin, président du Nouveau Centre, prévoit également le remplacement du « mammoth » qu'est la Banque publique d'investissements (BPI) par une « agence nationale de l'innovation » et un « programme national de transition énergétique ».

À la question de savoir si l'UDI pourrait voter en faveur du pacte de responsabilité, Chantal Jouanno a répondu : « On ne pourra pas voter pour, tant qu'il n'y aura pas de mesures structurelles. » Mais elle a jugé une abstention « possible » en fonction de l'évolution des débats au Parlement. « On ne peut plus rester dans cet état d'apesanteur où on ne prend aucune mesure pour l'emploi ni pour résorber le déficit. » ■



CHANTAL JOUANNO, hier, dans le studio du Figaro. J.-C. MARMARA/LE FIGARO



Manuel Valls et ses ministres, à l'issue de la réunion hebdomadaire à l'Élysée, mercredi dernier. PHILIPPE WOJAZER/AFP

L'exécutif très optimiste sur la croissance et l'emploi

MARIE VISOT @MarieVisot

C'EST mercredi matin que le gouvernement présente sa « trajectoire pluriannuelle de finances publiques ». Une expression barbare pour un exercice qui consiste à détailler les prévisions de déficit public de la France jusqu'à 2017. Cette trajectoire doit tenir compte de plusieurs impératifs. D'abord, elle ne doit pas « fragiliser la croissance qui repart », avait souligné le chef de l'État dans son allocution télévisée, au lendemain de la déroute des municipales, tout en annonçant l'arrivée de Manuel Valls à la tête du gouvernement. En d'autres termes, l'ajustement budgétaire ne doit pas être trop rapide pour ne pas peser sur l'activité.

Mais parallèlement, cette trajectoire doit être suffisamment sérieuse pour permettre de respecter la volonté affichée au sommet de l'État de ramener le déficit public à 3 % du PIB en 2015. Un objectif déjà contesté par une partie de la majorité parlementaire. Selon des indiscretions de presse, même le ministre

de l'Économie et du Redressement productif, Arnaud Montebourg, aurait piqué une colère en comprenant que Paris n'allait pas demander de délai pour alléger le rythme de réduction du déficit. Mais qu'à cela ne tienne... « Tenir ses engagements, c'est la base de la crédibilité et de la confiance », affirmait le premier ministre en présentant la semaine dernière son plan de 50 milliards d'euros d'économies, lui aussi contesté par une partie du PS (voir ci-contre).

Obligations européennes

Un plan sur lequel Manuel Valls compte bien s'appuyer, donc, pour assainir les finances publiques de la France. Pas autant que prévu certes – la dernière promesse de la France faisait état d'un déficit public ramené à 2,8 % en 2015 –, mais suffisamment pour répondre aux obligations européennes. Raison pour laquelle il ne faut pas qu'un milliard d'euros d'économies manque à l'appel. D'autant plus que l'addition des mesures annoncées ces dernières semaines (une baisse de la fiscalité des entreprises et un pacte de solidarité pour redonner

du pouvoir d'achat aux salariés, via notamment un geste fiscal de 500 millions dès le mois de juin 2014 pour les ménages modestes, puis une baisse des cotisations salariales pour les plus bas salaires à partir du 1^{er} janvier 2015) laisse déjà penser que le compte n'y est pas.

Le gouvernement peut d'autant moins répondre favorablement aux députés qui lui demandent d'alléger la charge qu'il a fait un autre pari risqué : celui du retour de la croissance, dans des proportions que l'Hexagone n'a plus connu depuis longtemps. Dans le scénario qu'il a fait parvenir au Haut Conseil des finances publiques – qui doit s'exprimer sur sa crédibilité demain –, Bercy s'est montré volontariste : comme prévu, il a légèrement relevé son hypothèse de croissance pour cette année, à 1 % au lieu de 0,9 %, et l'a maintenu à 1,7 % en 2015. « Les prévisions de croissance sont parfaitement en ligne avec un certain nombre de prévisions, celles du FMI, celles de la Commission européenne », a affirmé le ministre des Finances, Michel Sapin, lors d'un déplacement mardi dans le Rhône.

Plus surprenants sont les chiffres retenus pour la suite : la croissance reviendrait à un rythme de 2,25 % en 2016 et 2017, selon le scénario de l'exécutif. « Cela veut tout simplement dire que nous croyons aux effets de la politique économique que nous mettons en œuvre », souligne une source gouvernementale. Du plan d'économies, l'exécutif attend un État plus efficace et plus productif. Du pacte de responsabilité – qui prévoit désormais un allègement de charges des 30 milliards pour les entreprises d'ici deux ans –, il attend un regain de compétitivité, de croissance et d'emplois. Le gouvernement Ayraut estimait que le crédit d'impôt compétitivité et emplois (CICE) de 20 milliards permettrait la création nette de 300 000 emplois d'ici à 2017. Hier, auditionné à l'Assemblée nationale, le nouveau ministre du Travail, François Rebsamen, a ajouté 190 000 postes créés ou sauvegardés grâce à la rallonge de 10 milliards annoncée par François Hollande en début d'année. Mais il n'a pas reparlé de l'inversion de la courbe du chômage... ■

1%
de croissance
C'est, selon le ministère des Finances, le taux prévisionnel pour 2014



« Ça n'avait pas été astucieux, de dire le 14 janvier, lors de la conférence de presse présidentielle, « on va faire 50 milliards, mais votez d'abord, je l'annoncerai après ». Ce n'est pas la politique que j'aime de vérité et de sincérité »

VINCENT PEILLON, EX-MINISTRE PS DE L'ÉDUCATION NATIONALE

**12 meetings.
3 pays.
Un seul et même bien-être.**

Voyagez détendu
vers plus de 400
destinations dans
le monde



Appréciez chaque voyage, même avec un agenda chargé. Lufthansa vous offre l'un des réseaux les plus vastes et de parfaites correspondances via nos hubs performants de Francfort et Munich, pour vous permettre de parcourir le monde en toute sérénité. Plus de 50 Lounges Lufthansa vous accueillent dans le monde entier : vous y retrouverez la même exclusivité qui caractérise nos services à bord. Ainsi, vous êtes ici chez vous, à chaque instant.



Lufthansa

lufthansa.com

4 | POLITIQUE

Européennes: le FN devant l'UMP dans l'Est

Les intentions de vote dans la circonscription amplifient la tendance nationale, avec un PS qui arrive troisième.

JUDITH WAINTRAUB @jwaintraub

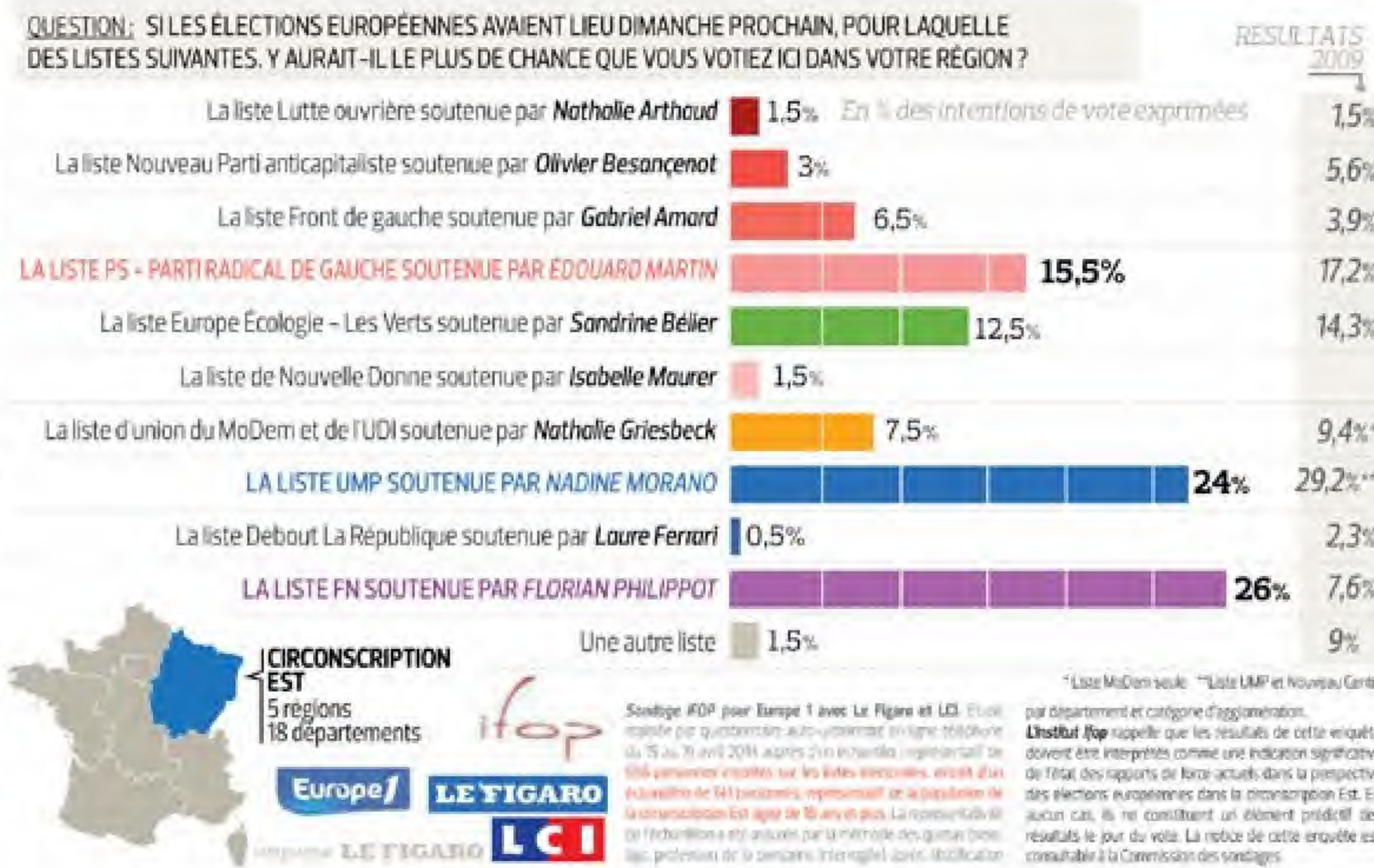
SONDAGE Le premier de nos sondages sur les européennes dans les circonscriptions amplifié, dans l'Est, la tendance observée nationalement: avec 26 % des intentions de vote, la liste FN conduite par Florian Philippot arrive en tête devant celle de l'UMP Nadine Morano, créditée de 24 % des voix. La liste PS-PRG, dont le numéro un est l'ex-syndicaliste Édouard Martin, ne recueillerait que 15,5 % des suffrages et la liste EELV de Sandrine Bélier 12,5 %.

L'eurodéputée sortante Nathalie Griesbeck et sa liste UDI-MoDem en obtiendraient 7,5 %. « Dans l'enquête nationale que nous réalisons pour Paris Match, Fiducial et Sud-Radio, les listes de Marine Le Pen ne devancent celles de l'UMP que de 0,5 point », souligne Frédéric Dabi, directeur du département Opinion de l'Ifop.

Selon lui, cet écart s'explique par les spécificités de la circonscription: « Dans ces régions très touchées par la désindustrialisation, le vote frontiste a toujours été haut. Marine Le Pen y avait recueilli 22,4 % des voix à la présidentielle, alors que son score national était de 18,3 %. Elle obtiendrait 55 % des suffrages des ouvriers, une catégorie où le FN est depuis longtemps en tête, mais rarement à ce point. »

L'extrême droite réalise aussi des performances inédites chez les 25-34 ans et les 35-49 ans, dont elle rafle 32 % des voix. Dans l'Est, le Front national progresse donc bien au-delà de ses « seg-

SONDAGE Les intentions de vote aux européennes dans la circonscription Est



ments» traditionnels, ce qui est logique étant donné le niveau qu'il atteint. En 2009, la liste de Bruno Gollnisch n'avait recueilli que 7,6 % des voix.

Mais « rien n'est encore joué entre le FN et l'UMP, puisque leur écart n'est que de

deux points, alors que la marge d'erreur est de trois points », rappelle Frédéric Dabi. Les 7,5 % obtenus par la liste UDI-MoDem montrent que Nathalie Griesbeck n'est pas parvenue jusqu'à présent à faire le plein de l'électorat centriste,

mais des régions pourtant marquées par la tradition chrétienne-démocrate et où le profil de Nadine Morano aurait pu apparaître trop droitier. La tête de liste de l'UMP, qui mobilise bien la base classique de sa famille politique, notamment

les personnes âgées et les retraités, dispose d'une marge de progression. Comme aux municipales, la droite pourrait profiter du différentiel d'une abstention que l'Ifop l'évalue à 60,5 % dans son enquête de mardi.

Pour le PS, en revanche, remonter dans le classement s'apparente à une mission impossible. Sa liste accuse un retard de 10,5 points par rapport au FN, et de 8,5 points par rapport à l'UMP, bien au-delà, donc, de la marge d'erreur de trois points. « Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il n'y a pas d'effet Édouard

Il n'y a pas d'«effet Édouard Martin»

FRÉDÉRIC DABI DE L'IFOP

Martin », relève Frédéric Dabi. L'ancien leader CFDT fait 1,7 point de moins que Catherine Trautmann, qui conduisait la liste socialiste en 2009, et qui est cette fois numéro deux. Les écologistes ne s'en sortent pas beaucoup mieux. Sandrine Bélier et Antoine Waechter, respectivement numéro un et deux de la liste EELV, font 6,1 points de moins que l'addition de leurs deux listes en 2009. « L'échec de la gauche aux municipales aura forcément une réplique aux européennes », pronostique le directeur du département Opinion de l'Ifop. D'autant qu'entre les ponts de mai et les décisions définitives du gouvernement sur les mesures d'économies, le mois de campagne qui reste ne s'annonce pas vraiment propice à une remobilisation de l'électorat de gauche. ■

Boutin: «Ce scrutin est le rendez-vous des convictions»



Christine Boutin: « Les électeurs sont désabusés par les partis politiques et leurs discours convenus. » LE FIGARO

Tête de la liste Force Vie en Île-de-France aux européennes du 25 mai, l'ancienne ministre demande que « les valeurs judéo-chrétiennes de l'Europe soient inscrites dans les textes fondamentaux ».

PROPOS RECUEILLIS PAR EMMANUEL GALIERO @egaliero@lefigaro.fr

Quel est au niveau de l'Union européenne l'exemple le plus éloquent du « désastre moral et politique » que vous dénoncez ?

CHRISTINE BOUTIN. - 16,9 % d'Européens, soit 84 millions de personnes, vivent en dessous du seuil de pauvreté. 26,2 millions sont sans emploi. Le taux de chômage était de 10,7 % en décembre, dont 23,2 % de jeunes de moins de 25 ans qui représentent 5,54 millions d'Européens sans emploi. Ces chiffres révèlent la non-prise en compte de la personne humaine comme priorité politique de l'Europe.

Quels devraient être les sujets prioritaires de la campagne ?

Nous sommes en réalité dans un véritable changement de civilisation au plan mondial, européen et français. On veut nous construire une nouvelle civilisation dans laquelle l'Homme est une valeur relative.

Nous croyons dans l'Europe. Mais l'Europe gagnera si elle croit dans l'Homme.

Quelles sont les principales convictions défendues par Force Vie ?

Elles sont résumées dans notre charte commune. Nous ne sommes pas un parti politique, nous ne voulons le soutien d'aucun parti. Nous croyons à la vie, de la conception à la mort naturelle, à la famille fondée sur le mariage entre un homme et une femme, au droit des parents à éduquer leurs enfants. Nous voulons une économie sociale de marché et nous sommes fiers d'une France forte qui assume son histoire.

Quel acte concret attendez-vous de l'Union européenne pour défendre les valeurs chrétiennes de l'Europe ?

Nous agissons avec d'autres collègues européens pour faire en sorte que les valeurs judéo-chrétiennes de l'Europe soient inscrites dans les textes fondamentaux de l'Union. Arrêtons le déni des valeurs qui constituent le socle sur lequel les pères fondateurs, en particulier Ro-

bert Schuman, ont adossé cette géniale intuition européenne. Tant que l'Europe les refusera, toute volonté de vivre ensemble sera bafouée, étouffée.

Le fonctionnement de l'Union est au centre des critiques. Quelles réformes urgentes préconisez-vous ? La technocratie a pris le pas sur la politique. Le principe de subsidiarité n'est plus respecté. Nous sommes profondément européens, encore faut-il que la ligne de gouvernance soit claire, par exemple, nous souhaitons la remise en cause de l'indépendance de la BCE. Nous proposons d'affirmer l'identité de la France par la création d'une monnaie pour les échanges nationaux: l'euro-franc. L'euro sera réservé aux échanges internationaux. Enfin, nous portons le projet de la création d'un revenu de base européen.

Les sondages annoncent une bataille UMP/FN. Pourquoi, selon vous ?

Le PS et l'UMP sont tous deux la manifestation d'un apogée du tout-libéral et libertaire. Le FN est en fait dans le systè-

me. Il essaie d'exister en renonçant aux valeurs de la personne et de la famille qui ont fait notre pays. Il devient laïciste et relativiste avec démagogie.

Vous êtes tête de liste en Île-de-France. Comment comptez-vous peser dans le débat ?

Nouvelles en politique, les listes Force Vie sont une offre nouvelle. Les électeurs sont désabusés par les partis politiques et leurs discours convenus. Nous n'acceptons plus que la personne humaine soit une valeur relative et que la transcendance soit niée. C'est une vraie rupture qui doit apporter de l'espoir à chacun, un sens à notre organisation sociale. Ces européennes sont le rendez-vous des convictions.

Quel score espérez-vous atteindre ?

Le maximum ! D'ores et déjà, nous avons pris des contacts avec de futurs élus européens qui partagent les options de Force Vie, en espérant constituer un groupe parlementaire. Tout est entre les mains des électeurs. ■

Montpellier: Saurel trace sa route, sans le PS

Socialiste dissident, le nouveau maire de la ville a été triomphalement élu président de l'agglomération.

CLAUDE BELMONT
A MONTPELLIER

COLLECTIVITÉS Il est l'homme qui a fait mordre la poussière aux socialistes à Montpellier. Élu maire le 30 mars, Philippe Saurel vient d'être plébiscité président de l'agglomération, en rassemblant autour de lui les maires de toutes les communes et de toutes les tendances: 85 voix sur 92, pour seulement 32 conseillers étiquetés Saurel.

Face à ce dissident socialiste, la Grande Armée du candidat officiel du PS, Jean-Pierre Moure, était pourtant encouragée par la fédération de l'Hérault, encouragée par la Rue de Solferino, renforcée par les écolos. Cette Invincible Armada, favorite des sondages, regroupait les forces vives de la « gauche économique » de Montpellier, quatre députés, Julie Frêche, la fille de Georges Frêche, et Véronique Pérez, la fille

d'André Vezinhet, le président du conseil général de l'Hérault, ainsi que les cadres dirigeants de Montpellier Agglomération. En vain.

« Les tanks de cette Armada étaient rouillés et nous les avons aisément contournés. Il faut avoir des idées quand on n'a pas la force pour soi ni même la force de l'argent », s'exclame Saurel, que la



« C'est une nouvelle façon de faire de la politique »

PHILIPPE SAUREL

victoire semble transcender, après une campagne de simplicité et de proximité.

« C'est étonnant. Les gens s'arrêtent au feu rouge pour venir m'embrasser. C'est dire l'espoir que nous avons semé. C'est dire aussi la responsabilité qui est la

notre aujourd'hui pour ne pas les décevoir », poursuit ce dentiste de 56 ans, marié, père de deux grands enfants, excellent orateur et inlassable laboureur de la ville. Saurel s'est imposé dans une centaine de bureaux de vote sur 131, ne laissant que des miettes à son rival Moure, président sortant de l'agglomération, dans les quartiers populaires à forte densité de logements sociaux.

Philippe Saurel s'est lancé à la tête d'une équipe politiquement disparate composée d'inconnus, sauf deux élus, lui-même et Max Lévi, lieutenant fidèle parmi les fidèles de Georges Frêche. « Les membres de ma liste ne sont pas expérimentés en politique et en petites combinaisons politiques, c'est vrai, mais tous sont riches de leurs expériences personnelles. Et ils ont la foi du charbonnier », explique le nouveau maire, passionné d'histoire et de golf (handicap 16, comme Barack Obama). Ancien adjoint à l'urbanisme puis à la

culture de la maire sortante, Hélène Mandroux, il a grandi en politique dans le sillage du tout-puissant Georges Frêche à partir de 1995.

Exclu du PS depuis sa dissidence, Philippe Saurel n'envisage pas de refaire table commune avec ceux qui l'ont combattu. Fidèle de Manuel Valls depuis 2008, il entend tracer sa propre route à distance du PS, dont il vient de dynamiser les cadres locaux. Il se veut à la tête d'un nouveau mouvement de gauche, hors des partis, moderne, écologiste, indépendant... « C'est une nouvelle façon de faire de la politique. Beaucoup d'élus me rejoignent sur ce principe. J'y vois le début de quelque chose », dit-il. Avant même son triomphe, Philippe Saurel annonçait déjà sa feuille de route: organisation d'une liste pour les sénatoriales avec Max Lévi et Hélène Mandroux. Puis élections départementales et régionales de 2015. Le PS est prévenu, Philippe Saurel est à la manœuvre. ■

EN BREF

Aquilino Morelle visé par une enquête préliminaire

Le parquet national financier a ouvert une enquête préliminaire visant Aquilino Morelle, pour ses liens passés avec des laboratoires pharmaceutiques alors qu'il travaillait à l'Inspection générale des affaires sociales (Igas). Son remplaçant à l'Élysée en tant que conseiller communication sera nommé dès cette semaine. « Il sera chargé de faire le récit du quinquennat », indique-t-on dans l'entourage de Hollande. Dans l'immédiat, il ne sera pas remplacé au poste de conseiller politique.

Dupont-Aignan dénonce les méthodes de Le Pen

Nicolas Dupont-Aignan, qui présentait mardi les huit têtes de liste de Debout la République aux européennes, a dénoncé les « vieilles méthodes de l'extrême droite » employées selon lui par Marine Le Pen et plaidé pour « un patriotisme modéré, serein, rassembleur et constructif ».

INTERNATIONAL

À Kramatorsk, les prorusses renforcent leur emprise

Dans la ville ouvrière de l'Est ukrainien, des commandos profitent de la déliquescence de l'État pour s'emparer d'édifices publics.

ADRIEN JAULMES @AdrienJaulmes
ENVOYÉ SPÉCIAL À KRAMATORSK

UKRAÏNE Tout à l'air parfaitement normal à Kramatorsk. Les enfants jouent dans les cours de récréation. Des mariés se photographient devant la statue de Lénine. Des ménagères sortent des supermarchés avec des cabas. Le seul élément inhabituel dans cette ville ouvrière de 160 000 habitants, est la mairie. L'immeuble est entouré de barricades de pneus entassés où flotte le drapeau de la république populaire de Donetsk.

Kramatorsk, à 100 kilomètres au nord de Donetsk, fait partie de la dizaine de localités « occupées » par les militants séparatistes prorusses, qui réclament un référendum d'autodétermination, proclament leur indépendance, et appellent la Russie à l'aide.

« On ne peut pas dire qu'on travaille normalement... Nous avons été désarmés, et nos véhicules ont été pris par les militants »

UN OFFICIER DE LA POLICE UKRAÏNIENNE

Cette occupation est surtout symbolique. Les actions de ces centaines d'activistes ne sont rendues possibles que par la déliquescence de l'État ukrainien, la paralysie de la police et la présence menaçante de divisions russes de l'autre côté de la frontière. La mairie, le quartier général du SBU, le service de sécurité intérieur, et le commissariat central sont les trois édifices de la ville tenus par les prorusses.

Devant la mairie, c'est le petit décor de théâtre révolutionnaire maintenant habituel. Quelques dizaines de personnes sont rassemblées devant. Un groupe de dames avec leurs dentiers en or et leurs sacs à

main, qui vitupèrent contre « les fascistes et les homosexuels » de Kiev, des jeunes gens désœuvrés en pantalons militaires avec des matraques et des cagoules qui montent la garde, et quelques curieux. Parfois apparaissent des personnages plus inquiétants. D'une voiture WAZ prise à la police, surgissent des soldats parfaitement équipés, treillis assortis, radios individuelles et fusils d'assaut neufs, cagoules ou coiffés de toques cosaques. Ils disparaissent aussitôt dans les étages de la mairie.

Ce sont ces commandos qui s'emparent des édifices publics, et en laissent ensuite la garde aux sympathisants locaux. « Ce ne sont pas des gens de la ville, ni de la région », dit un employé municipal, qui ne préfère pas dire s'il s'agit de Russes ou d'Ukrainiens. « Je suppose qu'ils viennent de Crimée ».

Lundi soir, ce sont eux qui ont fait irruption dans le commissariat central de Kramatorsk. « Ils ont dit que la police municipale était sous leur contrôle », confie un officier de police. « Ils ont emmené le commandant, le lieutenant-colonel Vitali Koloupaï. On ignore où il est retenu. »

Des jeunes cagoules montent la garde devant l'entrée. À l'intérieur, les policiers en uniforme sont encore à leur poste. « Mais on ne peut pas dire qu'on travaille normalement, dit l'officier. Nous avons été désarmés, et nos véhicules ont été pris par les militants. »

« Les policiers sont démoralisés, ils ont peur de sortir dans la rue », dit Andriy Vassiev, membre du conseil exécutif municipal. « Le principal problème est la présence de ces hommes armés. C'est difficile de parler avec quelqu'un qui a une mitraillette. » Vassiev et une partie du conseil municipal ont pris l'initiative de se réunir pour voter les budgets les plus urgents. « Sans cela, les services de la ville auraient été interrompus. Notre objectif est de maintenir une vie normale. Mais si la situation continue comme ça, on va vite arriver à un blocage. On se sent complètement abandonnés par le gouvernement de Kiev. »

L'opération antiterroriste de Kiev relancée

L'armée ukrainienne campe pourtant dans les faubourgs de Kramatorsk. La semaine dernière, des hélicoptères ont débarqué par surprise des troupes sur un ancien aéroport soviétique dans la banlieue de la ville. Des blindés ont ensuite été envoyés vers le centre-ville, avant d'être rapidement arrêtés par les habitants d'un quartier périphérique. Depuis, les forces ukrainiennes ne bougent plus. Les militants prorusses ont barricadé le portail de l'aéroport avec des pneus et des arbres abattus pour empêcher toute sortie intempestive.

Le gouvernement de Kiev a annoncé que « l'opération antiterroriste », suspendue pendant la fête de Pâques, allait reprendre, après la découverte du cadavre d'un responsable politique présentant des signes de torture. Mais les soldats ukrai-



Un militant prorusse armé monte la garde devant le commissariat central pris d'assaut hier à Kramatorsk. KIRILL KUDRYAVTSEV/AFP

niens qui parlent aux militants par-dessus le mur de l'aéroport n'ont pas l'air très motivés. « Je crois qu'ils n'ont pas d'ordres non plus », dit le conseiller Vassiev. « Ce qui n'est peut-être pas une mauvaise chose, une action militaire pourrait déboucher sur un bain de sang. »

Les prorusses, qui appellent à une inter-

vention de l'armée russe dans l'est de l'Ukraine, cherchent manifestement à pousser le gouvernement de Kiev à la faute. Mardi, un avion militaire ukrainien a essuyé des tirs à Sloviansk, au nord de Kramatorsk. ■

➤ Lire aussi PAGE 12

ZOOM

L'un des deux otages français du Mali serait mort

L'un des deux otages français détenu au Mali, Gilberto Rodriguez Leal, serait mort, selon plusieurs sources. D'après un proche du dossier, il serait décédé « depuis plusieurs mois ». Âgé de 61 ans, Gilberto Rodriguez Leal avait été enlevé le 20 novembre 2012 par des hommes armés dans l'ouest du Mali. Son rapt avait été revendiqué deux jours plus tard par le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao). Dimanche, Laurent Fabius avait fait part de sa grande préoccupation à son sujet. « Cela fait longtemps que nous n'avons pas eu de nouvelles », avait déclaré le ministre des Affaires étrangères. Un autre otage français, Serge Lazarevic, est toujours retenu au Sahel depuis son enlèvement en novembre 2011.

EN BREF

La justice russe condamne l'opposant Alexei Navalny

La justice russe a reconnu mardi l'opposant Alexei Navalny coupable de « diffamation » à l'encontre d'un député qu'il aurait qualifié de toxicomane, et l'a condamné à une amende de 300 000 roubles (6 000 euros) après l'avoir assigné à résidence.

GUÉRIR
2 CANCERS SUR 3
NOUS, ON Y CROIT

Communiqué

RECHERCHE SUR LE CANCER : L'HISTOIRE S'ACCÉLÈRE

Nous guérissions 1 cancer sur 3 il y a 20 ans. Aujourd'hui, c'est 1 sur 2.
Objectif de la Fondation ARC : guérir 2 cancers sur 3 d'ici 10 ans.

MÉDECINE PERSONNALISÉE : LA NOUVELLE FRONTIÈRE

Les traitements « standards » en oncologie sont fondés sur la localisation de la tumeur (sein, poumon, foie...) et proposent des protocoles dont l'efficacité n'a cessé de croître : chirurgie, radiothérapie, chimiothérapie... Parallèlement, de nouvelles solutions thérapeutiques comme l'immunothérapie, la chirurgie mini-invasive, la radiothérapie peropératoire ou les nano-médicaments ont émergé. La médecine personnalisée fait partie de ces nouvelles solutions. Elle vise à proposer aux malades des stratégies thérapeutiques individualisées (thérapies ciblées) qui tiennent compte des anomalies moléculaires de leurs tumeurs. Beaucoup plus efficace, cette approche est tout simplement révolutionnaire.

DES ESSAIS CLINIQUES INTERNATIONAUX UNIQUES AU MONDE

Pour mettre en œuvre cette médecine personnalisée, la Fondation ARC a décidé d'impulser des essais cliniques uniques au monde et d'investir des ressources scientifiques et financières massives :

- L'essai WINTHER réunit Gustave Roussy (Villejuif, France), le M.D. Anderson Cancer Center (Houston, États-Unis), l'hôpital du Vall d'Hebron (Barcelone, Espagne) et le Chaim Sheba Medical Center (Tel HaShomer, Israël). Il propose un choix thérapeutique entièrement fondé sur une analyse biologique complète des tumeurs et l'assistance d'un outil bioinformatique décisionnel. Partenariat de la Fondation ARC : 2 millions d'euros.
- L'essai Crizotinib promu par UNICANCER dans le cadre du programme AcSé de l'Institut National du Cancer (INCa), permet à 500 patients en échec thérapeutique d'accéder à une molécule innovante. Unique au monde par son ampleur, ses résultats pourraient bénéficier à des milliers d'autres patients. Partenariat de la Fondation ARC : 1,6 million d'euros.
- L'essai SAFIR 02 est piloté par les Professeurs Fabrice André et Jean-Charles Soria de Gustave Roussy. Il permettra notamment de comparer l'efficacité d'une thérapie ciblée par rapport à un traitement standard sur des patients atteints d'un cancer du sein ou du poumon. Partenariat de la Fondation ARC : 4,5 millions d'euros.

La Fondation ARC, reconnue d'utilité publique, est la 1^{re} fondation française 100 % dédiée à la recherche sur le cancer. Indépendante des pouvoirs publics et des laboratoires de recherche, nos ressources proviennent exclusivement de la générosité de nos donateurs et testateurs. Notre stratégie scientifique repose sur des convictions fortes : faire émerger de nouveaux concepts, décloisonner recherche fondamentale et appliquée, bâtir des partenariats réunissant les univers académiques, hospitaliers et industriels, améliorer la prévention et le diagnostic précoce, raccourcir les délais entre la recherche et les solutions thérapeutiques apportées aux patients.

C'est un regard de cette stratégie scientifique que la Fondation ARC identifie, sélectionne et met en œuvre, en France et à l'international, les meilleurs projets de recherche. Ceux qui, véritablement, permettront d'accélérer l'histoire.



Pour soutenir de nouveaux projets, faites un don sur www.fondation-arc.org ou envoyez un chèque à Fondation ARC BP 90003 - 94803 Villejuif cedex



000000

Washington multiplie les signes de soutien aux autorités de Kiev contre Moscou

« Il est temps de cesser de parler et de commencer à agir. (...) Nous devons voir des mesures prises sans délai, le temps est compté. » C'est en ces termes volontaristes que le vice-président américain Joe Biden, en visite à Kiev depuis lundi, a exhorté la Russie à respecter les engagements pris jeudi à Genève afin de résoudre la crise en Ukraine. « Aucun pays ne devrait menacer ses voisins en massant des troupes le long de la frontière. Nous appelons la Russie à retirer ces forces », a-t-il ajouté

après un entretien avec le premier ministre ukrainien, Arseni Iatsenouk. Autre signe de soutien clair aux jeunes autorités ukrainiennes : la Maison-Blanche a annoncé que les États-Unis s'étaient engagés à fournir à Kiev une aide de 50 millions de dollars (environ 36 millions d'euros). En plus de ce plan, Washington va livrer du matériel militaire non létal, comme des véhicules ou des appareils de transmission radio, pour un montant de 8 millions de dollars (5,8 millions d'euros). (AFP ET REUTERS)



Barack Obama pivote vers l'Asie, malgré l'Ukraine

Le président américain doit rassurer ses alliés asiatiques, inquiets de l'impuissance de Washington face à Moscou ou Damas, alors que les tensions régionales sont vives.

LAURE MANDEVILLE lmandeville@lefigaro.fr
CORRESPONDANTE À WASHINGTON

ASIE Le pivot asiatique aura bien lieu. Tel est le message que le président Obama, un homme du Pacifique né à Hawaï, s'en va porter à ses alliés d'Asie, en pleine crise ukrainienne. Le « basculement » stratégique des États-Unis vers le continent asiatique annoncé en 2011 reste « une priorité centrale » de la politique étrangère américaine, que l'agression russe en Ukraine ne saurait changer, ont martelé ses conseillers à l'approche du voyage. « On peut marcher et mâcher du chewing-gum à la fois », a expliqué lundi un responsable de la Maison-Blanche.

Ce postulat est contesté par une partie de l'establishment américain, persuadé que la confrontation avec Poutine devrait absorber l'Amérique et la distraire par ricochet du reste de son agenda. Le fait que le secrétaire d'État John Kerry et la conseillère à la sécurité nationale Susan Rice aient passé leur temps au Moyen-Orient et en Europe ces derniers mois, contrairement à leurs prédécesseurs Hillary Clinton et Thomas Donilon, grands théoriciens du « siècle pacifique de l'Amérique », en dit long sur les obstacles

qui se dressent sur la route du « pivot ». Mais Obama est décidé à extirper les États-Unis d'un Moyen-Orient chaotique et d'une Europe anémique pour mettre le cap sur les juteux marchés asiatiques, avec la promotion du « Partenariat transpacifique » (TPP), ambitieux projet de zone de libre-échange.

La crise ukrainienne n'en sera pas moins très présente en filigrane pendant le voyage. Barack Obama entame un périple de sept jours au Japon, en Corée du Sud, en Malaisie et aux Philippines dans un contexte régional très difficile. Les relations entre Tokyo et Séoul, deux partenaires clés de l'Amérique, sont au plus bas en raison de conflits de souveraineté sur des îles situées en mer du Japon. Surtout, l'agressivité de Pékin en mer de Chine orientale et sa proclamation en novembre d'une zone aérienne d'identification incluant les îles Senkaku, administrées par

Tokyo, attise les tensions. La Chine est également engagée dans une bataille de souveraineté sur d'autres îles, avec les Philippines et le Vietnam, qui réclament une protection américaine accrue.

Tous les alliés de Washington attendent d'Obama qu'il les rassure. L'impuissance américaine à influencer la guerre en Syrie et sa paralysie relative face à l'agression rampante de Moscou en Ukraine, dont les États-Unis avaient pourtant garanti les frontières par le traité de Budapest de 1994, inquiète les partenaires d'Asie, qui se demandent jusqu'à quel point leur grand allié reste un garant de leur sécurité. « L'Administration Obama a beau dire qu'il n'y a pas d'équation possible entre la Crimée et les îles Senkaku, chaque allié est très sensible sur la question de la fermeté américaine », explique Sheila Smith, experte au Conseil pour les relations extérieures. À ces doutes, Obama va

répondre que « l'engagement américain est de fer », explique la Maison-Blanche.

Au Japon, Obama tentera de faire passer un message d'apaisement au premier ministre Shinzo Abe, pour l'engager à ne pas trop remuer les mauvais souvenirs de la Seconde Guerre mondiale, qui lui gagnent des soutiens nationalistes mais irritent Chinois et Sud-Coréens. Il fera aussi le forcing pour arracher un accord sur l'ouverture des marchés japonais au bœuf et au porc américain, en échange d'une baisse des taxes sur les voitures nippones exportées vers l'Amérique. Les experts sont pessimistes sur ce dossier, considéré pourtant comme crucial pour « conserver l'énergie du TPP » avant les élections de mi-mandat en novembre aux États-Unis. Le camp démocrate est vent debout contre le projet, dont il craint les effets négatifs sur l'emploi. La question de l'endiguement de la menace nord-coréenne sera au cœur de l'escala de Séoul. Obama sera aussi le premier président américain à se rendre en Malaisie depuis Lyndon Johnson, il y a cinquante ans, « un déplacement véritablement historique ». La visite aux Philippines sera dominée par la question du renforcement des relations militaires bilatérales.

Clairement, l'ombre de Pékin pèsera sur ces étapes. La volonté de Washington de

faire contrepoids à la puissance montante du géant chinois n'est un secret pour personne. Les tensions entre les deux pays sont apparues clairement lors de la récente visite à Pékin du secrétaire à la Défense Chuck Hagel, où militaires chinois et américains se sont renvoyé la responsabilité des tensions actuelles.

La Maison-Blanche se défend pourtant farouchement de vouloir « contenir » la Chine, répétant son intérêt « à la coopération ». Obama a récemment eu un entretien fructueux avec son homologue Xi Jinping à La Haye et Michelle Obama a été accueillie très chaleureusement à Pékin. En réalité, le contexte actuel de la crise avec Moscou dicte à Washington une relation d'équilibre. Les Américains ont noté avec intérêt l'abstention des Chinois au Conseil de sécurité de l'ONU lors de l'annexion de la Crimée, un comportement inhabituel révélant leur désaccord avec les Russes. Obama pèsera d'autant plus ses mots sur la menace chinoise pendant son voyage qu'il sait parfaitement que Poutine a besoin de Pékin. Le Russe, qui sera en Chine au mois de mai, est en passe de négocier un énorme contrat de livraison de gaz à la Chine, qui pourrait lui assurer un revenu confortable, si l'Europe se détournait. ■



Barack Obama embarque dans Air Force One, mardi sur la base militaire d'Andrews, près de Washington. CLIFF OWEN/AP



SHEILA SMITH
EXPERT AU CONSEIL POUR LES RELATIONS EXTÉRIEURES

L'Administration Obama a beau dire qu'il n'y a pas d'équation possible entre la Crimée et les îles Senkaku, chaque allié est très sensible sur la question de la fermeté américaine

La Chine saisit un bateau japonais, au nom d'un différend datant des années 1930

PATRICK SAINT-PAUL PSaintPaul@lefigaro.fr
CORRESPONDANT À PÉKIN

L'HISTOIRE agit comme un poison entre la Chine et le Japon. Et les deux voisins en ont chacun distillé une solide dose à la veille de la tournée asiatique du président américain, Barack Obama, illustrant ainsi l'étendue des tensions croissantes dans la région. Pékin et Tokyo ont relancé la machine à solder leurs comptes en septembre 2012, autour d'une dispute territoriale portant sur des îlots inhabités - Senkaku pour les Japonais, Diaoyu pour les Chinois - en mer de Chine orientale. Depuis les griefs ne cessent de s'additionner.

Mardi, près de 150 élus conservateurs japonais et le ministre des Affaires intérieures Yoshitaka Shindo se sont rendus dans le sanctuaire de Yasukuni, dans un geste considéré par Pékin comme une nouvelle glorification du passé militariste nippon. Ils ont prié pour les morts honorés dans ce lieu de culte shintoïste, soit 2,5 millions de militaires tombés pour le Japon... Mais aussi 14 criminels de guerre condamnés par les Alliés après la défaite japonaise au cours de la Seconde Guerre mondiale.

La tension monte d'un cran

« Cette visite est une nouvelle illustration de la fausse attitude du gouvernement japonais face à son Histoire et à son passé militariste, a condamné le ministère chinois des Affaires étrangères. Le problème du mémorial de Yasukuni est devenu un facteur destructeur pour les relations entre le Japon et ses voisins. » Lundi, Pékin comme Séoul avaient déjà vertement critiqué le premier ministre nippon, Shinzo Abe, pour avoir offert un arbre sacré à Yasukuni. Ce don « n'est rien d'autre qu'une giflette » au président Obama, attendu mercredi à Tokyo, avait fustigé l'agence de presse officielle chinoise Xinhua. En décembre, le chef du gouvernement japonais, aux fortes convictions nationalistes, s'était rendu dans ce sanctuaire, la pre-

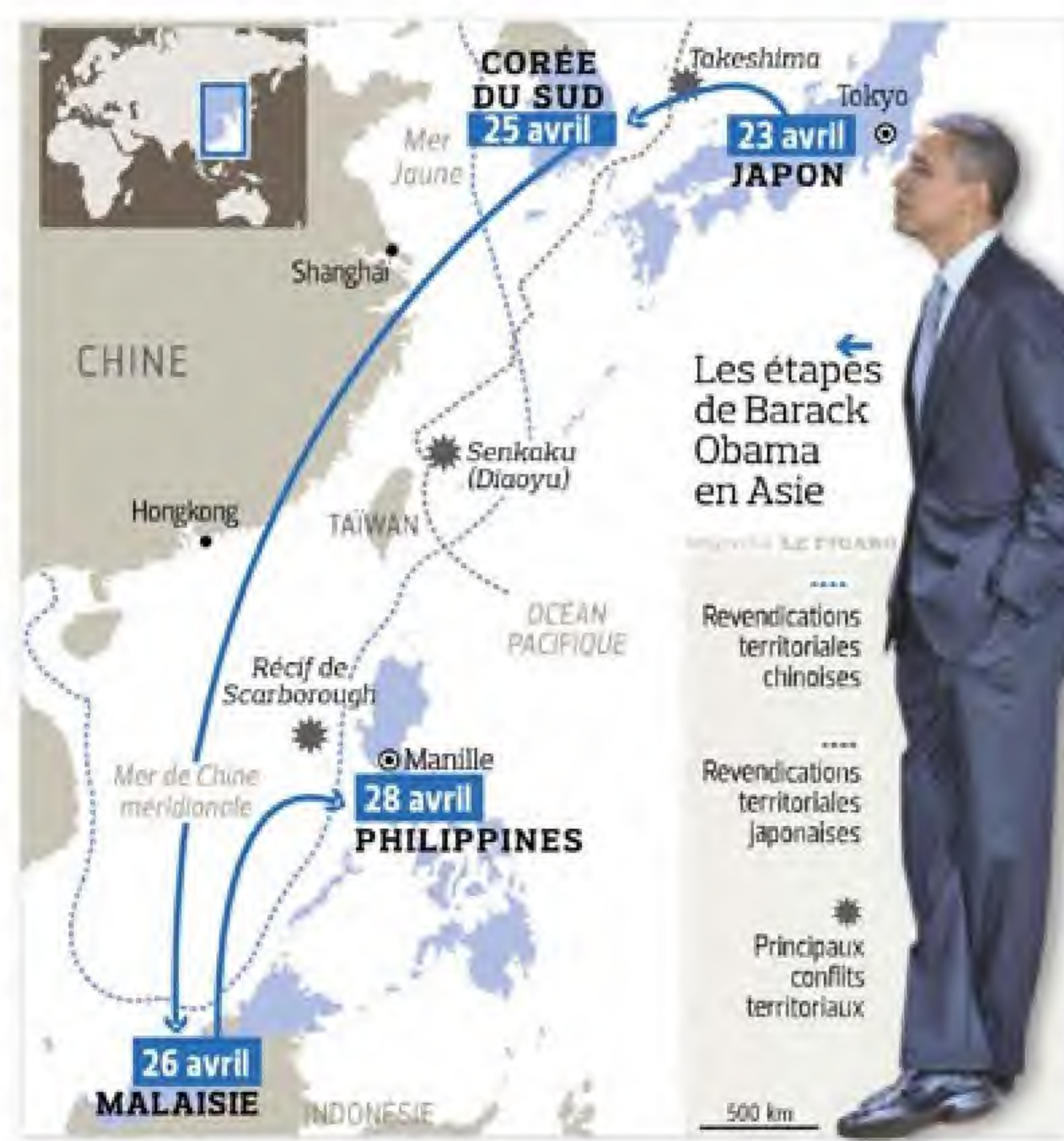
mière visite d'un premier ministre nippon depuis 2006. Les États-Unis eux-mêmes, plus proches alliés du Japon, avaient manifesté leur agacement.

Un tribunal de Shanghai a encore fait monter la tension d'un cran entre les deux voisins, samedi, en saisissant un navire japonais dans le cadre de réparations exigées pour un incident survenu durant la Seconde Guerre mondiale. Tokyo a prévenu lundi que cette affaire pourrait menacer les fondements de sa relation « normalisée » avec la Chine depuis 1972. Cela pourrait notamment « dissuader des entreprises japonaises de travailler en Chine », ce au moment où les investissements nippons dans l'empire du Milieu chutent à cause d'un rapport de voisinage délétère. Les relations entre la Chine et le Japon, deuxième et troisième puissances économiques mondiales, restent marquées par les atrocités commises par l'armée impériale nipponne pendant son occupation d'une partie de l'empire du Milieu (1931-1945).

Dans la déclaration commune des

deux pays de 1972 qui a consacré la normalisation de leurs relations, la Chine a déclaré « renoncer à demander au Japon des indemnités de guerre », un engagement bafoué, selon le Japon, par la saisie du navire de Mitsui O.S.K. Le tribunal maritime de Shanghai a fait saisir le navire Baosteel Emotion de la société japonaise de transport maritime Mitsui O.S.K. Lines. D'après les médias chinois, le tribunal a mis en exécution un jugement d'une cour de Shanghai, qui avait condamné en 2007 la firme à payer 2,9 milliards de yens (21 millions d'euros) de dommages et intérêts.

Le prédécesseur de Mitsui O.S.K., Daido Shipping, avait en 1936 loué des bateaux de la société chinoise Zhongwei Shipping. Mais ils avaient ensuite été réquisitionnés à Daido par la marine japonaise dans le cadre de l'effort de guerre, avant d'être coulés en 1944. L'entreprise chinoise n'avait reçu aucune compensation. Jusqu'à présent, Pékin avait toujours dissuadé les entreprises ou des particuliers de réclamer des réparations au Japon. ■



Le président américain attendu à Tokyo dans un climat tendu

RÉGIS ARNAUD
TOKYO

Le centre-ville de Tokyo s'est transformé en forteresse assiégée dans laquelle patrouillent 16 000 policiers

« BIMYŌ », ce mot, qui exprime l'embarras des Japonais devant un dilemme, résume l'atmosphère à Tokyo à la veille de la visite de Barack Obama. Ce dernier effectue ce mercredi la première visite d'État d'un président américain depuis Bill Clinton en 1996. Il dînera avec l'empereur. Pour l'accueillir, le premier ministre Shinzo Abe a mis les petits plats dans les grands. Le centre-ville de Tokyo s'est transformé en forteresse assiégée dans laquelle patrouillent 16 000 policiers mobilisés pour l'occasion,

dont beaucoup venus spécialement de province. « Je m'ennuie, je ne connais pas du tout Tokyo ! » explique l'un d'entre eux, acteur de cette pantomime un peu ridicule.

Mais cette démonstration de force et de courtoisie mêlées masque mal l'embarras du gouvernement japonais devant son « allié » américain. Shinzo Abe, comme ses prédécesseurs, plaide inlassablement pour « le renforcement de l'alliance » avec Washington. Il s'est engagé officiellement derrière la conclusion de l'accord de libre-échange TPP, qui, à l'initiative américaine, doit supprimer l'intrépidité des droits de douane

dans toute la région Asie-Pacifique. Mais il est pris entre ses convictions nationalistes, importantes au Japon, et les exigences de son partenaire, importantes à l'étranger.

Insultes contre les États-Unis

Fin décembre, Shinzo Abe s'est rendu au sanctuaire nationaliste Yasukuni, foyer de friction entre l'Archipel et les pays qu'il a combattus pendant la Seconde Guerre mondiale, provoquant la colère jusqu'à Washington, qui a exprimé sa « déception ». Mardi matin encore, 150 députés de sa majorité se sont rendus au sanctuaire Yasukuni sans que le pre-

mier ministre n'en puisse mais. Quant aux lobbies qui le soutiennent, en particulier le lobby agricole, ils sont vent debout contre le TPP. Pour l'instant, le Japon n'a montré aucune flexibilité sur les « dossiers sensibles », provoquant l'agacement de Barack Obama. Ce dernier devrait repartir les mains vides de son voyage au Japon. Mardi matin, dans Kasumigaseki, quartier des ministères, on pouvait voir et entendre les camions de l'extrême droite japonaise beugler leurs insultes contre les États-Unis, la Chine et la Corée du Sud, et abreuver d'injures les policiers, sans qu'aucun d'entre eux ne lève le petit doigt. ■

Washington soupçonne Damas d'avoir lancé de nouvelles attaques chimiques

Du chlore aurait été utilisé contre un village situé près de Hama à plusieurs reprises depuis le début du mois.

DELPHINE MINOUI @DelphineMinoui
CORRESPONDANTE AU CAIRE

MOYEN-ORIENT Les États-Unis disent disposer d'éléments qui pourraient prouver le recours par le régime de Damas à un produit chimique toxique, probablement du chlore, dans une récente série d'attaques contre le village syrien de Kafr Zeita, à 30 kilomètres de Hama. « Nous avons des indications sur l'utilisation d'une substance chimique industrielle toxique », a déclaré, lundi, la porte-parole du département d'État, Jen Psaki, en évoquant un examen en cours des « allégations selon lesquelles le gouvernement est responsable ». La veille, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent

Fabius, avait déjà évoqué des « indications » selon « lesquelles il y aurait eu des attaques chimiques récemment, beaucoup moins importantes que celle de Damas il y a quelques mois, mais des attaques mortelles, dans le nord-ouest de la Syrie, pas loin du Liban ».

Ces propos font suite aux déclarations de la Coalition nationale syrienne (CNS), qui accuse l'armée régulière d'avoir utilisé du gaz toxique à plusieurs reprises depuis le début de l'année, et surtout en avril. Contacté par Skype à Kafr Zeita, le docteur Hassan Araj, directeur du principal hôpital, témoigne : « La première attaque est survenue le 11 avril, aux environs de 18 heures. Des hélicoptères ont largué des barils d'explosifs sur des zones résidentielles, en provoquant un nuage jaunâtre, accompagné d'une forte odeur de chlore. À l'hôpital, on a aussitôt vu affluer une centaine de patients qui présentaient les mêmes symptômes : problèmes respiratoires, toux épaisse, évanouissement, vomissements. Trois personnes sont mortes de blessures et d'asphyxie. » La télévision officielle syrienne s'est empressée d'imputer la responsabilité aux rebelles. Mais pour ce médecin de 44 ans, il ne

fait aucun doute : « Le régime cherche à punir les insurgés de la région de Hama. Il se venge sur les civils. » Depuis, dit-il, deux autres bombardements au gaz ont eu lieu à Kafr Zeita les 13 et 18 avril. D'après l'organisation dissidente VDC (Violation Documentation Center), au moins 11 attaques de ce genre sont survenues depuis début avril, principalement dans la région de Hama, mais également aux environs de Damas. « Nous craignons qu'elles ne s'élargissent à d'autres zones », confie Bassem al-Ah-

mad, son porte-parole, exilé à Istanbul. Ce lundi, précise-t-il, c'est un village de la province d'Idlib qui, à son tour, aurait été visé.

« Damas se moque »

En septembre, le régime syrien avait consenti à se débarrasser de son arsenal chimique pour éviter des frappes militaires occidentales, après l'attaque au gaz sarin dans une banlieue de Damas qui avait coûté la vie à quelque 1 500 personnes. D'après Sigrid Kaag, la coordinatrice

spéciale de la mission conjointe de l'ONU et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), la Syrie aurait déjà transféré hors du pays ou détruit 80 % de ses armes chimiques déclarées. Mais contrairement au gaz sarin, le chlore ne figure pas sur la liste que Bachar el-Assad a déclarée l'année dernière à l'OIAC. « C'est la preuve que Damas se moque de la communauté internationale. Tant qu'il aura le soutien de la Russie et de l'Iran, il poursuivra ses exactions », souffle Bassem al-Ahmad. ■

11

attaques chimiques

au moins sont survenues depuis début avril dans la région de Hama et aux environs de Damas

Avec plus d'un million de réfugiés syriens, le Liban est proche de la saturation

SIBYLLE RIZK
BEYROUTH

LE LIBAN détient le record mondial de réfugiés par habitant. Avec plus d'un million recensés et un flux continu de 15 000 par semaine, les Syriens représentent plus du quart de la population libanaise. Ce choc démographique est un « danger existentiel », avertit le président de la République, Michel Sleimane. « C'est comme si la France accueillait 15 millions de réfugiés. Il suffit de se rappeler le débat suscité par l'accueil de quelque 15 000 Roms l'année dernière pour comprendre que peu de pays sont en mesure de supporter un tel afflux », explique Jean-Paul Cavalleri, représentant adjoint du HCR au Liban, l'agence ce l'ONU pour les réfugiés.

Pour les acteurs humanitaires, cette crise « est d'une ampleur sans précédent », avec une dimension inédite : les réfugiés sont répartis dans plus de 1 700 localités - dépassant dans certaines d'entre elles la population locale - et ne sont que 15 % à vivre dans quelque 700 campements informels. L'expérience des camps palestiniens a conduit l'État libanais à refuser la création de structures similaires pour les Syriens, ce qui représente un véritable défi pour le travail humanitaire. « Un exemple parmi

d'autres : les campagnes de vaccination ne sont pas assez efficaces. Dans des camps, il suffit de passer avec un haut-parleur pour cibler les personnes concernées. Mais là, on compte sur les écoles et les dispensaires où une majorité de réfugiés ne se rendent pas ! », témoigne Baptiste Hanquart, coordinateur général de Médecins du monde.

Contrainte à la créativité, l'aide humanitaire s'oriente vers des programmes de soutien en numéraire : des cartes bancaires sont créditées pour payer un loyer, du fioul, de la nourriture, etc. Et l'effort se tourne de plus en plus vers des programmes de développement local en

Au fil des mois, les incidents se multiplient : tentes incendiées, manifestations antisyriniennes, expulsions de réfugiés locataires, etc.

complément des réponses d'urgence. « Nous avons entièrement réhabilité 30 écoles publiques dans le Akkar (Nord) dont les murs s'effritaient, où les toilettes étaient bouchées... », raconte Fabrice Martin, directeur de Première Urgence, au Liban. Plus de 400 000 enfants syriens sont en âge d'être scolarisés, soit davantage que les petits Libanais dans le

système public (l'école est majoritairement privée au Liban). Les écoles publiques les accueillent du mieux qu'elles peuvent, organisant un double horaire, mais leur capacité plafonne à 100 000 enfants.

Déjà mal en point, les infrastructures publiques sont soumises à rude épreuve. « Nous attendons depuis des années des financements pour une usine de traitement des déchets pour remplacer notre décharge. Les fonds viennent d'être débloqués par l'Union européenne dans le cadre de la crise syrienne », se félicite Dergham Touma, président par intérim de la municipalité de Kab Elias. « Ce type d'aide est le seul moyen pour que les gens d'ici ne mettent pas le holà. » Dans cette deuxième ville de la Beqaa centrale, la présence de 30 000 réfugiés syriens (dont 22 000 seulement sont enregistrés selon le maire) pour une population locale de 45 000 personnes commence à faire grincer des dents.

La moitié d'entre eux louent quelques mètres carrés dans des maisons ou des fonds d'échoppes, voire de garages, dans la vieille ville. Et l'autre moitié est regroupée dans des tentes de bric et de broc, équipées de réservoirs en plastique

et de sanitaires rudimentaires, érigés des deux côtés d'une longue allée où apparaissent encore quelques champs cultivés de fèves, une villa luxueuse ou des immeubles en construction. « Si on n'y prenait pas garde, les tentes pousseraient comme des champignons dans toute la plaine, car certains propriétaires jugent plus rentables de louer leur terre que de la cultiver », se désole Dergham Touma, qui a délogé quatre campements installés hors de la zone dédiée.

« Notre hospitalité n'est pas en cause. Imaginez que votre maison ait quatre chambres d'amis. Lorsqu'elles sont toutes occupées, vous n'allez tout de même pas laisser votre propre lit et les clés de la maison », se défend-il. À budget égal déjà très faible, la municipalité doit traiter les besoins de l'équivalent d'un « deuxième village » : adduction d'eau malgré la sécheresse qui s'annonce pour l'été, distribution d'électricité déjà rationnée (le Liban est en déficit chronique de courant), gestion des déchets... « Jusque-là, nous parvenons à gérer les problèmes, mais nous sommes proches de la saturation. Le plus difficile est de contenir l'impact social, ajoute Dergham Touma. Comment la municipalité pourrait-elle

justifier d'allouer de vieilles maisons à des Syriens dont les loyers sont payés par des subventions internationales, alors que beaucoup de jeunes couples libanais sont empêchés de se marier à défaut de pouvoir se loger ? »

La Banque mondiale estime que 170 000 Libanais devraient basculer sous le seuil de pauvreté d'ici à la fin de l'année et que le chômage devrait doubler. L'Organisation internationale du travail confirme cette tendance à l'éviction des Libanais les moins qualifiés du marché de l'emploi, en raison de la concurrence d'une main-d'œuvre syrienne prête à casser les prix pour subsister.

Au fil des mois, les incidents se multiplient : tentes incendiées, manifestations antisyriniennes, expulsions de réfugiés locataires, etc. Une tension aggravée par la dégradation de la situation de ces réfugiés dont les ressources propres s'épuisent. Les aides internationales sont, quant à elles, réduites, les financements étant très insuffisants : seuls 15 % des appels de fonds ont été satisfaits à ce stade. « La situation glisse vers un pire qu'on a du mal à définir. Tous les paramètres sont au rouge », résume Fabrice Martin. ■



Une femme victime d'une attaque chimique respire à travers un masque à oxygène, dans un hôpital du village de Kafr Zeita, le 12 avril.

STANISLAS / REUTERS

Retrouvez demain
le cahier Figaro Partner
L'année Peugeot

LE FIGARO
partner

en collaboration avec

PEUGEOT



Rossignol renoue avec la Manif pour tous

La secrétaire d'État à la Famille espère déminer le terrain. Elle recevra le collectif le 28 avril prochain.

AGNÈS LECLAIR @AgnèsLeclair

FAMILLE C'est une rencontre symbolique. Un an après l'adoption de la loi sur le mariage pour tous, le 23 avril dernier, et quelque 7 000 mariages de couples de même sexe plus tard, le rendez-vous est enfin fixé. La Manif pour tous, qui avait réclamé en vain un entretien avec l'ex-ministre de la Famille, Dominique Bertinotti, s'est vu confirmer mardi un tête-à-tête avec Laurence Rossignol, secrétaire d'État à la Famille. L'entretien a été fixé le 28 avril, dans l'après-midi. Le même jour, mais quelques heures plus tôt, c'est Frigide Barjot et l'Avenir pour tous (LAVT), « l'autre branche du mouvement » d'opposition à la loi Taubira qui seront reçus par la nouvelle venue au gouvernement.

Dans la perspective de l'arrivée à l'Assemblée nationale au mois de mai de la première proposition de loi issue du très chahuté projet de loi famille, Laurence Rossignol souhaite visiblement jouer la carte de l'apaisement. Deux visions de la famille risquent à nouveau de s'affronter lors de l'examen de ce texte sur le beau-parent, l'autorité parentale et la médiation. Avec, en toile de fond, le spectre d'un amendement sur l'ouverture de la PMA aux couples de même sexe. La secrétaire d'État à la Famille a donc décidé d'enchaîner les réunions.

Dans son bureau, elle verra ainsi défiler des associations comme l'Unaf (Union nationale des associations familiales), les AFC (Associations familiales catholiques), mais aussi des partisans de



Laurence Rossignol, la nouvelle secrétaire d'État à la Famille, dans son bureau, à Paris. JÉRÔME MARS/SDO/SIPA

la loi Taubira comme l'inter-LGBT (interassociative lesbienne, gay, bi et trans) ou l'APGL (Association des parents gays et lesbiens).

Si les deux parties semblent toujours aussi irréconciliables, le ton a changé. Avec un mot d'ordre : le dialogue. « Du dialogue peut naître une meilleure compréhension », glisse-t-on dans l'entourage de la nouvelle venue au gouvernement. « Nous espérons pouvoir enfin

construire un vrai dialogue, loin des préjugés et des fantasmes qui sont véhiculés sur notre mouvement », explique Ludovine de la Rochère. « Après un grand conflit, on sort du blocage », se réjouit Frigide Barjot, qui plaidera auprès de Laurence Rossignol pour la tenue « d'un véritable débat sur la filiation biologique, dans l'acceptation de l'égalité des couples quelle que soit leur orientation sexuelle ». Au passage, l'égérie des premières Ma-

nif pour tous se félicite de la reconnaissance par Laurence Rossignol du mouvement « dans sa diversité ».

Au-delà de cet affichage de bonnes intentions, que vont se dire les deux camps ? Du côté de Laurence Rossignol, on espère limiter, tant que faire se peut, les crispations. Forte de la mobilisation du 2 février dernier contre la « famille-phobie » qui a eu raison du projet de loi famille, Ludovine de la Rochère vou-

drait obtenir l'assurance que le gouvernement « tiendra ses troupes » et saura empêcher un amendement sur l'ouverture de la PMA (procréation médicalement assistée). La figure de proue des contestataires demandera une nouvelle fois le retrait de la circulaire Taubira sur la GPA (gestation pour autrui), qui facilite l'obtention d'un certificat de nationalité française aux enfants nés à l'étranger de mère porteuse.

« Nous espérons pouvoir enfin construire un vrai dialogue, loin des préjugés et des fantasmes qui sont véhiculés sur notre mouvement »

LUDOVINE DE LA ROCHÈRE

Enfin, la Manif pour tous formulera ses premières critiques sur la proposition de loi famille, comme l'instauration d'un « mandat d'éducation quotidienne » pour le beau-parent. Cette reconnaissance d'un droit à prendre décisions dans la vie usuelle de l'enfant « n'est réclamée par personne mais s'inscrit dans la perspective d'instaurer la parenté sociale et la pluriparentalité », selon Ludovine de la Rochère. La chef de file de la Manif pour tous qui compte aussi rencontrer Benoît Hamon, nouveau ministre de l'Éducation nationale à propos des ABCD de l'égalité, fera un point sur cette tentative de réchauffement dès l'issue de ce premier rendez-vous... ■

Le squat des Femen menacé d'expulsion

Inauguré dimanche soir, le nouveau quartier général des activistes est dans le collimateur de la justice.

DELPHINE DE MALLEVOÛE

EXPULSION Alors que les Femen ont pendu dimanche la crémaillère de leur nouveau squat à Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine), à grand renfort d'invités, de DJ mais aussi d'opposants au mouvement et de policiers, une procédure d'expulsion menace déjà les activistes féministes qui pourraient devoir décamper.

La procédure en référé, introduite par le propriétaire des lieux, fait l'objet d'une audience fixée lundi prochain devant le tribunal d'instance d'Asnières (Hauts-de-Seine). Après avoir quitté leur « centre d'entraînement » du XVIII^e arrondissement parisien en fin d'année dernière - elles squattaient le Lavoir Moderne, une salle de théâtre et de concert du quartier de la Goutte d'Or -, les Femen avaient établi leur nouveau QG 4, rue du Port à Clichy, dans une usine de prétraitement des eaux usées appartenant au Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (Siaap).

Dès leur arrivée, le 4 novembre dernier, le Siaap avait enclenché une procédure d'expulsion pour occupation illégale des lieux, précise une responsable du syndicat. « Ces très grands locaux sont destinés à être démolis ou rénovés compte tenu de leur vétusté, souligne-t-elle. Ils ne répondent pas



Les militantes du mouvement Femen, dimanche, dans leur nouveau quartier général à Clichy-la-Garenne, en banlieue parisienne. YOAN VALAT/EPA/MAXPPP

aux normes de sécurité, particulièrement au niveau des planchers. » À la mairie de Clichy, on laisse les parties au procès se débrouiller de l'affaire qui « ne concerne pas directement un terrain de la commune », dit-on au cabinet du maire.

L'effervescence, dimanche soir, de la pendaison de crémaillère, qui avait mobilisé un important dispositif de CRS dépêchés par la préfecture de police de Paris, ne semble pas avoir davantage « concerné » la municipalité qui dit avoir « été informée, sans plus ». Une cinquantaine d'invités étaient venus du monde entier, avec des membres du

mouvement originaires de toute l'Europe, du Vietnam, des Pays-Bas ou encore des États-Unis.

Manifestation contre le FN

Un groupuscule nationaliste de 18 jeunes était venu en découde avec les Femen, dès le début de la soirée. Annonçant leur présence quelques jours plus tôt sur les réseaux sociaux en se montrant menaçants, ils avaient incité les forces de l'ordre à doubler leurs rangs, avec une vingtaine de camions CRS et une soixantaine d'agents. La leader des Femen France, Inna Shevchenko, était allée à leur rencontre. « Ce soir, c'est une

fête. Si vous voulez vous battre ou débattre, vous pourrez revenir une autre fois », avait-t-elle lancé aux nationalistes.

Œil pour œil dent pour dent, 22 Femen se sont invitées ce mardi à Paris à la conférence de presse du FN qui lançait sa campagne pour les élections européennes. Elles ont manifesté seins nus contre « l'épidémie fasciste en train de s'étendre en Europe », avant d'être interpellées. Dès leur arrivée à Clichy en novembre, un « comité d'accueil » nationaliste les avait accueillies à coups de tags et affiches sur le squat. « Femen milice, PS complice », « Femen paye ton loyer », lisait-on alors.

Mais nationalistes ou lois de la République ne sont pas de nature à impressionner Inna Shevchenko qui, en nouvelle reine des lieux et en vieille routière de la provocation, fait une visite guidée vidéo, visible sur le Net. « Ici, c'est la pièce où on fabrique les tee-shirts et les couronnes de fleurs, tout est fait à la main par les Femen », raconte-t-elle. « C'est un lieu saint pour les Femen, un lieu unique en France, nous espérons ne pas être expulsées », dit-elle encore en montrant un mur de fresques glorifiant leurs actions.

Lundi prochain, jour du jugement, les Femen sauront si elles peuvent faire leur lit dans les eaux usées de l'usine du Siaap ou bien retrouver un autre logis, avant leur procès en juillet à Paris pour leurs actes de vandalisme dans la cathédrale Notre-Dame. ■

EN BREF

Quatre « bonnets rouges » maintenus en détention

Quatre des onze « bonnets rouges » qui devaient être jugés mardi à Rennes en comparution immédiate ont été maintenus en détention, et sept autres placés sous contrôle judiciaire, jusqu'à la date de leur nouveau procès le 15 mai. L'un d'eux a en effet réclamé un délai pour préparer sa défense. Tous devaient être jugés pour « association de malfaiteurs », pour avoir projeté d'incendier une antenne-relais SFR ou encore une déchetterie. Six d'entre eux devaient aussi l'être pour avoir mis le feu au portique écotaxe de Pontorson (Manche).

Près de 150 kg de cocaïne saisis au port du Havre

Près de 150 kg de cocaïne, cachés dans un conteneur en provenance du Pérou, ont été saisis lundi au port du Havre par la police judiciaire. La marchandise y avait été placée « selon la technique du "rip-off", qui consiste à cacher la drogue et à tenter de la récupérer dans la clandestinité ».

Soupçons de favoritisme à France Télévisions : Bastien Millot mis en examen

L'ex-dirigeant de la société Bygmalion, Bastien Millot, a été mis en examen dans l'enquête sur des soupçons de favoritisme en marge de contrats passés avec France Télévisions, où il avait été en poste.

La limitation de vitesse à 80 km/h en débat au Sénat

La Ligue de défense des conducteurs juge « répressive » cette mesure envisagée pour réduire la mortalité sur le réseau secondaire.

ÉDOUARD DE MARESCHAL @edemareschal

SÉCURITÉ ROUTIÈRE Militants, politiques et experts ont réaffirmé mardi au Sénat leur opposition à toute nouvelle limitation de vitesse sur les routes. Évoqué en début d'année par Manuel Valls, le passage de 90 à 80 km/h sur le réseau secondaire provoque une levée de boucliers chez les associations d'automobilistes. Avant que le Conseil national de la sécurité routière ne soit consulté en mai sur la question, la Ligue de défense des conducteurs (LDC) contre-attaque. Elle organisait mardi un colloque au Sénat

pour « déconstruire les idées reçues » sur la vitesse.

« Le dogme antivitesses s'est imposé en France en moins de dix ans », estime Christiane Bayard, présidente de la LDC. « On veut nous faire croire qu'une réduction de la vitesse entraîne mathématiquement une diminution du nombre de morts sur les routes. C'est la fameuse formule de l'étude Nilsson, qui voudrait qu'une baisse de 1 km/h entraîne 4 % de morts en moins sur les routes. » Or cette formule est tirée d'une étude qui n'aurait aucune valeur scientifique selon Bernard Beauzamy, docteur en mathématiques diplômé de Polytechnique. Sa Société de calcul mathématique, commanditée par la LDC pour la passer au

crible, critique particulièrement les « modèles utilisés », qui n'ont « jamais fait l'objet de la moindre validation ».

1,5 million de signataires

Pourtant, le passage à 80 km/h pourrait être décisif en cas de collision frontale (responsable de 800 morts par an), assure Jacques Robin, ingénieur et animateur d'un site sur la sécurité routière. L'énergie du choc diminuerait de 21 %, et la manœuvrabilité du véhicule, pour échapper à une collision, serait « nettement meilleure ». Mais pour les intervenants mobilisés par la LDC, l'ex-commissaire divisionnaire Philippe Vénère en tête, l'objectif d'une telle limitation

est tout autre : renflouer les caisses de l'État. « La manne perçue par les radars est telle que ce n'est pas la "prévention-vitesse" qui est visée, mais bien la "rentabilité-vitesse" », estime l'homme qui s'est fait connaître par son ouvrage *Manuel de résistance contre l'impôt policier* (Ed. Max Milo, 2009). Christiane Bayard renchérit : « Depuis que la vitesse est passée de 80 à 70 km/h sur le périphérique parisien, le nombre de voitures "flas-hées" a augmenté de 20 % ! Par contre, on attend toujours des chiffres sur la baisse supposée du nombre d'accidents... »

Dans son combat, l'association compte plusieurs relais politiques : le sénateur de la Meuse et vice-président de l'UMP,

Gérard Longuet, qui parraine le colloque, mais aussi Franck Marlin qui a pris part aux débats. Pour ce député UMP de l'Essonne, « les parlementaires doivent se ressaisir du dossier de la sécurité routière », confisque en quelques années par le gouvernement qui mène une politique uniquement répressive, selon lui, jusqu'à considérer tout conducteur comme un « délinquant en puissance ».

Une rhétorique qui semble rencontrer un large écho auprès des automobilistes ; la pétition mise en ligne par la Ligue de défense des automobilistes pour dire non à la baisse des limitations de vitesse revendique déjà plus de 1,5 million de signataires. ■

SCIENCES

Pas de pause dans la hausse du niveau des océans

Depuis vingt ans, la mer monte en moyenne de 3,2 mm par an avec des écarts décennaux provoqués par des événements de type El Niño ou La Niña.

MARIELLE COURT @MarielleCourt

Océanographie En une vingtaine d'années, le niveau de la mer s'est élevé de 3,2 mm/an. Une moyenne qui cache pourtant une curieuse disparité. Entre 1990 et 2000, les valeurs étaient de 3,5 mm/an. À partir du début des années 2000, elles sont tombées à 2,5 mm/an. Un ralentissement que certains ont rapidement mis en relation avec la pause enregistrée dans la hausse de la température terrestre, concluant à un ralentissement du réchauffement climatique global. La publication récente dans *Nature Climate Change* d'une étude consacrée à la hausse du niveau des océans montre qu'il en va différemment.

De fait, explique Anny Cazenave, chercheuse au Legos (Laboratoire d'études en géophysique et océanographie spatiales), membre de l'Académie des sciences et principale auteur de l'étude, les différences entre les deux périodes correspondent avant tout à l'impact d'événements climatiques que sont El Niño et La Niña. « Dans le cas d'El Niño, on constate que les pluies se concentrent sur l'océan Pacifique tropi-

cal, mais se font plus rares sur les continents de ces mêmes régions. Cela provoque du coup une hausse temporaire du niveau des océans. A contrario, La Niña entraîne plus de précipitations sur terre qu'en mer », explique-t-elle. Or la décennie 90 a connu plusieurs épisodes El Niño, « dont un particulièrement important au cours de l'année 1997-1998 », précise la publication. Le début du XXI^e siècle en revanche a été marqué

L'OMM a annoncé qu'il y avait un grand nombre de signes avant-coureurs d'un nouveau phénomène El Niño qui pourrait se manifester d'ici à l'été dans le Pacifique

par un nombre important d'occurrences de La Niña. Une fois donc corrigée de ces variations climatiques « on retrouve bien une moyenne de 3 mm/an » précise encore la scientifique.

L'OMM (Organisation météorologique mondiale) vient d'annoncer qu'il y avait cette année un grand nombre de

signes avant-coureurs d'un nouveau phénomène El Niño. Il pourrait se manifester d'ici à l'été dans le Pacifique. Si tel est le cas, les observations des chercheurs devraient pouvoir se vérifier rapidement avec, en toute logique, une hausse du niveau de la mer proche de celle constatée dans les années 1990.

En certains endroits du globe, les scientifiques constatent également que le sol s'affaisse. « Les villes de Jakarta, Bangkok ou Tokyo, se sont ainsi enfoncées de trois mètres au fil du temps », précise encore Anny Cazenave. Mais ce phénomène a également été observé en d'autres endroits de la planète et notamment sur nombre d'atolls du Pacifique. Les mouvements des plaques terrestres peuvent en être une des causes mais c'est aussi le résultat du pompage dans les nappes phréatiques sur lesquelles les villes sont le plus souvent construites, ou encore de l'exploitation des ressources pétrolières. « Là où la terre s'enfonce, cela ne fait qu'amplifier la contribution climatique », précise Anny Cazenave.

Les travaux qui ont également été menés avec des chercheurs du CNRM (Centre national de recherches météorologiques CNRS, Météo-France) et du

MIO (Institut méditerranéen d'océanologie, Université Aix-Marseille-Toulon) concluent que la hausse des océans ne s'est donc pas ralentie. La cause principale en est la fonte des glaces. « Le dernier rapport du Giec qui consacre un chapitre aux connaissances les plus récentes sur les océans montre que la hausse du niveau de la mer serait due pour moitié à la fonte des glaces, pour 40 % à la dilatation thermique (expansion de l'eau en raison de son réchauffement), le reste proviendrait des eaux continentales ». Si la hausse des températures terrestres marque le pas depuis une dizaine d'années « les chercheurs suggèrent que le réservoir de chaleur pourrait se trouver dans l'océan profond, mais cela demande encore à être confirmé », ajoute Anny Cazenave.

La fonte des glaces en provenance du Groenland et de l'Antarctique a un impact différent selon les régions. En cause : l'expansion thermique non uniforme des océans et les variations de salinité de l'eau. « La diminution très importante de la masse de glace aux pôles attendue d'ici à 2100 devrait ainsi provoquer une suraccumulation de près de 30 % de l'eau dans toute la zone tropicale », prévient la scientifique. ■

ZOOM

Premier clonage de cellules souches sur des adultes

Des scientifiques aux États-Unis sont parvenus, pour la première fois, à cloner des cellules adultes humaines pour créer des cellules souches embryonnaires correspondant à l'ADN du donneur, une avancée dans la médecine régénératrice destinée à traiter des pathologies incurables. Une technique équivalente avait déjà été réalisée en 2013, mais à partir de cellules d'un bébé de 8 mois. La recherche, publiée en ligne jeudi dans la revue américaine *Cell Stem Cell*, a été menée en Californie par une équipe comprenant le Dr Robert Lanza, responsable scientifique d'Advanced Cell Technology. Leur approche présente l'avantage de ne pas utiliser d'embryons fertilisés pour obtenir des cellules souches, une technique qui soulève d'importantes questions éthiques.

La biodiversité reste élevée sur Terre

Malgré la pollution et autres effets de l'activité humaine, le nombre d'espèces ne diminue pas.

MARC CHERKI @mcherki

Environnement La beauté des résultats scientifiques est qu'ils vont parfois à l'encontre des idées reçues. Globalement, à l'échelle de la planète, le nombre d'espèces ne diminue pas, selon une étude publiée dans *Science*, vendredi 18 avril. « Plutôt qu'une diminution du nombre des espèces à la surface du globe, il y a autant de zones où le nombre d'espèces diminue que de régions où leur nombre augmente. Et la plupart des zones subissent très peu de changements sur le nombre total d'espèces », explique Maria Dornelas, chercheuse à l'université de Saint-Andrews, en Écosse, et principal auteur de l'étude. « Néanmoins, l'identité des espèces change dans la plupart des régions, bien plus que ce que l'on aurait pu attendre. Ainsi, il y a une sorte de substitutions des espèces. Mais ces remplacements ne se font pas à périmètre constant. »

Ce travail se fonde sur des recensements, menés depuis 1874, de 35 613 espèces de tout le règne animal et végétal, des mammifères aux oiseaux en passant par les poissons, les invertébrés et les plantes, au moyen d'une centaine de données pour chacune. Les mesures ont été effectuées dans toutes les régions du globe, sur les deux hémisphères, des tropiques aux pôles, dans les eaux douces, les océans ou sur terre.

L'essentiel des taxinomies, les plus documentées, ont été effectuées depuis une quarantaine d'années. Néanmoins, en réalisant des calculs mathématiques complexes pour établir des corrélations sur l'évolution du nombre d'espèces et leurs populations, les chercheurs ont pu établir une sorte de nouvelle loi de l'évolution de Darwin : les espèces s'adaptent à la pollution, au changement climatique et aux activités huma-

nes, comme les cultures intensives, qui contribuent à détruire leurs habitats. « Des espèces s'en sortent bien, tandis que d'autres souffrent. Celles qui s'en sortent le mieux sont celles qui sont le mieux adaptées à vivre dans l'Anthropocène (l'ère géologique qui aurait démarré avec la révolution industrielle, NDLR). Ce sont par exemple les espèces invasives ou celles qui peuvent migrer pour s'adapter au changement climatique », indique la chercheuse.

Recenser les espèces dans les zones tropicales menacées

Pour améliorer ce travail sur le changement de la composition des espèces dans les différentes régions du monde, dont les causes précises et les conséquences ne sont pas encore bien connues, les chercheurs espèrent bénéficier de nouveaux recensements. « Davantage de données seront disponibles au fur et à mesure que les scientifiques vont contribuer aux très grandes bases de connaissance sur la biodiversité, tels Obis et Geo Bon », ajoute Maria Dornelas. Le programme Obis, acronyme d'Ocean Biogeographic Information System (Système d'information biologique et géographique des océans), a été lancé en 1997 pour recenser les données biologiques des océans. Geo Bon (réseau mondial d'observation de la biodiversité), lancé en 2005 par le G8 (groupe des huit pays les plus riches), rassemble les informations sur les changements de la biodiversité ; 80 gouvernements et 50 organisations internationales y contribuent.

Une des tâches importantes qu'il reste à conduire serait de mieux effectuer le recensement des espèces « dans les zones tropicales, qui sont les plus menacées par le changement climatique et les plus riches en matière de biodiversité et sur lesquelles nous n'avons pas, à mon avis, de données suffisantes », assure la chercheuse. ■

Pas sans la recherche et pas sans vous.

La Fondation ARC, reconnue d'utilité publique, est la première fondation française 100 % dédiée à la recherche sur le cancer. Notre mission : déployer une stratégie scientifique innovante qui bénéficie directement aux patients. Nos moyens d'action : identifier, sélectionner et mettre en œuvre, en France et à l'international, les meilleurs projets de recherche. Notre objectif : accélérer l'histoire et guérir 2 cancers sur 3 d'ici 10 ans.

Réduisez votre ISF à hauteur de 75 % de votre don.
Réduisez votre Impôt sur le Revenu à hauteur de 66 % de votre don.

Tous les détails sur www.fondation-arc.org



Faites un don à la Fondation ARC.
Rejoignez-nous sur www.fondation-arc.org
ou envoyez votre chèque à la Fondation ARC
BP 90903 - 94803 VILLEJUIF CEDEX



Guardiola face à son meilleur ennemi madrilène

L'ancien entraîneur de Barcelone est de retour à Madrid avec le Bayern en demi-finale aller de la Ligue des champions.

VINCENT DUCHESNE [@VinceSport24](#)

FOOTBALL. Un bourreau à la tête d'une « bête noire ». Présenté ainsi, l'adversaire proposé au Real Madrid ce mercredi est encore plus effrayant. En quête d'une première finale de Ligue des champions depuis 2002 et d'une dixième couronne en CI, les Merengues reçoivent le Bayern Munich, tenant du titre, en demi-finale aller. Un choc de titans. Une finale avant l'heure. Un classique qui tourne très souvent à l'avantage des Bavarois (11 victoires contre 7 pour Madrid). Qui plus est à ce stade de la compétition (quatre qualifications pour le Bayern dont la dernière en 2012, une seule pour le Real).

La présence de Pep Guardiola sur le banc munichois n'est guère plus rassurante. Elle ajoute même du piquant à une opposition alléchante. Pendant quatre ans, l'ancien entraîneur du FC Barcelone (2008 à 2012) a exaspéré au plus haut point les Socios madrilènes avec trois titres de champion d'Espagne consécutifs. Et martyrisé les coéquipiers d'Iker Casillas, avec, à la clé, neuf victoires, quatre nuls et seulement deux défaites lors

de Clasicos à répétition. Le tout en restant invaincu à Santiago Bernabeu. Sans oublier ses six succès, cinq nuls pour trois petits revers en Liga en tant que joueur du Barça de 1990 à 2001. Des statistiques impressionnantes. « Chaque fois que je suis allé à Bernabeu, en tant que joueur et entraîneur, je ne me suis jamais considéré comme le favori. J'ai trop de respect pour eux », a-t-il précisé dans la presse espagnole le week-end dernier.

Ils ont adoré se détester

Guardiola a surtout horripilé José Mourinho, devenu l'espace de trois années son meilleur ennemi. Entre affrontements hachés sur le terrain et joutes verbales acerbes en dehors, ces deux-là ont adoré se détester. Avec, en point d'orgue, cette saillie célèbre signée Guardiola, d'ordinaire serein et modéré, en 2011 : « Lui, il a gagné toute la saison en dehors du terrain. Je lui fais cadeau de sa Ligue des champions personnelle, en dehors du terrain. Qu'il l'emporte à la maison et qu'il en profite bien. Dans cette salle de presse, c'est lui, le putain de chef, le putain de patron (sic). » Quelques jours plus tard, le FC Barcelone disposera du Real en demi-



finales de la Ligue des champions (2-0, 1-1) avant de décrocher le Graal aux dépens de Manchester United (3-1).

Enfant de la Masia, le centre de formation de Barcelone, Guardiola incarne à la perfection le rival honni. L'un de ses plus fervents disciples et défenseurs. Capable d'exporter le modèle catalan en Allemagne. De marier le tiki-taka, synonyme de conservation du ballon, à la rigueur et au football total du système allemand. De « barceloniser » le jeu du Bayern. Avec une réussite insolente : premier club sacré champion d'Allemagne dès le mois de mars au terme de 27 journées disputées, record de la plus

longue série de matches en ayant marqué au moins un but au niveau européen (64). Auteur d'un fantastique quadruplé en 2013, avec Jupp Heynckes aux commandes, le Bayern s'est enrichi sous les ordres du technicien espagnol. « Comparé aux années précédentes, il a apporté de nouvelles idées par rapport aux entraîneurs, estime le milieu de terrain allemand Toni Kroos. C'est normal. Bien sûr, nous avons des joueurs flexibles, au milieu notamment. Et ça me convient totalement parce que ça correspond à mon style de jeu. » Quitte à faire du Bayern un rouleau compresseur plus impressionnant encore malgré une baisse de régime no-

Pep Guardiola, lors du match de Bundesliga Eintracht Braunschweig-Bayern Munich, le 19 avril. N. TREBLIN/APP

Manchester à la recherche d'un coach

Réputé pour sa stabilité, Manchester United a vu son image voler en éclats, mardi, après l'annonce du licenciement de David Moyes, premier entraîneur mis à la porte depuis Ron Atkinson, en 1986. Adoubé par sir Alex Ferguson, parti la saison dernière après vingt-six ans de règne, l'ancien manager d'Everton ne sera resté que dix mois à la tête des Red Devils. « La signature de Moyes est sans doute le plus mauvais recrutement de Ferguson », a ironisé le journaliste Mike Collet (Reuters). C'est Ryan Giggs, emblème d'un club pour lequel il a joué 962 fois depuis 1991, qui assurera l'intérim avant que MU se tourne vers un entraîneur de calibre mondial. Ce mardi, les noms de Jürgen Klopp et de Louis van Gaal circulaient avec insistance dans les médias anglais.

DEMI-FINALES LIGUE DES CHAMPIONS			
ATLETICO MADRID	hier	CHelsea	
REAL MADRID	mercredi 20h45 C+	BAyERN MUNICH	

table depuis l'officialisation du titre national. Quoi qu'en dise Franz Beckenbauer, président d'honneur du Bayern, peu adepte de cette nouvelle philosophie de jeu implantée dans son club : « Au final, si nous continuons comme ça, nous serons comme le Barça. Plus personne ne voudra nous voir jouer parce que nos joueurs se passeront le ballon jusqu'à la ligne de but adverse. » Ce principe, aujourd'hui bonifié à la sauce allemande, a pourtant fait ses preuves. Le Real Madrid est bien placé pour le savoir. ■

» Real-Bayern en direct sur [sport24.lesfigaro.fr](#)

Sebastian Vettel, l'empereur fragilisé

Le quadruple champion du monde est à la traîne en 2014, incapable de suivre le rythme des Mercedes et même devancé par son coéquipier Ricciardo.

GILLES FESTOR [gffestor@lefigaro.fr](#)

FORMULE 1 Dimanche dernier, 35^e tour du Grand Prix de Chine. Une scène sur-réaliste vient animer une course alors sous anesthésie générale. En souffrance avec ses pneus, Sebastian Vettel alors 5^e se fait doubler par la Caterham du retardataire Kamui Kobayashi. Sacrilege ! Au volant de la Red Bull, le bouillant

champion du monde rentre alors en communication radio avec son équipe. À la colère se mêle du dépit. « C'est une plaisanterie ! ? Honnêtement ? Dites-lui de s'écarter de mon chemin ! Il est en pneus neufs, bien sûr qu'il est plus rapide. Mais dans deux tours, il ne sera plus dans le coup. » Quelques instants plus tard, l'Allemand reprendra le dessus sur le Japonais pour terminer péniblement 5^e. Ce qui aurait pu être considéré

comme un crime de lèse-majesté s'est transformé en un déluge de railleries sur les réseaux sociaux. Ou comment le prédateur Vettel s'est transformé en l'espace de quelques mois en agneau à la merci de la monoplace la moins rapide du plateau.

Un autre fait de course, moins anecdotique celui-là, a assombri le week-end du champion en titre. Au 24^e tour, son équipe lui a demandé de laisser passer son coéquipier Daniel Ricciardo, alors nettement plus rapide avec des pneus frais. Malgré les consignes, l'Allemand a résisté durant deux tours avant de céder sa place. Sans qu'on sache d'ailleurs s'il a délibérément laissé passer ou non son coéquipier (4^e). Une version défendue par Vettel à l'arrivée. « Quand on me l'a demandé une première fois, je n'ai pas compris, car nous étions sur le même type de pneus. Je l'ai laissé passer lorsque j'ai constaté que nous étions sur des stratégies différentes », a expliqué le pilote qui avait accueilli dans un premier temps la consigne par un « tant pis pour lui » assez révélateur de son état de nervosité actuelle. Chez Red Bull, la polémique a été étouffée dans l'œuf, le team principal Christian Horner défendant la thèse du malentendu.

Avant de retrouver l'Europe (le 11 mai en Espagne), Vettel devance son coéquipier au championnat du monde (33 points contre 24). Un trompe-l'œil. Car si Ricciardo n'avait pas été déclassé au Grand Prix d'Australie et laissé filer 18 points (il avait terminé 2^e), la hiérarchie aurait été inversée. « Daniel fait du très bon boulot. Il n'a pas eu qu'un bon week-end mais des bons week-ends. Il tire le maximum de la voiture et moi, je lutte un petit peu plus. S'il est plus rapide que moi, je dois bien l'accepter », concédait Vettel avant le rendez-vous en Chine. Trop rarement inquiété par son ancien coéquipier Mark Webber les saisons précédentes, il se retrouve dans une situation inédite, fragilisé au sein de son propre camp par une recrue que personne n'attendait à un pareil niveau.

Sebastian Vettel en 2014			
SES RÉSULTATS EN 4 GRANDS PRIX			
	AUSTRALIE		Abandon
	MALAISIE		3 ^e
	BAHREIN		6 ^e
	CHINE		5 ^e
CLASSEMENT PILOTES APRÈS 4 GP			
PILOTES	ÉCURIES	POINTS	
1 Nico Rosberg	Mercedes	79	
2 Lewis Hamilton	Mercedes	75	
3 Fernando Alonso	Ferrari	41	
4 Nico Hulkenberg	Force India	36	
5 Sebastian Vettel	Red Bull	33	
13 Jean-Éric Vergne	Toro Rosso	4	

Après avoir corrigé les problèmes de fiabilité ces quatre dernières semaines, Vettel et son équipe vont maintenant devoir se pencher sur les performances de la monoplace. Si elle a repris son rang dans le peloton de tête, la RB10 reste encore très loin des Mercedes, vainqueur des quatre premiers Grands Prix avec Nico Rosberg et Lewis Hamilton. La Red Bull accuse un déficit de vitesse abyssal (entre 10 et 15 km/h) en ligne droite par rapport aux meilleures voitures partenaïres du constructeur allemand. En cause, le propulseur Renault et les faiblesses du bloc électrique mais aussi de la partie logicielle, sorte de chef d'orchestre qui fait se combiner les différents éléments du moteur hybride. Sans un bond en avant des troupes de Viry-Châtillon dans ce domaine lors des prochaines semaines, la saison de l'Allemand risque bien de tourner au cauchemar, surtout lors des Grands Prix exigeant beaucoup de puissance moteur. ■



Sebastian Vettel, vendredi à Shanghai, avant le Grand Prix de Chine. C. BARRIA/REUTERS

Un motard porte plainte contre Schumacher

Alors que le septuple champion du monde de F1, victime d'une chute à ski le 29 décembre dernier, est toujours hospitalisé à l'hôpital de Grenoble, l'agence de presse espagnole EFE a révélé qu'un motard a porté plainte contre Michael Schumacher suite à un accident de la circulation survenu le 17 novembre dernier. Au volant d'une Audi A4 de location, l'ancien pilote, en visite en Espagne, n'aurait pas cédé le passage sur un rond-point à Bormujos, près de Séville. Renversé, le plaignant

s'est notamment cassé un poignet et demande aujourd'hui des dommages et intérêts pour sa blessure, mais aussi pour les dégâts causés sur sa montre (cassée), sa moto (abîmée) et ses vêtements (dechirés). Engagées, des négociations pour un accord à l'amiable entre les assureurs de Schumacher, de la compagnie de location du véhicule et du motard auraient récemment échoué. D'où cette plainte afin qu'une instruction en justice soit ouverte.

ZOOM

Football: le Paris SG et Lyon au rebond

Les protagonistes de la finale de la Coupe de la Ligue disputent ce mercredi leur match décalé de la 34^e journée de L1 (18h30). Le Paris SG (en direct sur Canal+) peut se rapprocher encore un peu plus du titre avec la réception d'Evian, même s'il devra patienter jusqu'au week-end pour espérer décrocher sa 2^e couronne consécutive. Au passage, les Parisiens voudront sans doute aussi effacer le souvenir du match aller, perdu 2-0 en décembre à Annecy. Il s'agissait de la première défaite de la saison pour les joueurs de Laurent Blanc. De son côté, Lyon (en direct sur beIN Sports) cherchera à évacuer la frustration de la défaite de samedi avec une victoire à Toulouse qui lui permettrait de rejoindre Saint-Étienne à la 4^e place.

EN BREF

Dopage: Bruyneel suspendu dix ans

Johan Bruyneel, l'ex-manager de l'US Postal, a écopé d'une suspension de dix ans (soit jusqu'en juin 2022) pour son rôle dans l'affaire Armstrong. Une peine qui est loin de satisfaire l'agence américaine d'antidopage, l'USADA, qui avait demandé une suspension à vie de l'ancien directeur sportif de Lance Armstrong. Deux de ses anciens collaborateurs, le docteur Pedro Celaya et l'entraîneur Pepe Marti ont, eux, été suspendus jusqu'en 2020.

Cyclisme: Gilbert à l'assaut de la Flèche wallonne

Le Belge Philippe Gilbert, vainqueur du premier acte des classiques ardennaises (Amstel Gold Race), s'attaque ce mercredi à la Flèche wallonne et à son mur de Huy, où est jugée l'arrivée. Par ailleurs, Pierre Rolland, meilleur jeune du Tour de France 2011, découvrira le Giro, à partir du 9 mai à Belfast, à la tête de l'équipe Europcar.

LE CARNET DU JOUR

naissances

Mme Claude CHALOYARD M. et Mme Dominique ROUBIOU ont la joie d'annoncer la naissance de leur arrière-petite-fille et petite-fille

Manon

le 7 avril 2014, chez **Caroline ROUBIOU et Matthieu BÉREAU**

deuils

Jeanine Achard de Goulandre, Claire et Yves Recher, Jean-François et Stéphanie Achard de Goulandre, ses enfants,

Alice, Garance, Marceau, Emma, Lomane et Clovis, ses petits-enfants,

Agnès, Florita et Cathy qui l'ont entourée ses dernières années et toute la famille

ont la grande tristesse de vous faire part du décès de

Catherine ACHARD de GOULANDRE née Payen,

survenu le 19 avril 2014, dans sa 80^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 24 avril, à 14 h 15, en l'église Saint-Saturnin de Nogent-sur-Marne, 132, grande rue Charles-de-Gaulle.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, villa des Grillons, 94130 Nogent-sur-Marne.

Sa famille et ses amis

ont la douleur d'annoncer la disparition, après un courageux combat, de

David AZUZ peintre israélien,

le 17 avril 2014, à l'âge de 72 ans, à l'hôpital du Val-de-Grâce, Paris.

Jacqueline Baldino

a la tristesse de vous annoncer le décès de son époux,

Charles BALDINO pédiatre,

survenu le 18 avril 2014, à Aix-en-Provence.

La cérémonie religieuse aura lieu ce mercredi 23 avril, à 15 h 30, en la cathédrale Saint-Sauveur d'Aix-en-Provence.

Ni fleurs ni couronnes.

Ouistreham (Calvados).

Mme Raymond Bellier, née Gaëlle de Fromont de Bouaille, son épouse, Laure (†), Frédéric, Pascal, Charles-Antoine, Pierre-Yves, Renaud, ses enfants, ses petits-enfants ainsi que toute la famille et les amis

ont la douleur de vous faire part du décès de

M. Raymond BELLIER croix de guerre 1939-1945, chevalier des Palmes académiques,

survenu à l'âge de 97 ans.

La messe d'obsèques sera célébrée le jeudi 24 avril 2014, à 15 heures, en l'église Saint-Samson de Ouistreham. Condoléances sur registre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

NAISSANCE

Annancez-la dans le carnet du jour



... et recevez Le Figaro gratuitement pendant 3 mois

Tél. 01 56 52 27 27

Fax. 01 56 52 20 90

carnetdujour@figaromedias.fr
www.carnetdujour.lefigaro.fr

Mme Hary Bhat, son épouse, M. Eric Bhat, Mme Yann Le Goss, M. et Mme Benoît Rousselin, M. et Mme Vincent Pansel, M. et Mme Axel Bhat, ses enfants, ses quatorze petits-enfants et son arrière-petit-fils

ont la douleur de vous faire part du décès de

M. Hary BHAT commandeur de l'ordre équestre du Saint-Sépulcre de Jérusalem,

survenu dans sa 87^e année.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 25 avril 2014, à 14 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, 6, rue Brémontier, Paris (17^e).

L'inhumation se fera le lundi 28 avril, à 14 heures, au cimetière, place de la Haute-Plante, à Pau (Pyrénées-Atlantiques).

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Catherine ACHARD de GOULANDRE née Payen,

survenu le 19 avril 2014, dans sa 80^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 24 avril, à 14 h 15, en l'église Saint-Saturnin de Nogent-sur-Marne, 132, grande rue Charles-de-Gaulle.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, villa des Grillons, 94130 Nogent-sur-Marne.

Sa famille et ses amis

ont la douleur d'annoncer la disparition, après un courageux combat, de

David AZUZ peintre israélien,

le 17 avril 2014, à l'âge de 72 ans, à l'hôpital du Val-de-Grâce, Paris.

Jacqueline Baldino

a la tristesse de vous annoncer le décès de son époux,

Charles BALDINO pédiatre,

survenu le 18 avril 2014, à Aix-en-Provence.

La cérémonie religieuse aura lieu ce mercredi 23 avril, à 15 h 30, en la cathédrale Saint-Sauveur d'Aix-en-Provence.

Ni fleurs ni couronnes.

Ouistreham (Calvados).

Mme Raymond Bellier, née Gaëlle de Fromont de Bouaille, son épouse, Laure (†), Frédéric, Pascal, Charles-Antoine, Pierre-Yves, Renaud, ses enfants, ses petits-enfants ainsi que toute la famille et les amis

ont la douleur de vous faire part du décès de

M. Raymond BELLIER croix de guerre 1939-1945, chevalier des Palmes académiques,

survenu à l'âge de 97 ans.

La messe d'obsèques sera célébrée le jeudi 24 avril 2014, à 15 heures, en l'église Saint-Samson de Ouistreham. Condoléances sur registre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, villa des Grillons, 94130 Nogent-sur-Marne.

Sa famille et ses amis

ont la douleur d'annoncer la disparition, après un courageux combat, de

David AZUZ peintre israélien,

le 17 avril 2014, à l'âge de 72 ans, à l'hôpital du Val-de-Grâce, Paris.

Jacqueline Baldino

a la tristesse de vous annoncer le décès de son époux,

Charles BALDINO pédiatre,

survenu le 18 avril 2014, à Aix-en-Provence.

La cérémonie religieuse aura lieu ce mercredi 23 avril, à 15 h 30, en la cathédrale Saint-Sauveur d'Aix-en-Provence.

Ni fleurs ni couronnes.

Ouistreham (Calvados).

Mme Raymond Bellier, née Gaëlle de Fromont de Bouaille, son épouse, Laure (†), Frédéric, Pascal, Charles-Antoine, Pierre-Yves, Renaud, ses enfants, ses petits-enfants ainsi que toute la famille et les amis

ont la douleur de vous faire part du décès de

M. Raymond BELLIER croix de guerre 1939-1945, chevalier des Palmes académiques,

survenu à l'âge de 97 ans.

La messe d'obsèques sera célébrée le jeudi 24 avril 2014, à 15 heures, en l'église Saint-Samson de Ouistreham. Condoléances sur registre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, villa des Grillons, 94130 Nogent-sur-Marne.

Sa famille et ses amis

ont la douleur d'annoncer la disparition, après un courageux combat, de

David AZUZ peintre israélien,

le 17 avril 2014, à l'âge de 72 ans, à l'hôpital du Val-de-Grâce, Paris.

Jacqueline Baldino

a la tristesse de vous annoncer le décès de son époux,

Charles BALDINO pédiatre,

survenu le 18 avril 2014, à Aix-en-Provence.

La cérémonie religieuse aura lieu ce mercredi 23 avril, à 15 h 30, en la cathédrale Saint-Sauveur d'Aix-en-Provence.

Ni fleurs ni couronnes.

Ouistreham (Calvados).

Mme Raymond Bellier, née Gaëlle de Fromont de Bouaille, son épouse, Laure (†), Frédéric, Pascal, Charles-Antoine, Pierre-Yves, Renaud, ses enfants, ses petits-enfants ainsi que toute la famille et les amis

ont la douleur de vous faire part du décès de

M. Raymond BELLIER croix de guerre 1939-1945, chevalier des Palmes académiques,

survenu à l'âge de 97 ans.

La messe d'obsèques sera célébrée le jeudi 24 avril 2014, à 15 heures, en l'église Saint-Samson de Ouistreham. Condoléances sur registre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, villa des Grillons, 94130 Nogent-sur-Marne.

Sa famille et ses amis

ont la douleur d'annoncer la disparition, après un courageux combat, de

David AZUZ peintre israélien,

le 17 avril 2014, à l'âge de 72 ans, à l'hôpital du Val-de-Grâce, Paris.

Jacqueline Baldino

a la tristesse de vous annoncer le décès de son époux,

Charles BALDINO pédiatre,

survenu le 18 avril 2014, à Aix-en-Provence.

La cérémonie religieuse aura lieu ce mercredi 23 avril, à 15 h 30, en la cathédrale Saint-Sauveur d'Aix-en-Provence.

Ni fleurs ni couronnes.

Ouistreham (Calvados).

Mme Raymond Bellier, née Gaëlle de Fromont de Bouaille, son épouse, Laure (†), Frédéric, Pascal, Charles-Antoine, Pierre-Yves, Renaud, ses enfants, ses petits-enfants ainsi que toute la famille et les amis

ont la douleur de vous faire part du décès de

M. Raymond BELLIER croix de guerre 1939-1945, chevalier des Palmes académiques,

survenu à l'âge de 97 ans.

La messe d'obsèques sera célébrée le jeudi 24 avril 2014, à 15 heures, en l'église Saint-Samson de Ouistreham. Condoléances sur registre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, villa des Grillons, 94130 Nogent-sur-Marne.

Sa famille et ses amis

ont la douleur d'annoncer la disparition, après un courageux combat, de

David AZUZ peintre israélien,

le 17 avril 2014, à l'âge de 72 ans, à l'hôpital du Val-de-Grâce, Paris.

Jacqueline Baldino

a la tristesse de vous annoncer le décès de son époux,

Charles BALDINO pédiatre,

survenu le 18 avril 2014, à Aix-en-Provence.

La cérémonie religieuse aura lieu ce mercredi 23 avril, à 15 h 30, en la cathédrale Saint-Sauveur d'Aix-en-Provence.

Ni fleurs ni couronnes.

Ouistreham (Calvados).

Mme Raymond Bellier, née Gaëlle de Fromont de Bouaille, son épouse, Laure (†), Frédéric, Pascal, Charles-Antoine, Pierre-Yves, Renaud, ses enfants, ses petits-enfants ainsi que toute la famille et les amis

ont la douleur de vous faire part du décès de

M. Raymond BELLIER croix de guerre 1939-1945, chevalier des Palmes académiques,

survenu à l'âge de 97 ans.

La messe d'obsèques sera célébrée le jeudi 24 avril 2014, à 15 heures, en l'église Saint-Samson de Ouistreham. Condoléances sur registre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, villa des Grillons, 94130 Nogent-sur-Marne.

Sa famille et ses amis

ont la douleur d'annoncer la disparition, après un courageux combat, de

David AZUZ peintre israélien,

le 17 avril 2014, à l'âge de 72 ans, à l'hôpital du Val-de-Grâce, Paris.

Jacqueline Baldino

a la tristesse de vous annoncer le décès de son époux,

Charles BALDINO pédiatre,

survenu le 18 avril 2014, à Aix-en-Provence.

La cérémonie religieuse aura lieu ce mercredi 23 avril, à 15 h 30, en la cathédrale Saint-Sauveur d'Aix-en-Provence.

Ni fleurs ni couronnes.

Ouistreham (Calvados).

Mme Raymond Bellier, née Gaëlle de Fromont de Bouaille, son épouse, Laure (†), Frédéric, Pascal, Charles-Antoine, Pierre-Yves, Renaud, ses enfants, ses petits-enfants ainsi que toute la famille et les amis

ont la douleur de vous faire part du décès de

M. Raymond BELLIER croix de guerre 1939-1945, chevalier des Palmes académiques,

survenu à l'âge de 97 ans.

La messe d'obsèques sera célébrée le jeudi 24 avril 2014, à 15 heures, en l'église Saint-Samson de Ouistreham. Condoléances sur registre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, villa des Grillons, 94130 Nogent-sur-Marne.

Sa famille et ses amis

ont la douleur d'annoncer la disparition, après un courageux combat, de

David AZUZ peintre israélien,

le 17 avril 2014, à l'âge de 72 ans, à l'hôpital du Val-de-Grâce, Paris.

Jacqueline Baldino

a la tristesse de vous annoncer le décès de son époux,

Charles BALDINO pédiatre,

survenu le 18 avril 2014, à Aix-en-Provence.

La cérémonie religieuse aura lieu ce mercredi 23 avril, à 15 h 30, en la cathédrale Saint-Sauveur d'Aix-en-Provence.

Ni fleurs ni couronnes.

Ouistreham (Calvados).

Mme Raymond Bellier, née Gaëlle de Fromont de Bouaille, son épouse, Laure (†), Frédéric, Pascal, Charles-Antoine, Pierre-Yves, Renaud, ses enfants, ses petits-enfants ainsi que toute la famille et les amis

ont la douleur de vous faire part du décès de

M. Raymond BELLIER croix de guerre 1939-1945, chevalier des Palmes académiques,

survenu à l'âge de 97 ans.

La messe d'obsèques sera célébrée le jeudi 24 avril 2014, à 15 heures, en l'église Saint-Samson de Ouistreham. Condoléances sur registre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, villa des Grillons, 94130 Nogent-sur-Marne.

Sa famille et ses amis

ont la douleur d'annoncer la disparition, après un courageux combat, de

David AZUZ peintre israélien,

le 17 avril 2014, à l'âge de 72 ans, à l'hôpital du Val-de-Grâce, Paris.

Jacqueline Baldino

a la tristesse de vous annoncer le décès de son époux,

Charles BALDINO pédiatre,

survenu le 18 avril 2014, à Aix-en-Provence.

La cérémonie religieuse aura lieu ce mercredi 23 avril, à 15 h 30, en la cathédrale Saint-Sauveur d'Aix-en-Provence.

Ni fleurs ni couronnes.

Ouistreham (Calvados).

Mme Raymond Bellier, née Gaëlle de Fromont de Bouaille, son épouse, Laure (†), Frédéric, Pascal, Charles-Antoine, Pierre-Yves, Renaud, ses enfants, ses petits-enfants ainsi que toute la famille et les amis

ont la douleur de vous faire part du décès de

M. Raymond BELLIER croix de guerre 1939-1945, chevalier des Palmes académiques,

survenu à l'âge de 97 ans.

La messe d'obsèques sera célébrée le jeudi 24 avril 2014, à 15 heures, en l'église Saint-Samson de Ouistreham. Condoléances sur registre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, villa des Grillons, 94130 Nogent-sur-Marne.

Sa famille et ses amis

ont la douleur d'annoncer la disparition, après un courageux combat, de

David AZUZ peintre israélien,

le 17 avril 2014, à l'âge de 72 ans, à l'hôpital du Val-de-Grâce, Paris.

Jacqueline Baldino

a la tristesse de vous annoncer le décès de son époux,

Charles BALDINO pédiatre,

survenu le 18 avril 2014, à Aix-en-Provence.

La cérémonie religieuse aura lieu ce mercredi 23 avril, à 15 h 30, en la cathédrale Saint-Sauveur d'Aix-en-Provence.

Ni fleurs ni couronnes.

Ouistreham (Calvados).

Mme Raymond Bellier, née Gaëlle de Fromont de Bouaille, son épouse, Laure (†), Frédéric, Pascal, Charles-Antoine, Pierre-Yves, Renaud, ses enfants, ses petits-enfants ainsi que toute la famille et les amis

ont la douleur de vous faire part du décès de

M. Raymond BELLIER croix de guerre 1939-1945, chevalier des Palmes académiques,

survenu à l'âge de 97 ans.

La messe d'obsèques sera célébrée le jeudi 24 avril 2014, à 15 heures, en l'église Saint-Samson de Ouistreham. Condoléances sur registre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, villa des Grillons, 94130 Nogent-sur-Marne.

Sa famille et ses



Lorsque Vladimir Poutine a démenti, début mars, la présence de troupes russes en Crimée, les chaînes publiques ont dû rebaptiser les forces nationales «groupes locaux d'autodéfense». ALEXANDER NEMENOV / AFP

L'information, l'autre guerre de Vladimir Poutine

Pierre Avril
pavril@lefigaro.fr

Correspondant à Moscou

Du journalisme en Russie, Pavel Goussev a connu toutes les facettes : la censure rigoureuse des années Brejnev, l'expression débridée des années 1990 et la « restauration » conduite par Vladimir Poutine. « J'en conclus qu'il était bien plus simple d'exercer cette profession en 1983 qu'en 2014 », affirme dans un sourire le rédacteur en chef du quotidien populaire *Moskovski Komsomolets* (MK), dont le bureau conserve la mémoire nostalgique de cette époque.

Au même poste qu'il occupe aujourd'hui, cet homme qui préside l'Association des journalistes de Moscou décrit ce qui fut autrefois son agenda quotidien, celui d'un patron de presse soviétique ordinaire : réception matinale des consignes de l'agence Tass fixant la liste et la longueur des articles, rédaction des reportages et, en soirée, convocation au bureau 716 du censeur, qui donnait son feu vert à la publication. « Je m'amusais à manier cette langue d'Ésope, de telle sorte qu'un lecteur intelligent puisse comprendre entre les lignes », raconte Pavel Goussev. La période entre 1991 et 1997 était vraiment libre : je pouvais raccrocher au nez de n'importe quel importun. Aujourd'hui, en revanche, on nous a déclaré la guerre.

Parallèlement à sa gestion de la crise ukrainienne, le pouvoir russe a lancé une bataille de l'information, commandée depuis le Kremlin, mise en œuvre par la télévision publique et les sites Internet propouvoir. Leurs victimes sont les médias « libres » qui, contrôlés par des oligarques, avaient éclaté à l'ère de Boris Eltsine ou s'étaient épanouis sous la présidence de Dmitri Medvedev. Dernière victime en date, le réseau social VKontakte, l'équivalent russe de Facebook, dont le fondateur, Pavel Dourov, vient d'annoncer, mardi, son départ « à jamais » de la Russie. Le tour de vis remonte à l'automne dernier et s'inscrit dans le mouvement de reprise en main politique, déclenché après les grandes manifestations d'opposition de l'hiver 2011 et le retour de Vladimir Poutine à la présidence. Depuis le début de la révolution ukrainienne et l'exacerbation du conflit diplomatique avec l'Occident, la pression ne fait que croître.

Des « kompromat » pour discréditer les adversaires

À la pointe de ce combat étatique, une figure de proue s'est imposée : Dmitri Kisselev, récemment promu directeur général de *Rossia Sevodnia* (La Russie aujourd'hui), holding d'État de l'information publique. Dans son journal dominical qui attire plus de 10 millions de téléspectateurs sur la chaîne *Rossia 1*, Dmitri Kisselev présente la Russie comme une forteresse assiégée. Il met en garde contre les dons d'organe des homosexuels, imagine les États-Unis « transformés en cendres radioactives » après une intervention militaire russe, se sent « envahi » par la « tumeur cancéreuse qu'est l'Otan » et mentionne à dessein les origines juives de certains opposants russes. Apologue de « l'union » avec la Crimée, il fait partie des 33 personnalités russes et ukrainiennes visées par les sanctions européennes. Depuis, il a reçu le soutien de 70 représentants des médias russes, qui accusent l'Europe de menacer « la liberté

Intimidations, censure, propagande : en jouant de ces trois leviers, le Kremlin contrôle étroitement la version des événements, notamment ukrainiens, livrée à l'opinion russe. Les journalistes évoquent une situation pire encore qu'à l'époque soviétique.

» Lire aussi PAGE 5



Les blogueurs du Kremlin ont envahi l'espace idéologique. Ils occupent 80 % de ma page Facebook qu'ils couvrent de boue

NATALIA SINDEEVA, DIRECTRICE GÉNÉRALE DE LA CHAÎNE D'OPPOSITION DOJD

d'expression et l'indépendance de jugement ». « Les commentaires de Kisselev sont à la fois risibles et dangereux », estime Sergueï Bountman, rédacteur en chef adjoint de la radio indépendante Écho de Moscou, régulièrement visée par ses critiques, qui juge « le climat politique plus repoussant que sous Brejnev ». « Même à l'époque soviétique, on ne se permettait pas une propagande aussi désinvolte et débridée », confirme Boris Toumanov, qui fut longtemps correspondant de l'agence Tass.

Selon plusieurs observateurs, les principales chaînes publiques – unique source d'information pour la très grande majorité de la population – mettent en programme une politique de communication élaborée en collaboration avec l'administration présidentielle, parfois avec les services secrets (FSB) qui, à l'occasion, fournissent des écoutes et des vidéos, ces fameux « kompromat » destinés à discréditer les adversaires, nombreux et variés, du pouvoir.

Payés pour poster des dithyrambes

Même si l'omerta règne sur les secrets de fabrication des journaux télévisés, un seul objectif a prévalu durant l'intervention militaire en Crimée : montrer à l'opinion publique comment la population de la péninsule, avec l'aide de Moscou, s'était libérée des chaînes du pouvoir ukrainien « néonazi ». Lorsque Vladimir Poutine a démenti, début mars, la présence de troupes russes en Crimée, les journalistes des chaînes publiques ont dû rebaptiser les forces nationales « groupes locaux d'autodéfense ». « Il aurait été ridicule de dire l'inverse de ce qu'a dit le président », estime un reporter qui fut confronté à ce conflit sémantique. De même, les forces prorusse et séparatistes opérant aujourd'hui à Donetsk sont présentées comme des « militants profédéralistes », afin de mieux coller au mot d'ordre de la diplomatie russe. Pour justifier le caractère parfois monocroque de son talk-show hebdomadaire sur Perviy Kanal, consacré depuis des mois à la crise ukrainienne, Piotr Tolstoï évoque le refus des nouveaux dirigeants ukrainiens de participer à son émission. « C'est pareil pour les opposants russes. Ils se comportent comme une secte et croient détenir la vérité suprême », critique cette autre vedette de la télévision publique.

Parallèlement, le pouvoir russe s'appuie sur Internet, un outil qu'il a longtemps négligé, à la différence de ses adversaires lors des manifestations moscovites de l'hiver 2011. « Il faut utiliser cet espace pour apporter une réponse claire, efficace et concrète », déclarait Vladimir Poutine juste avant son retour au pouvoir suprême. Deux ans plus tard, la riposte pro-Kremlin sur le Net se révèle peu sophistiquée, mais elle a le mérite de saturer l'espace public. Elle est notamment coordonnée par les dirigeants des mouvements de jeunesse favorables au pouvoir.

Leurs correspondances électroniques, piratées par un groupe de hackers russes, ainsi que le témoignage d'une journaliste de *Novaya Gazeta* infiltrée dans le mouvement ont mis en évidence l'existence d'un réseau baptisé « les blogueurs du Kremlin », financé par l'argent public ou les contributions des oligarques. Les yeux rivés sur la blogosphère, ces derniers

ont pour mission de poster à la chaîne des dithyrambes pro-Poutine ou des attaques contre l'opposition. Tarif proposé dans l'une de ces officines, qui draguent en particulier les étudiants : 1 180 roubles par jour (24 euros), avec obligation de poster 100 commentaires quotidiens, pour la plupart préfabriqués. Des iPad sont offerts aux plus méritants. Extraits de leur production éditoriale : « Navalny (principal opposant, NDLR) est un Hitler contemporain, un chien d'attache guidé par l'Occident. » Ou encore : « Les Américains sont stupides et leurs films privés de spiritualité. » Même si l'influence de leurs anathèmes est contestée, « les blogueurs du Kremlin ont envahi l'espace idéologique. Ils occupent 80 % de ma page Facebook qu'ils couvrent de boue », explique Natalia Sindeeva, directrice générale de la chaîne d'opposition Dojd.

Cette télévision est un symbole des années Medvedev, jugées libérales. Mais son existence est menacée depuis que sa rédaction a commis une grosse imprudence. Elle a publié un sondage laissant entendre que Staline avait sacrifié les vies de millions de citoyens russes en les laissant prisonniers de Leningrad durant le blocus de la ville (1941-1944). Bien que le questionnaire ait été retiré au bout de dix minutes, la blogosphère propouvoir a hurlé « au fascisme ». « Si l'on admet la moindre tolérance sur ces sujets, l'érosion de la mémoire génétique de notre peuple va commencer », a mis en garde le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov. Précédemment, Dojd avait diffusé un reportage sur les datchas de luxe de cinq dirigeants du parti au pouvoir, Russie Unie, qui avait fortement irrité l'administration présidentielle. Conséquence, les grands opérateurs du câble ont rayé la chaîne de leur bouquet et sa directrice a dû lancer un appel aux dons pour assurer la survie de l'entreprise.

Une centaine de projets de lois « pour intimider la presse »

Dans un mouvement parallèle à la montée en puissance de l'information officielle, les médias indépendants sont sanctionnés. Créé en 1999, le site d'informations Lenta.ru s'est vu accusé d'« extrémisme » par l'autorité de contrôle des médias, Roskomnadzor, pour avoir publié l'interview d'un leader du groupe nationaliste ukrainien Pravyi Sektor. Sa rédaction s'est autodissoute. Le rédacteur en chef de *Nezavisimaya Gazeta*, Konstantin Remtchoukov, est devenu un familier des tribunaux depuis que son quotidien a reproduit, dans un article jugé critique à l'égard de l'Église orthodoxe, le commentaire d'un prêtre qui taxait les femmes non mariées de « p... » (sic). Pour cette simple et unique abréviation, l'agence de surveillance des médias a infligé un avertissement au journal pour « injure », première étape avant la fermeture. « Il est devenu impossible de défendre un point de vue athée », constate son homologue de MK, Pavel Goussev, qui a recensé l'existence, depuis deux ans, d'une centaine de projets de lois « ayant pour but d'intimider la presse ». Dernier en date, celui donnant au seul parquet la possibilité de « bloquer toute information non crédible sur les banques et les entreprises publiques ». « Ça devient très difficile de travailler, on ne sait jamais d'où vont partir les coups », ajoute Goussev.

Les journalistes de sa génération se souviennent néanmoins des mots de Lénine : « Un journal, ce n'est pas seulement un agitateur et un propagandiste collectif, c'est un organisateur collectif » de la société. En Russie, plus que partout en Europe, la télé publique et Internet ont écrasé « le journal ». Mais la maxime n'a pas vieilli. ■

En trente ans, la gauche a progressé dans les régions où la pratique religieuse a diminué. C'est l'une des leçons d'une étude du démographe Hervé Le Bras et du sondeur Jérôme Fourquet sur « La nouvelle géographie du catholicisme »

La géographie du vote socialiste et de la pratique religieuse



TYPOLOGIE DE L'ORIENTATION RELIGIEUSE DES DÉPARTEMENTS ET DES GAINS ET DES PERTES DE LA GAUCHE ENTRE 1981 ET 2012

Départements catholiques, forte baisse de la pratique

Fort gain socialiste
Faible gain socialiste
Perte socialiste

Zone de transition

Départements déchristianisés

Perte socialiste
Gain socialiste modéré

Quel lien entre pratique religieuse et comportement électoral ?

ÉTUDE Jusqu'à la présidentielle de 1974, la carte du clivage gauche-droite en France se superposait à celle de la pratique religieuse. Quarante ans plus tard, qu'en est-il ? Y a-t-il un lien entre la déchristianisation et la progression de la gauche ? Hervé Le Bras, directeur d'études à l'Ined, et Jérôme Fourquet, directeur du département opinion de l'Ifop, ont mené l'enquête. En effectuant un travail colossal et inédit à partir de 51 770 réponses à des sondages sur des questions religieuses et de l'analyse territoriale des comportements électoraux, syndicaux ou éducatifs des Français. « La religion dévoilée. Nouvelle géographie du catholicisme », tel est le titre de l'étude de Le Bras et Fourquet que publie aujourd'hui la Fondation Jean Jaurès. Le Figaro publie en exclusivité le chapitre consacré à « La redistribution des cartes électorales dans un contexte de déclin de la pratique religieuse ». La totalité de l'étude est disponible sur www.jean-jaures.org

G. T.



Hervé Le Bras et Jérôme Fourquet

« UNE DES PREMIÈRES questions qui viennent à l'esprit concernant le rapport entre catholicisme et orientation politique est de savoir si les régions catholiques, plutôt à droite, se sont rapprochées de la gauche à mesure que leur engagement religieux faiblissait.

La comparaison des votes en faveur de Mitterrand et de Hollande au second tour des élections présidentielles de 1981 et de 2012 permet de répondre sans ambiguïté par l'affirmative. Le fait que Hollande a remporté l'élection présidentielle en obtenant quasiment le même résultat que Mitterrand en 1981 (51,6 % contre 51,8 %) a souvent été interprété comme une preuve de la permanence de l'état du rapport de forces gauche-droite en France. Or, derrière cette stabilité de surface, nous constatons de fortes différences à l'échelle des cantons entre les gains et les pertes de Hollande par rapport aux scores de Mitterrand (carte ci-dessous). La grande homogénéité géographique du changement est également frappante. Ce sont de larges zones qui ont bougé : le Grand Ouest et le Massif central vers la gauche, le Bassin parisien, le rivage de la Méditerranée et la vallée de la Garonne vers la droite. La majeure partie des gains de la gauche en 2012 par rapport aux résultats de 1981 a concerné des zones catholiques : Léon, Morbihan, Ille-et-Vilaine, bocage mayennais, choletais et vendéen, Pays basque, sud du Massif central. Hollande a, en revanche, réalisé des scores en recul

par rapport à Mitterrand dans les départements méditerranéens déchristianisés de longue date. Mais la localisation et l'ampleur des réalignements idéologiques ne cadrent pas toujours avec les différences observées dans le rythme de la baisse de la pratique religieuse ni avec le niveau actuel de cette pratique. La proportion actuelle de pratiquants est quasiment du même ordre dans les départements méditerranéens, où la gauche a beaucoup reculé depuis 1981, que dans le Grand Ouest, où elle a à l'inverse fortement progressé.

De la même façon, dans la région de Toulouse, dans le Gard et l'Hérault et dans l'ensemble de la région Rhône-Alpes, donc dans trois régions de tradition assez catholique qui ont toutes connu une baisse de la pratique religieuse plus rapide que la moyenne, la gauche a régressé entre 1981 et 2012 alors que cet affaiblissement du catholicisme aurait dû lui profiter.

Dans les régions déchristianisées du Sud, où la baisse de la pratique religieuse a été plus modérée, la situation est contrastée : forte perte de suffrages à gauche en Provence, mais gain modéré en Aquitaine et en Poitou-Charentes. À l'inverse, dans le centre et le sud du Massif central, là où la pratique religieuse qui était forte a beaucoup diminué, la gauche progresse nettement. Au nord d'une ligne Poitiers-Belfort, la logique historique du rapport entre religion et attitude politique est mieux respectée. Le Grand Ouest, où la pratique religieuse était très présente et où sa régression a été rapide, vire à gauche en abandonnant la religion. Le Bassin parisien déchristianisé, qui a mieux résisté à la baisse de la pratique, glisse quant à lui à droite. Le déclin de la religion a libéré des voix qui se sont portées à gauche. Cela est moins vrai pour la frontière nord-est. Dans cette zone de forte pratique traditionnelle, seule une légère poussée à gauche se produit, sans rapport avec l'intensité de la diminution de la fréquentation de l'église.

L'évolution des suffrages en faveur de la gauche entre 1981 et 2012 s'interprète autant d'après la répartition de la pratique religieuse au début de la période, donc des cartes établies dans les années 1960 qu'en fonction de la baisse survenue depuis lors. Là où la pratique était forte il y a un demi-siècle, le changement concerne une forte proportion de l'électorat. Quand ce n'était pas le cas, la part de la population passée à gauche se révèle beaucoup plus faible. Nous pourrions donc prédire des changements politiques plus marqués dans les régions traditionnellement les plus religieuses et une stabilité dans les autres. Or, ce n'est pas le cas. La raison en est simple (carte ci-contre). La régression de la gauche dans les régions anciennement déchristianisées ou sa faible augmentation entre 1981 et 2012 malgré une diminution massive de la pratique dans des régions traditionnellement catholiques s'expliquent par la montée en puissance du Front national

après 1984, autre facteur qui est venu perturber cette équation.

Nous constatons les ressemblances entre la carte ancienne de la pratique religieuse et celle des progrès du vote de gauche, à quelques exceptions près. Le parallélisme est encore plus évident entre la carte actuelle du vote Front national et celle du recul des suffrages de gauche entre 1981 et 2012, à une différence près. (...)

À une échelle plus vaste, la captation d'une partie de l'électorat par le Front national rend bien compte des irrégularités que nous avons constatées précédemment. Dans les zones où le catholicisme jouait un rôle modeste et où il a moins régressé qu'ailleurs, le développement du Front national a mordu sur l'électorat de gauche. C'est le cas dans le Bassin parisien, le Roussillon et la Provence, où Hollande fait nettement moins bien que Mitterrand. Dans le Nord, le Pas-de-Calais, la Somme, l'Alsace et la Lorraine, la baisse importante de la pratique religieuse, phénomène potentiellement favorable à la gauche, s'est en réalité soldée par une montée en puissance du Front national dans les milieux populaires traditionnellement acquis à la gauche. Cela explique la stabilité du score de la gauche entre 1981 et 2012.

Le Bassin parisien déchristianisé, qui a mieux résisté à la baisse de la pratique, glisse quant à lui à droite

À l'inverse, dans le Grand Ouest, à l'ouest des Pyrénées et dans un large sud-est du Massif central, où le Front national rassemble peu de suffrages et où la pratique religieuse historiquement forte a beaucoup diminué, la gauche gagne beaucoup de terrain. Sa progression est plus faible dans les régions déchristianisées de longue date : une partie de l'Aquitaine, de Poitou-Charentes, de la Région Centre ainsi que le Limousin. (...)

À première vue, le vote Front national l'emporte sur la pratique religieuse pour expliquer l'évolution du score de la gauche entre 1981 et 2012. Mais l'influence des deux facteurs est plus équilibrée qu'il n'y paraît, car il existe une légère corrélation négative entre le niveau du vote Front national et celui de la pratique religieuse. En comparant la combinaison vote Front national/pratique religieuse à l'évolution des scores de gauche, nous retrouvons les deux zones qui échappent au schéma, la vallée moyenne de la Garonne (et de ses affluents) et la région Rhône-Alpes, un troisième facteur étant sans doute à l'œuvre sans que nous puissions l'identifier à ce stade. (...)

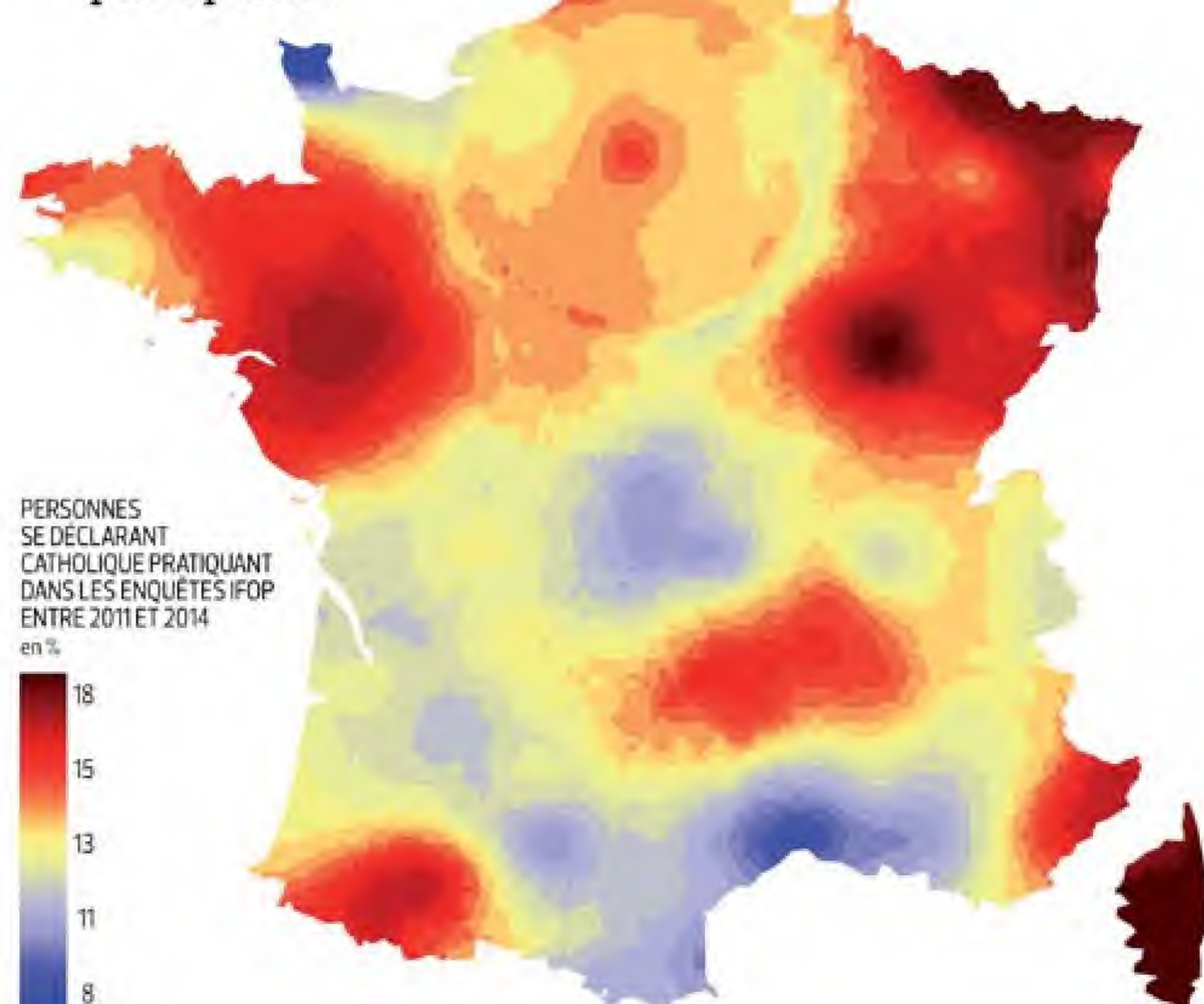
On peut s'étonner que le vote en faveur de François Bayrou, qui colle à la carte de la pratique religieuse des années 1960, n'ait pas fléchi et que sa répartition ait à peine varié au cours des trois élections

présidentielles auxquelles il s'est présenté. Dans chaque cas, cette répartition a été proche voire très proche de celle de la pratique religieuse des années 1960. Ce vote s'écarte en revanche nettement de la répartition de la pratique religieuse actuelle mesurée par l'Ifop, y compris en 2012. De même, la corrélation entre le vote Front national et la pratique religieuse actuelle est nulle, et celle entre les suffrages de Hollande et la pratique religieuse des années 1960 ou actuelle se révèle très faible. La longue résistance des régions catholiques à la gauche a fait son temps. Le clocher que Mitterrand avait fait dessiner sur son affiche électorale de 1981 fut le signe annonciateur d'une réconciliation ou, pour le moins, de la fin d'une opposition qui avait structuré la vie politique française durant un siècle. Il n'est pas interdit de penser que cela a aussi facilité la montée du Front national. Dans la mesure où il n'est plus concurrencé par une force plus ancienne et plus structurée, son opposition au système peut se déployer plus facilement.

Sous des aspects de mutation tranquille, la baisse de la pratique religieuse a donc rebattu les cartes politiques, faisant surgir d'autres lignes de force. (...) L'effacement politique de la religion ne doit pas être confondu avec celui de la tradition catholique. Ainsi, le vote Bayrou n'est-il pas en adéquation parfaite avec la répartition de la pratique religieuse actuelle, mais demeure-t-il très voisin de celle de la pratique ancienne. Dans un li-

vre récent, nous avons qualifié ce phénomène de « catholicisme zombie ». Bien que les églises restent désertes le dimanche, les populations des régions de tradition catholique continuent de se comporter différemment de celles des régions déchristianisées de longue date parce que le catholicisme a modelé nombre de leurs attitudes et de leurs réactions. Elles se reconnaissent davantage que d'autres dans le discours du MoDem, modéré et pro-européen. De la même façon, un Parti socialiste dont le discours a évolué depuis la fin des années 1970 et le début des années 1980 (abandon de la référence au marxisme, fin de la guerre scolaire, soutien à la décentralisation, etc.) a su accroître très sensiblement son audience dans ces territoires du « catholicisme zombie ». Le discours de la droite, qui avec Nicolas Sarkozy s'est beaucoup durci sur des sujets comme la construction européenne, l'immigration ou la sécurité, semble en revanche y faire beaucoup moins d'adeptes. Nous retrouvons ce mouvement en faveur de la gauche dans le fait que François Hollande a bénéficié d'un meilleur soutien des catholiques pratiquants des régions à tradition démocratique-chrétienne, quand les pratiquants franciliens votaient encore plus massivement que la moyenne des pratiquants pour le candidat de la droite. ■

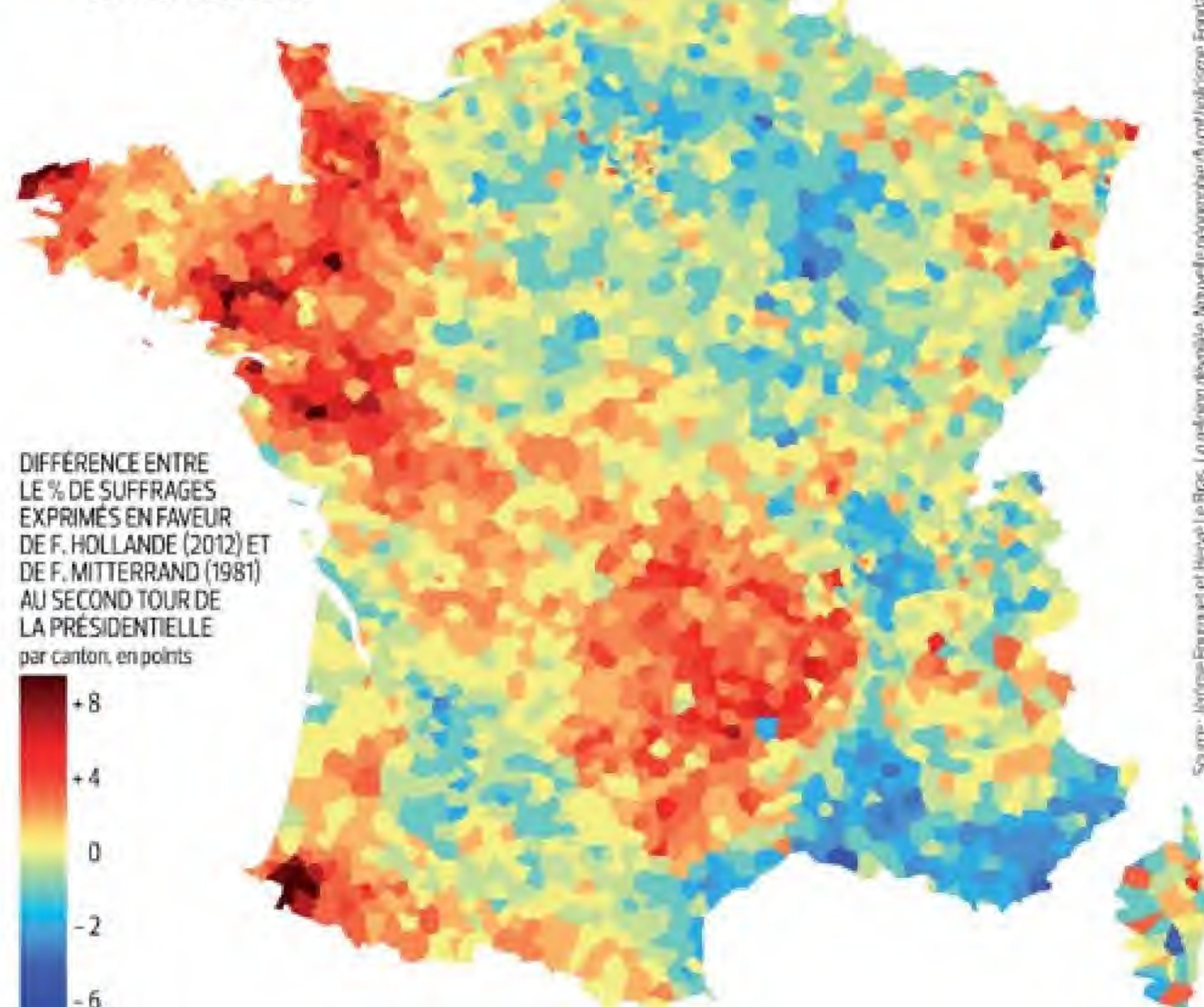
1 Les catholiques pratiquants



PERSONNES SE DECLARANT CATHOLIQUE PRATIQUANT DANS LES ENQUÊTES IFOP ENTRE 2011 ET 2014 en %

18
15
13
11
8

2 De Mitterrand à Hollande



DIFFÉRENCE ENTRE LE % DE SUFFRAGES EXPRIMÉS EN FAVEUR DE F. HOLLANDE (2012) ET DE F. MITTERRAND (1981) AU SECOND TOUR DE LA PRÉSIDENTIELLE par canton, en points

+8
+4
0
-2
-6

ENTRETIEN

Alain Finkielkraut est un homme débordé. Le professeur vient à peine de quitter les élèves de l'École polytechnique où il a enseigné pendant des décennies et déjà le jeune académicien doit travailler sur son discours de réception et l'éloge, très attendu, de son prédécesseur Félicien Marceau. Depuis les bancs de l'école de son enfance, il n'a cessé de se pencher sur des livres pour les comprendre, les apprendre, les méditer avant d'en écrire lui-même. L'iPhone 5 peut briller de tous ses feux, les tablettes peuvent être distribuées aux élèves du primaire, l'auteur de *La Défaite de la pensée* continue de faire courir sa plume sur du papier qui lui résiste. Les mots même qu'il prononce hésitent parfois tant ils craignent de ne pas être à leur juste place. Parfois, il les reprend, pour mieux les disposer sur le parterre de la conversation. L'auteur de *L'Identité malheureuse* sarcle, bine, ratisse pour que son jardin fleurisse dans la perspective de ceux qu'il admire : Pascal, Proust, Péguy, Camus, Kundera. Avec une constance acharnée, ses détracteurs scrutent son œuvre, surveillent ses amitiés, fouillent dans ses pages pour y trouver entre les lignes une pensée coupable. Que lui reprochent-ils au fond ? Cette gratitude qui l'oblige à penser à ceux qui l'ont précédé, à ceux qui viendront après lui ? Cette passion de la nuance qui l'entraîne à revenir vingt fois sur une pensée pour ne pas la trahir ? L'acuité d'un regard qui accepte de voir ce qu'il voit ? La lucidité qui lui fait distinguer la France d'aujourd'hui de celle des années 1930 ? L'amour des livres, de l'esprit, de la courtoisie ? L'angoisse de voir décliner l'école, la culture ? Alain Finkielkraut s'interroge, les mains dans les cheveux, s'en effare, puis s'en amuse. Et si la bêtise, comme l'intelligence, était immortelle ?

V. T. V.



SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

Alain Finkielkraut : « La France ne s'est pas faite en un jour, elle ne recommence pas à chaque génération »

PROPOS RECUEILLIS PAR
VINCENT TREMOLET DE VILLERS

Votre élection à l'Académie française a été précédée d'une cabale contre vous et contre votre œuvre réduite, par un académicien, au rang de tract en faveur du FN. Vous attendiez-vous à ces réactions ?

Je ne m'attendais certes pas à être élu à l'unanimité. Si j'avais été académicien, je n'aurais sans doute pas voté pour moi car je connais mieux que personne mes insuffisances et je me cogne tous les jours à mes limites. Je ne suis donc ni surpris ni choqué de l'opposition en tant que telle. Ce qui m'étonne et me navre, c'est d'avoir été l'objet d'une campagne politique aussi violente et aussi solidement argumentée qu'un éditorial de Mediapart ou des *Inrockuptibles*. Il faut s'y faire : depuis la mort de Hitler, dans cette France bien peu résistante quand il le fallait, l'antifascisme pullule et ses adeptes, académiciens ou non, n'ont aucune considération pour l'identité de ceux qu'ils visent. Mais il ne vaut pas mieux tard que jamais, comme le croient ces vigilants déchaînés, il vaut mieux jamais que trop tard.

Après vous avoir accusé de citer Renaud Camus, on vous reproche de succéder à Félicien Marceau. Peut-on être coupable de citer quelqu'un dont on apprécie l'œuvre ou pire encore de succéder à quelqu'un dont on ne fréquente même pas l'œuvre ? Renaud Camus est le paria des lettres françaises, il n'a plus d'éditeur, mais cela ne suffit pas aux mandataires auto-proclamés du « plus jamais ça ». Ils veulent que sa solitude soit totale et qu'il n'ait aucun ami. Je reçois donc l'injonction de ne plus le citer, de ne plus le voir, de plus discuter (même durement) avec lui. Je suis d'autant moins

scandalisé se frottant les mains à l'idée de me voir faire l'éloge d'un « collabo ». Ils sont bien sûrs de leur fait. Plus modestement, je lirai, j'enquêterai et je ne dissimulerai rien de ce que j'aurai éventuellement découvert mais jamais je ne montrerai patte blanche aux journalistes et aux intellectuels qui ne voient dans le passé de cet auteur qu'une occasion de me mettre en difficulté et qui n'hésitent pas à faire de moi, dont le père portait un numéro tatoué sur l'avant-bras, un compagnon de route du nazisme.

Votre livre *L'Identité malheureuse*, par le simple thème qu'il aborde a suffi, pour certains journaux ou intellectuels, à vous disqualifier. Comment expliquez-vous cette culpabilité a priori ?

Ce qui caractérise l'antifascisme régnant, c'est une volonté éperdue et même féroce de ne pas savoir. Malheur à celui qui dit « le roi est nu » ! On exécute le messager de la mauvaise nouvelle idéologique pour ne pas entendre son message. Quand je décris le changement civilisationnel qui s'est produit à Villers-Cotterêts (la maison du maître d'école a été vendue par la mairie pour en faire une mosquée, le restaurant savoyard est devenu un kebab) je suis immédiatement accusé de puiser mes sources dans un site identitaire alors que je cite textuellement un article paru dans *Libération* entre les deux tours de la dernière élection présidentielle et l'on croit pouvoir se débarrasser ainsi d'une réalité dérangeante.

Dans la dédicace qu'il me fait de son dernier livre, Alain Badiou regrette de me voir m'enfoncer jour après jour dans « la nuit que j'invente ». En d'autres termes, je ne vois rien, je n'entends rien, je ne comprends rien. Je crée de toutes pièces un climat de panique morale, j'invente délibérément la montée du communautarisme, les territoires perdus de la république et tout ce qui dans la France contemporaine n'est pas réductible à celle des années 1930. Et le politiquement correct, par ces amalgames venimeux, ne cesse de m'en faire payer le prix.

On vous a aussi montré du doigt pour avoir employé le terme « Français de souche » lors de l'émission « Des paroles et des actes ». Au-delà de la polémique, ce terme et cette notion ont-ils un sens ? Les métaphores végétales ou arboricoles ne conviennent pas aux êtres humains. Mais il faut absolument trouver un mot pour désigner dans ce monde en

mutation les Français d'origine française. Cette origine n'est pas honteuse et ce qu'elle rappelle aussi, c'est que la France ne s'est pas faite en un jour et qu'elle ne recommence pas à chaque génération.

L'Académie française a pour objet de défendre notre langue. Cette langue que vous protégez avec soin est-elle constitutive de notre identité ? « C'est dans cette langue que je sens le suc



La contradiction ne me blesse pas, elle m'éveille et me met en action. Ce qui fausse le débat, c'est l'indécrottable robespierrisme français et la volonté non de réfuter mais de démasquer l'adversaire.

du sol », disait Lévinas. Abimer la langue, c'est enlaidir un paysage ? « La France, patrie littéraire », écrit Mona Ozouf. Ce qui était constitutif de l'identité française, c'était une langue habitée par la littérature. Je ne vois pas au nom de quels progrès, d'avenir, de quelle technologie on devrait aujourd'hui dilapider ce trésor.

« Le changement c'est maintenant », affirmait un célèbre slogan. Le moindre candidat au cantonal promet le changement. On vous reproche de le craindre, surtout dans les nouvelles technologies. Le changement peut-il être une menace pour l'intelligence ? On ne peut, sauf à tomber dans le nihilisme, faire du changement une valeur en soi. La France change, l'école change, la langue change, mais va-t-on vers plus de raffinement, de civilité, de culture, de douceur de vivre ? Juger cette question réactionnaire, c'est vouloir censurer l'intelligence même des choses.

Vous subissez de nombreuses attaques mais aimez à rappeler que vous avez des moyens pour vous défendre. Le débat vous semble-t-il équitable ? Je suis comme Montaigne dit qu'il était. J'aime la discussion et même la querelle. La contradiction ne me blesse pas, elle m'éveille et me met en action. Ce qui fausse le débat, c'est l'indécrottable robespierrisme français et la volonté non de réfuter mais de démasquer l'adversaire. Sous son visage, sous ses paroles, entre ses lignes : la Bête Immonde.

Vous avez confié, par votre nom, faire entrer votre famille (dont de nombreux membres sont morts tragiquement)

avec vous à l'Académie française. C'est aussi le petit enfant qui est entré à l'Académie. Peut-on parler de piété filiale, n'est-ce pas un sentiment désuet ?

Celui qui entre aujourd'hui à l'Académie française, ce n'est pas Alain, c'est Alain Finkielkraut. Ce nom porte avec moi tous les miens : mes parents, mes grands-parents que je n'ai pas connus, mes aïeux plus lointains. Et ce n'est pas de la fierté que j'éprouve aujourd'hui, c'est le bonheur de les contenter peut-être et en tout cas de leur rendre hommage.

Vous avez quitté l'École polytechnique où vous avez enseigné pendant des décennies... Grâce à l'ascèse de l'enseignement, j'ai pu être nourri par l'événement sans être dévoré par l'actualité. C'est donc une chance qui m'a été donnée et j'en suis très reconnaissant à l'École polytechnique.

Vos détracteurs vous reprochent votre attachement à l'État d'Israël, votre « sionisme ». Que voulez-vous leur répondre ? Je leur réponds qu'il est honteux d'écrire qu'en Israël, aujourd'hui, le peuple élu se conduit comme la race supérieure. J'appelle moi-même à la constitution de deux États, je critique la poursuite de la colonisation en Cisjordanie mais je vois aussi se constituer contre Israël et ceux qui sont attachés à ce pays un antisémitisme d'autant plus redoutable qu'il parle la langue de l'antiracisme.

Certains de vos anciens amis vous peignent en Cassandre, en nostalgique, en réactionnaire. Qui s'est embourgeoisé ? Eux ou vous ? Ce sont les amis du désastre, comme dit Renaud Camus, qui criminalisent aujourd'hui la nostalgie. Mais qu'on se rassure : je ne pleure pas tous les jours, je ne cesse, au contraire, de m'enthousiasmer pour des choses, des œuvres et surtout des personnes.

Vous avez des pages très inspirées sur la galanterie, l'amour, la féminité. Comment jugez-vous la passion égalitaire contemporaine qui dialectise les sexes tout en promouvant l'indifférenciation entre les hommes et les femmes ? Si l'égalité doit conduire à l'indifférenciation, elle ne sera pas notre délivrance mais notre châtiement. En attendant, il n'est pas un jour de ma vie où je ne remercie le Dieu auquel je ne crois pas de nous avoir créés homme et femme. ■



Celui qui entre aujourd'hui à l'Académie française, ce n'est pas Alain, c'est Alain Finkielkraut. Ce nom porte avec moi tous les miens : mes parents, mes grands-parents que je n'ai pas connus, mes aïeux plus lointains

prêt à céder qu'un « tous contre un » antifasciste me parait être une contradiction dans les termes. Quand à Félicien Marceau, je connais son très bel essai sur Balzac et son adaptation de *La Villégiature* dont Strelher a fait un des plus beaux spectacles de théâtre de tous les temps. Mais on m'attend au tournant et tous ceux que mon élection



CHRONIQUE

Yves de Kerdrel
ydekerdrel@lefigaro.frN'oublions pas le 29^e État européen

Dans un peu plus d'un mois, la totalité des citoyens européens vont élire leurs députés européens. Ils vont le faire dans un contexte où jamais l'euroscepticisme n'aura été aussi marqué. Ils vont se rendre aux urnes sans savoir vraiment à quoi va servir ce nouveau Parlement européen. Ils vont voter en ayant à l'esprit davantage les échecs de l'Europe que ses réussites, ses incroyables tracasseries plutôt que ses rares succès. Et comme les principaux de partis de gouvernement n'ont pas de réponse claire, nette et précise, ils risquent, une fois encore, de voter pour des partis extrêmes qui veulent faire table rase de l'Europe.

Les citoyens des vingt-huit États qui composent l'Union européenne vont avoir tout cela en tête au moment d'entrer dans l'isoloir. Mais il ne faut pas oublier les habitants du 29^e État. Ce sont tous les chômeurs que l'Europe a produits au cours des dix ou quinze dernières années et qui représentent aujourd'hui 26,5 millions d'individus. Soit davantage que la population des Pays-Bas et celle de la Belgique réunies. Qu'est-ce que peut bien représenter l'Europe pour ces sans-emploi en peine de retrouver un job même mal payé, alors que bien souvent, dans leur tête, c'est cette Europe qui est vue comme la source de tous leurs maux ? Que le Vieux Continent soit devenu une sorte de géant aux pieds d'argile

et notamment l'espace géographique où la croissance économique est la plus faible au monde depuis plus de dix ans, c'est un fait. Que l'Europe soit désormais incapable de faire émerger des projets d'avenir pour contrer la surpuissance américaine, comme elle a su le faire il y a quarante ans avec Airbus ou Ariane, c'est un regret unanime. Qu'elle ait empêché systématiquement la naissance de champions européens, dans le secteur privé, capable de damer le pion aux Chinois, aux Japonais, aux Coréens, nous en subissons chaque jour les conséquences. Mais qu'au nom d'un dogme aveugle de la concurrence, l'Europe soit devenue une machine à casser sa propre puissance et le premier marché de tous les producteurs à bas coût de la planète, personne ne peut aujourd'hui le comprendre et l'admettre.

Car cette cohorte de chômeurs que l'on retrouve surtout en Espagne, en Italie, en ex-Allemagne de l'Est, en France, ou en Belgique n'aurait pas si l'Europe n'avait pas battu en retraite sur trois champs de bataille différents. Le premier, c'est évidemment celui de la monnaie. L'euro était peut-être une bonne idée, à condition qu'à l'instar du dollar, il ait pu bénéficier d'un environnement politique qui en fasse un moyen et non une fin. Certains technocrates européens, aidés par une Banque centrale construite à l'allemande, ont au contraire fait de la monnaie unique une sorte de trébuchet susceptible de mesurer la bonne gestion des différents pays membres. Si bien que l'Europe se retrouve depuis des années avec une monnaie surévaluée de 15 % ou 20 % par rapport à son niveau théorique. De fait, notre belle machine à exporter s'est arrêtée net et avec elle des centaines d'entreprises, et des millions d'emplois

que l'on aura bien du mal à retrouver.

Le deuxième champ de bataille où l'Europe a failli, au point de se tirer des balles dans les jambes, c'est celui de l'énergie. Il n'y a pas d'industrie et de création de richesse dans un pays où un continent qui ne sait pas organiser son environnement énergétique. À quoi bon définir la taille idéale et le degré de courbure des concombres, lorsque Bruxelles est incapable d'organiser une Europe du gaz, une Europe de l'électricité, et surtout maintenant une Europe du gaz de schiste. Les physiciens savent très bien à quel point l'énergie et le travail ont partie liée puisqu'ils utilisent la même unité pour en parler : le joule. Quant aux États-Unis, ils ont fait la preuve qu'en organisant intelligemment leur marché énergétique, ils pouvaient faire revenir sur le territoire américain des entreprises qui s'étaient délocalisées. D'où une création de 3 millions d'emplois en un an seulement.

Enfin le dernier champ de bataille où l'Europe s'est laissée dominer, c'est celui de l'environnement. Faute d'obtenir le pouvoir dans chacun des vingt-huit États de l'Union, les Verts ont réussi à pratiquer un insupportable entrisme à Bruxelles, afin de régenter notre quotidien et de multiplier les interdictions. C'est ainsi qu'ils ont réussi à mettre à terre toute la filière chimique européenne, avant de s'attaquer à l'automobile et naturellement à l'énergie. Sans se soucier un instant des millions d'Européens qui se voyaient déposséder de leur outil de travail. Et maintenant que cette armée de chômeurs existe, il n'y aurait qu'une seule solution pour revenir en arrière, c'est de changer d'Europe pour lui permettre de revivre et de logiciel pour retrouver le chemin de la croissance.

100 000 citations et proverbes sur evene.fr



François Hollande à Albi et Carmaux pour rendre hommage à Jean Jaurès.

HENRI MANUEL / SPAARNESTAD / RUE DES ARCHIVES

Jean Jaurès

Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire



ANALYSE

Jean-Pierre Robin
jprobin@lefigaro.fr

Manuel Valls et les raboteurs de parquet de Caillebotte

Pour mieux comprendre la politique économique, et de façon agréable qui plus est, il faut se rendre au Musée d'Orsay à Paris. On peut y contempler l'œuvre la plus fameuse du peintre Gustave Caillebotte, *Les Raboteurs de parquet*, (1875). Il suffit de l'avoir vue une seule fois, en reproduction ou en vrai, pour s'en souvenir à jamais tellement l'expression est forte. Le tableau montre trois hommes, à genoux et torse nu, en train d'aplanir un plancher de bois. Caillebotte a été le premier à introduire dans la peinture « le prolétariat urbain au travail ». Degas s'en inspirera avec *Les repasseuses*, tout comme le moins célèbre Bastien-Lepage peignant *Le Cireur de chaussures*, métier lui aussi remis au goût du jour récemment.

Les Raboteurs de parquet se retrouvent actuellement sous les feux de l'actualité grâce au gouvernement de Manuel Valls. La « méthode du coup de rabot » est celle en effet qui a été privilégiée pour dégager 50 milliards d'euros d'économies d'ici à 2017. Il faut croire qu'on a un tropisme pour la menuiserie quand on s'appelle Sapin (Michel), ministre des Finances, Eckert (Christian), secrétaire d'État au Budget, ou encore Rabault (Valérie), la nouvelle rapporteur du budget à l'Assemblée. Le rabotage n'est certes pas une technique nouvelle pour les finances publiques. En 2010 Philippe Marini, alors rapporteur du budget au Sénat, prétendait qu'il « fallait raboter les niches (fiscales) sans aucun état d'âme ». Depuis lors tous les ministres du Budget s'y sont adonnés avec passion : c'est le meilleur moyen, voire le seul, de préserver son parquet sans avoir à le remplacer.

La démarche n'aurait-elle pourtant pas atteint ses limites ? Dégager des copeaux à hauteur de 50 milliards d'euros, ce n'est plus du ponçage mais bel et bien de l'équarrissage pensera-t-on. Mais on se tromperait : les dépenses publiques françaises sont aussi épaisses qu'un parquet versaillais en chêne massif. Les 50 milliards dont on souhaite faire l'économie se comparent en effet à une masse de 1176 milliards d'euros (en 2013), soit à peine 4,2 %. Et l'opération ne se fera pas en une seule fois, mais sur trois ans. Précision supplémentaire d'importance, on ne compte pas s'attaquer au bois lui-même mais à sa

Les dépenses publiques françaises sont aussi épaisses qu'un parquet versaillais en chêne massif

couche de cire, autrement dit à l'inflation qui engraisse les dépenses.

Ainsi quand Manuel Valls annonce la poursuite du gel « du point de la fonction publique » (le barème des traitements), il dit haut et fort que les hausses catégorielles, en fonction du mérite, de l'ancienneté, ou des compétences - le fameux « glissement vieillesse technicité » (GVT) - ne sont pas remises en cause. Idem pour les prestations sociales : pas question de les amputer, simplement elles ne seront pas revalorisées en fonction de l'inflation. Or celle-ci reste faible : elle n'a pas dépassé 0,5 % sur les douze derniers mois. Ce qui rend l'opération moins douloureuse pour ceux qui la subissent (fonctionnaires ou retraités), mais également moins efficace pour les menuisiers de Bercy. À cet égard ils ne sont pas blanc-bleu : d'un côté ils

espèrent faire d'autant mieux passer la douloureuse que l'inflation restera modeste, mais ils savent aussi qu'une inflation faible est une calamité pour les rentrées fiscales, sur la TVA et les taxes sur l'énergie entre autres.

La véritable hantise des raboteurs de parquet, ce sont en réalité les nœuds : à les poncer trop durement ils risquent d'éclater et de tout gâcher. Pour Manuel Valls c'est d'abord la crispation des syndicats de fonctionnaires : ils ont l'impression de se faire tondre et le disent bruyamment, même si les rémunérations du secteur public ont globalement progressé de 1,7 % en 2013 (malgré le gel du barème faut-il souligner).

Et surtout les raboteurs ont très mauvaise presse. Manuel Valls en est conscient quand il met en avant la réforme, encore dans les limbes, du mille-feuille de l'administration territoriale. Voilà le seul exemple de réforme « structurelle » que le premier ministre ait trouvé dans sa copie. Pour sa part la CFDT demande que la baisse des effectifs publics « ne doit pas se traduire par un coup de rabot généralisé, mais par une réflexion globale sur les missions (de l'État) ».

Il faut éviter les réductions de dépenses publiques systématiques, « across the board », conseille de la même façon le Fonds monétaire international dans son *Fiscal Monitor* d'avril 2014 (« à travers la planche » en anglais littéral). Au lieu de restaurer un plancher vermoulu, mieux vaudrait restructurer l'édifice. Sapin, Eckert et Rabault devraient se faire architectes. D'autant que c'est physiquement moins fatigant !

FIGAROVox

Découvrez l'espace débats, opinions et controverses du figaro.fr

*** MONDE

- Intervenir en Syrie, le mauvais exemple du Kosovo, de Jean-Christophe Buisson.
- Le double langage des musulmans de France sur le djihad en Syrie.
- Qu'est-ce que le djihad en Syrie révèle de la crise d'intégration française.

*** POLITIQUE

- Jaurès serait-il socialiste aujourd'hui ? de Claude Obadia.
- L'UMP en attendant la primaire, épisode 5 : Laurent Wauquiez et Xavier Bertrand.

*** RELIGION

- François Hollande oublie Pâques, de Gérard Leclerc.

LE FIGARO

Dassault Médias
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président-directeur général
Serge Dassault
Administrateurs
Nicole Dassault, Olivier
Dassault, Thierry Dassault,
Jean-Pierre Bechter, Olivier
Costa de Beauregard, Benoit
Habert, Bernard Monassier,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président
Serge Dassault
Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué des rédactions
Jean-Michel Salvator
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaetan de Capelle (Economie),
Anne-Sophie von Claer
(Style, Art de vivre, So Figaro),
Philippe Gélle (Étranger),
Anne Huet-Willaume
(Édition, Photo, Révision),

Paul-Henri du Lambert
(Politique, Société, Sciences,
Débats et Opinions),
Etienne de Montety
(Figaro Littéraire),
Bertrand de Saint-Vincent
(Culture, Figaroscope, Télévision),
et Yves Théard (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports)

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteurs en chef
Graziella Boutet
(Infographie),
Frédéric Picard (Édition)
Éditeur
Sofia Bengana
Éditeur adjoint
Robert Mergul

FIGAROMÉDIAS
9, rue Pilet-Wil, 75430 Paris Cedex 09
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
Président-directeur général
Aurélien Domont
Direction, administration, rédaction
14, boulevard Haussmann
75438 Paris Cedex 09
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression
L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Mid Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
Imprimahd Casablanca Maroc
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0416 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 17h ;
sam. de 8h à 12h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11.
Gérez votre abonnement sur <http://abonnes.lefigaro.fr>
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club : 397 €. Semaine : 247 €. Week-end : 197 €.



Ce journal se compose de :
Édition nationale
1er cahier 16 pages
Cahier 2 Économie
8 pages
Cahier 3 Le Figaro
et voix 10 pages

Édition IDF
Supplément 4
Figaroscope
44 pages hebdo
Ivresse portage Figaroscope
diffusion sur une partie
du territoire national



Audi A4 Advanced.

À partir de **349 €/mois** avec apport*.

3 ans de Garantie inclus**. Forfait Service Entretien inclus***.



Jantes alliage
Audi exclusive 18"



Pack extérieur S line



Xénon plus



GPS plus



Location longue durée sur 36 mois. 1^{er} loyer de 6.899 € et 35 loyers de 349 €.
Offre valable du 11 avril au 30 juin 2014.

*Exemple pour une Audi A4 Avant 2.0 TDI 120 ch BVM6 Advanced en location longue durée sur 36 mois et pour 45 000 km maximum, hors assurances facultatives. **Garantie 2 ans + 1 an de garantie additionnelle incluse. L'Audi A4 Advanced est une série limitée à 1 000 exemplaires. Offre réservée aux particuliers chez tous les Distributeurs présentant ce financement, sous réserve d'acceptation du dossier par Audi Bank division de Volkswagen Bank GmbH - SARL de droit allemand - Capital 318 279 200 € - Succursale France : Bâtiment Ellipse, 15 Avenue de la Demi-Lune 95 700 Roissy-en-France RCS Pontoise 451 618 904 - ORIAS : 08 040 267 (www.orias.fr), et dans la limite des stocks disponibles. **Modèle présenté : Audi A4 Avant 2.0 TDI 120 ch BVM6 Advanced avec options peinture métallisée et 1 an de garantie additionnelle. 1^{er} loyer majoré de 6.899 € suivi de 35 loyers de 379 €. Tarifs au 11/04/2014.** ***Forfait Service Entretien obligatoire souscrit auprès d'Opteven Services, SA au capital de 365 878 € - RCS Lyon B 333 375 426 siège social : 35-37, rue Guérin - 69 100 Villeurbanne. Volkswagen Group France S.A. - RC Soissons B 602 025 538. Audi recommande **Castrol EDGE Professional**. Vorsprung durch Technik = L'avance par la technologie.

Gamme Audi A4 Advanced : consommation en cycle mixte (l/100 km) : 4,5 - 5,3. Rejets de CO₂ (g/km) : 117 - 138.



TOURISME
LAURENT FABIUS VEUT
FACILITER L'OUVERTURE
DES COMMERCES
LE DIMANCHE **PAGE 21**

CINÉMA
LES FILMS FRANÇAIS
ACCUMULENT LES SUCCÈS.
LA FRÉQUENTATION
DES SALLES REBONDIT **PAGE 24**



**INVESTISSEMENTS
D'AVENIR :**
JUPPÉ ET ROCARD
DÉMISSIONNENT

Big bang dans la pharmacie mondiale

Novartis, Eli Lilly, GSK, Valeant ont annoncé hier pour plus de 70 milliards de dollars d'OPA, de cessions et d'échanges d'actifs.

PAGE 18



JEAN PAUL CHASSENET / JFC - PROD / FOTOLIA A. BORREL, JOSE LUIS PELAEZ INC / IMAGE SOURCE, JEAN-CHRISTOPHE MARMARA / LE FIGARO

L'HISTOIRE DU JOUR

Mal gérer les compétences coûte plus de 2 milliards à la France

Les chefs d'entreprise et les organisations professionnelles dénoncent régulièrement la difficulté de trouver des personnes compétentes, capables d'occuper les emplois proposés, malgré un chômage élevé. Cette incapacité à recruter les bons salariés pour les bons postes coûte cher. Selon une enquête réalisée auprès de 2 600 sociétés dans onze pays par le groupe d'audit et de conseil PwC pour le réseau professionnel LinkedIn, la facture s'élève à 2,3 milliards d'euros par an pour les entreprises françaises. L'Hexagone n'est pas le seul pays à payer un lourd tribut à ce dysfonctionnement. Le coût s'élève à 47,4 milliards d'euros pour la Chine, 21,2 milliards d'euros pour les États-Unis et 11,7 milliards d'euros pour le Brésil. Au total, la difficulté des personnes à se former à de nouveaux savoir-faire ou à changer de secteur d'activités se chiffre à 108,6 milliards d'euros pour les onze pays étudiés. « Le manque à gagner atteint 94 milliards d'euros pour la productivité et 14,6 milliards d'euros pour les coûts de recrutement évitables », explique Daniel Giffard-Bouvier, associé PwC spécialiste de la gestion des talents. Selon l'index d'Adaptabilité des Compétences

conçu par PwC à partir de cette étude, la France arrive au septième rang sur onze pays derrière les Pays-Bas, le Royaume-Uni, le Canada, Singapour et les États-Unis. « Les salariés français manquent de mobilité. Ils hésitent ou ne sont pas encouragés à changer de poste dans leur entreprise, d'employeur et de secteur. Beaucoup pensent accomplir leur carrière professionnelle dans une seule entreprise », constate Daniel Giffard-Bouvier. Les Pays-Bas ont une culture très différente. « Le pays est ouvert depuis longtemps aux exigences des groupes internationaux. Les salariés hollandais ont su s'adapter. Ils parlent plusieurs langues. Ils passent facilement d'une entreprise à une autre », analyse-t-il. L'Allemagne, elle, est victime de ses atouts. « Elle souffre d'un manque de mobilité entre les secteurs industriels car elle a mis en place des formations adaptées aux besoins de chacun des secteurs », précise l'associé de PwC. Mais la France peut progresser. « Les discussions actuelles sur la formation continue permettront de mieux identifier les besoins et les métiers de demain, observe Daniel Giffard-Bouvier. Il faut aussi changer les mentalités en accompagnant mieux les salariés pour leur permettre de changer de poste, à l'intérieur de l'entreprise, ou de secteur. » ■

Y. LÉG.



Lotus F1 Team choisit le Cloud Microsoft pour gagner la course. C'est le Cloud Microsoft.

En savoir plus sur microsoftcloud.fr

Microsoft Cloud

Microsoft France - RCS Nanterre B227 733 194.

La pharmacie mondiale en ébullition

Mardi matin, Novartis, GSK et Eli Lilly annonçaient des cessions et des échanges d'actifs pour 27 milliards de dollars. Dans l'après-midi, Valeant lançait une OPA à 45 milliards sur Allergan.

Le siège du laboratoire GlaxoSmithKline à Brentford, dans le Middlesex, au Royaume-Uni. GSK/VIA BLOOMBERG NEWS

LES GRANDES MANŒUVRES EN CHIFFRES CLÉS
MONTANT DES OPÉRATIONS ENGAGÉES

14,5 milliards de dollars

Prix auquel Novartis vend sa branche oncologie à GSK. Dans le même temps, il lui rachète ses vaccins pour 7,1 milliards.

5,4 milliards de dollars

Montant de la cession par Novartis à Eli Lilly de sa division santé animale.

45 milliards de dollars

Montant de l'OPA lancée par le canadien Valeant sur l'américain Allergan, le fabricant du Botox. Valeant a pour ambition d'intégrer le top 5 mondial des laboratoires d'ici à 2016.

FREDERIC DE MONICAULT
fdemonicault@lefigaro.fr

PHARMACIE Le printemps est agité dans la pharmacie mondiale. Après une longue période d'accalmie, plusieurs opérations majeures s'enchaînent soudain à vitesse accélérée. Mardi, plusieurs géants, à commencer par le suisse Novartis et le britannique GlaxoSmithKline (GSK) ont annoncé des opérations susceptibles de modifier leur périmètre en profondeur. Le premier en particulier va échanger des actifs avec le second - rachetant des produits d'oncologie contre des vaccins - tout en cédant sa division santé animale à l'américain Eli Lilly. En tout, le montant de ces opérations s'élève à quelque 27 milliards de dollars (20 milliards d'euros). Il faut ajouter l'OPA - pour plus de 45 milliards de dollars - lancée par le canadien Valeant sur l'américain Allergan, le fabricant du Botox.

« Cette série de mouvements ne s'inscrit pas seulement dans une course à la taille, commente un analyste du secteur, les laboratoires cherchent aussi un meilleur équilibre entre leurs activités, avec la volonté d'élargir leur portefeuille en trouvant de nouvelles sources de revenus. » Sauf exception, la vague des blockbusters - ces médicaments qui dépassent le milliard de dollars de chiffre d'affaires annuel - est retombée, du fait de l'expiration des brevets et de la mise sur le marché de génériques, et les grands groupes ne parviennent plus à mettre au point des produits aussi performants. « En un certain sens, la capacité d'innovation s'est tarie,



d'où la nécessité d'une diversification chez les laboratoires tandis que le développement dans les biotechnologies représente un bon moyen de préparer l'avenir », ajoute un professionnel.

Rumeurs à Londres

En marge des opérations officiellement annoncées, plusieurs rumeurs continuent aussi à animer le secteur. Mardi, le titre du groupe britannique AstraZeneca a bondi de près de 7 % en séance après des informations de presse

selon lesquelles il pourrait être la cible du géant américain Pfizer. Une offre supérieure à 60 milliards de livres (73 milliards d'euros) aurait été soumise de façon informelle : AstraZeneca aurait opposé une fin de non-recevoir, stoppant de fait les discussions. Pfizer n'en est pas à son coup d'essai en la matière : en 2009, le leader mondial a finalisé sa fusion avec le numéro dix, Wyeth, une opération de 68 milliards de dollars en titres et en numéraire. De son côté, son

compatriote Merck chercherait toujours activement à vendre sa division OTC (médicaments sans ordonnance), valorisée entre 10 et 13 milliards de dollars. Un temps évoqué, l'intérêt de Sanofi semble moins d'actualité. La piste Novartis a été avancée également, mais c'est le britannique Reckitt Benckiser qui semble aujourd'hui en pole position. Avec toute la prudence qui convient car la pharmacie a toujours été friande de scénarios de rapprochement. ■

« Les laboratoires se recentrent sur leur cœur de compétence »

PROPOS RECUEILLIS PAR
VERONIQUE GUILLERMARD
@vguillermard

Patrick Biecheler, consultant chez Roland Berger, décrypte pour *Le Figaro* les opérations spectaculaires qui touchent la pharmacie.

LE FIGARO. - La planète pharmacie est entrée en ébullition. Pourquoi maintenant ?
PATRICK BIECHELER. - La multiplication des opérations est due à un changement de paradigme. Pendant une trentaine d'années, l'innovation a nourri la croissance des laboratoires. Ils renouvelaient leurs anciens médicaments par des nouveautés vendues à des prix supérieurs. À partir de 2003-2004, les régulateurs ont durci les critères de validation des nouveaux médicaments. Dans le cadre de la lutte contre les déficits publics, les ministères de la Santé de nombreux pays ont décidé de réserver leur agrément aux produits porteurs d'une réelle innovation. Tous les autres sont jugés non pertinents. Cela a coupé le robinet de l'innovation. Les « pipelines » des labos ont commencé à se tarir il y a cinq ans. Les industriels n'ont pas trouvé d'alternative à la chute de leurs brevets dans le domaine public. Pour se développer, ils ont actionné deux leviers : la croissance externe et l'expansion géographique dans les Bric (Brésil, Russie, Inde, Chine). Les besoins y sont immenses mais la dynamique de croissance est ralentie par la réalité du pouvoir d'achat local. Le trio États-Unis-Europe-Japon représente toujours les trois quarts des bénéfices des labos occidentaux. C'est pourquoi les opérations de croissance externe se multiplient.

Quel est l'objectif de cette consolidation ?
En rachetant Wyeth pour 68 milliards de dollars en 2009, l'améri-

cain Pfizer avait porté haut le modèle de laboratoire diversifié tandis que le suisse Roche jouait la carte de spécialisation. C'est ce dernier modèle qui est privilégié aujourd'hui. Les acteurs se recentrent sur leur cœur de compétence afin d'enclencher un cercle vertueux : focaliser les investissements sur quelques domaines choisis, réduire les coûts en produisant en grande série des médicaments issus d'une même plateforme, être compétitif grâce à ces économies d'échelle et faire croître un chiffre d'affaires rentable. C'est l'objectif de Novartis qui se renforce sur son cœur de compétence, l'oncologie, et se déleste dans le domaine où il n'est pas un poids lourd, les vaccins, face aux leaders, Sanofi Pasteur ou GSK.

Pfizer aurait des vues sur AstraZeneca...

AstraZeneca est complémentaire de Pfizer en termes de lignes de produits et de positions géographiques. Une telle opération semble très audacieuse. Si Pfizer se lance, il devra céder des actifs soit dans la santé animale, soit dans la dermo-cosmétique. Il s'est d'ailleurs réorganisé en créant VOC (Vaccins, Oncologie) et Dermo-cosmétique-médicaments sans ordonnance. Et il a mis en Bourse Zoetis (santé animale).

Ces mouvements sont-ils défensifs face aux labos indiens ou chinois ?
Les industriels occidentaux bougent car ils veulent rester maîtres de leur développement. Ils se renforcent avant que les labos des pays émergents n'entrent en scène. Pour le moment, il serait difficile à un chinois ou un indien de jeter son dévolu sur un labo de la taille d'AstraZeneca. Il n'est pas non plus sûr que les pouvoirs publics occidentaux laissent partir des actifs aussi stratégiques à l'étranger. ■



Les groupes occidentaux bougent car ils veulent rester maîtres de leur développement. Ils se renforcent avant que les labos des pays émergents n'entrent en scène

PATRICK BIECHELER, CONSULTANT PHARMA, CHEZ ROLAND BERGER

Le retour des fusions-acquisitions dans le monde

DANIELÉ GUINOT @danielleguinot

Depuis le début de l'année, les mouvements de concentration se multiplient au niveau mondial. Au premier trimestre, les montants générés par les fusions-acquisitions ont ainsi bondi de 26 % à 637 milliards de dollars, selon Bloomberg. Il s'agit du meilleur début d'année depuis 2007, avec une prédominance des opérations dans les télécoms et les nouvelles technologies. Ce dernier secteur a d'ailleurs enregistré son meilleur premier trimestre depuis 2000, et la bulle Internet, selon Dealogic.

La France n'est pas en reste. Depuis quelques semaines, les grosses opérations financières se succèdent : Numericable a racheté SFR (télécoms), Lafarge va se marier avec le suisse Holcim (ciments), les groupes informatiques Steria et Sopra ont annoncé être en négociations exclusives en vue d'un rapprochement, mais Atos vient de lancer une contre-offensive pour acquérir Steria... Bureau Veritas a repris l'américain Quiktrak (certification).

637 milliards de dollars

Montant généré par les fusions au premier trimestre. En hausse de 26 %.

légé de Cogefi Gestion. D'un point de vue boursier, le timing est aussi favorable. Malgré le rebond des cours de ces dernières années, « les actifs ne sont pas encore payés très chers », estime Patrick Legland.

Contrairement à la vague de fusions-acquisitions plus débridée de 2000, « les sociétés réalisent des opérations stratégiques, en acquérant de façon amicale leurs proies », constate Hervé Mangin, gérant chez Axa IM. « De façon générale, les entreprises européennes sont confrontées à des pressions sur les prix et à une demande qui reste peu importante. Elles choisissent donc de grossir pour relancer leurs ventes et améliorer leur chiffre d'affaires », décrypte Hervé Mangin. D'autres se lancent pour atteindre la taille critique sur des marchés où la concurrence fait rage.

Un mouvement qui devrait se poursuivre

La fièvre acheteuse actuelle n'est pas prête de retomber. « Nous sommes au début d'un nouveau cycle de fusions-acquisitions. Celui-ci est pour l'heure encourageant », estime Hugues Auroousseau. Les opérations pourraient se poursuivre dans la pharmacie et dans les télécoms. « Il y a un effet boule de neige, les opérations dans un secteur en appellent souvent d'autres », commente le gérant d'Axa IM. Les secteurs des biens d'équipement, des transports ou encore de l'agroalimentaire (boissons...) devraient aussi bouger. « Les secteurs les moins endettés ont besoin d'améliorer la rentabilité de leurs fonds propres en augmentant leur dette financière », ajoute Patrick Legland. ■

LES GRANDS LABORATOIRES MONDIAUX

CAPITALISATION BOURSIÈRE en milliards de dollars au 22 avril 2014

	Johnson & Johnson	282,8
	Roche	248,3
	Novartis	228,5
	Pfizer	197,3
	Merck & Co	167,7
	Sanofi	137,9
	GSK	127,3
	Novo Nordisk	119,7
	Gilead Sciences	110,1
	Amgen	88,5
	Bristol-Myers Squibb	83,3
	AstraZeneca	80,2
	AbbVie	78,9
	Biogen Idec	70,4
	Lilly	68,1

Nous sommes au début d'un nouveau cycle de fusions-acquisitions. Celui-ci est pour l'heure encourageant

HUGUES AUROUSSEAU
GÉRANT D'AXA IM

ÉCONOMIE

Le Japon envisage une forte réduction de l'impôt sur les sociétés

Un panel d'experts chargés de réformer la fiscalité recommande d'abaisser l'impôt sur les sociétés de 36 à 25 %.

RÉGIS ARNAUD
TOKYO

36 %

Taux d'impôt sur les sociétés au Japon, l'un des plus élevés du G7

ASIE Enfin une réforme structurelle en vue au Japon ? Selon l'agence Bloomberg, un panel officiel d'experts chargés de réformer la fiscalité du Japon a recommandé, ce mardi, de réduire graduellement, de 36 à 25 %, l'impôt sur les sociétés. Le taux d'imposition de cet impôt au Japon est, derrière les États-Unis, le plus élevé du G7. Il est nettement supérieur à ce qui se pratique chez les concurrents et voisins asiatiques, en particulier sud-coréen (24 %). L'industrie japonaise argue qu'il bride sa compétitivité internationale.

Le moment est bien choisi. Le Japon vient d'augmenter la taxe à la consommation de 5 à 8 % après des années d'atermoiements. Chaque hausse de cet impôt ultrasensible s'est traduite par un ralentissement très sensible de la demande. La baisse de l'impôt sur les sociétés pourrait amoindrir le choc attendu ce printemps. D'autre part, cette baisse serait un signal fort à destination des investisseurs internationaux. Ces derniers ne croient plus aux promesses de réformes structurelles des « Abenomics », qui devaient suivre l'assouplissement monétaire et la relance budgétaire déjà réalisés. Or, en désertant la Bourse de Tokyo, où ils représentent l'essentiel du volume des tran-

sactions, les spéculateurs étrangers ont fait tomber les indices boursiers, très importants pour l'opinion publique nipponne, et pour Shinzo Abe. Mais la promesse d'une baisse de l'impôt sur les sociétés risque de faire des déçus.

Objection du ministère des Finances

Les gouvernements successifs du Japon en parlent depuis des années, en vain. En septembre dernier, le parti politique de Shinzo Abe en parlait encore. En janvier, le premier ministre japonais la promettait à son auditoire au forum de Davos.

Cette mesure se heurte à plusieurs objections majeures. Le ministère des Finances ne veut pas en

entendre parler, conscient que le pays, avec un endettement de 200 % de son PIB, est déjà au bord d'une falaise fiscale. Mardi, le ministre des Finances, Taro Aso, a posé comme condition de trouver une source de recettes fiscales pour combler le manque à gagner à la baisse de cet impôt.

D'autre part, il est, en toute objectivité, impossible de prétendre que les entreprises japonaises sont étranglées par l'impôt sur les sociétés. Les trois quarts d'entre elles échappent à l'IS, car elles ne déclarent pas de bénéfices, selon le ministère des Finances. Les autres épargnant leurs bénéfices, sans investir, depuis vingt ans. L'économiste de Natixis Patrick Artus

préconisait lors d'un passage au Japon en 2012 d'augmenter l'impôt sur les sociétés. « Le taux d'autofinancement des entreprises au Japon est de 140 %. Cela veut dire que les profits sont 40 % plus élevés que les investissements. Ces profits sont stockés à taux zéro. Les entreprises japonaises ont aujourd'hui 4000 milliards de dollars de réserves de cash dont elles ne font rien ! J'étais allé voir le patronat japonais ; mais ils ne comprennent pas qu'ils sont le problème du pays... », expliquait-il. L'énorme masse de « cash », à disposition des entreprises, n'est restituée ni en salaires, ni en dividendes. Autant la taxer pour rembourser la dette, conclut Patrick Artus. ■

Allemagne : tollé contre la retraite à 63 ans

Le patronat allemand et Bruxelles critiquent l'abaissement de l'âge de la retraite pour ceux qui ont cotisé 45 ans.

NICOLAS BAROTTE
CORRESPONDANT À BERLINRETRAITES
EN ALLEMAGNE
EN CHIFFRES65 ans
Âge légal de départ à la retraite à taux plein67 ans
Âge de départ légal en 2029160
milliards d'euros
Coût de l'abaissement de l'âge de départ à la retraite à 63 ans pour ceux qui auront cotisé 45 ans, le 1^{er} juillet 2014

EUROPE À contre-courant de ce qui semble être recommandé pour le reste des économies européennes, l'Allemagne s'apprête à assouplir les modalités de départ en retraite. Au pays de l'orthodoxie budgétaire, le débat est enflammé. Le projet de loi, présenté par la ministre du Travail, Andrea Nahles, a été exposé au Conseil des ministres fin janvier, il doit être soumis au Bundestag le 22 mai. Jour après jour, le patronat multiplie les mises en garde : le droit de partir en retraite à taux plein à 63 ans, au lieu de 65 ans, est un mauvais signal, prévient-on, alors que la tendance était à l'allongement. En 2029, cet âge légal de départ sera porté à 65 ans. Face au front des opposants, le gouvernement cherche à tenir bon.

Il faut dire que la charge est de plus en plus violente. Lundi, l'Allemand Günther Öttinger, commissaire européen à l'Énergie, s'en est pris violemment aux orientations politiques du gouvernement d'Angela Merkel. « Nous manquons de main-d'œuvre qualifiée et nous devons parler dans les prochaines années de retraites à 70 ans », a-t-il assuré dans le quotidien *Die Welt*. « Nous encourageons les Grecs à travailler davantage pour de moins bons salaires. Ils se demandent maintenant pourquoi les Allemands prennent le chemin inverse. » Au sein de la grande coalition, les conservateurs de la CDU ne sont



Le coût global de ces réformes est évalué à 160 milliards d'euros d'ici à 2030. MARIAN MURAT/DPA/MAXPPP

pas convaincus non plus par le plan du gouvernement. Et même au sein de la famille sociale-démocrate, des critiques se font entendre. Début avril, l'ancien leader du SPD Franz Müntefering a dénoncé ce choix de revenir sur l'allongement de la durée du travail, qui « vient contrarier le mouvement pour faire évoluer les mentalités ». Du côté des économistes aussi, on tire la sonnette d'alarme. « Avec l'augmentation de l'espérance de vie et le tournant démographique en Allemagne,

la question de la retraite à 70 ans est inévitable », a lancé la semaine dernière le directeur de l'institut DIW Marcel Fratzscher.

Retraite des mères

Le gouvernement est pris au piège. Le « paquet retraite » a été récemment discuté durant les négociations de coalition de l'automne dernier. Impossible de le défaire sans remettre en cause l'équilibre politique global. Sociaux-démocrates et conservateurs ont chargé la barque.

Le SPD a obtenu le droit à la retraite à 63 ans au lieu de 65 ans pour ceux qui ont cotisé 45 ans. La mesure sera applicable à partir du 1^{er} juillet 2014. 200 000 personnes seraient concernées cette année. De son côté, la CDU d'Angela Merkel a fait valider la revalorisation des retraites des mères de famille. Le coût global de ces réformes est évalué à 160 milliards d'euros d'ici à 2030.

Pour limiter les effets sur l'économie, la ministre du Travail, Andrea Nahles, cherche désormais à

éviter que la retraite à 63 ans ne se transforme en retraite dès 61 ans, si les entreprises poussent leurs employés dehors par commodité. Le gouvernement veut donc rétablir une disposition supprimée il y a deux ans, obligeant les entreprises à rembourser jusqu'à deux ans de cotisations sociales lorsqu'elles licencient des employés âgés. La fédération des employeurs a aussitôt protesté : « Ce serait une grossière bêtise », a déclaré Ingo Kramer, président du BDA. ■

La raffinerie LyondellBasell de Berre bloquée par les salariés

Ils veulent une reprise des négociations avec l'acheteur potentiel, qui se dit prêt à investir 800 millions d'euros.

ALIETTE DE BROQUA
MARSEILLE

INDUSTRIE L'annonce par le groupe américain LyondellBasell qu'il ferait définitivement sa raffinerie de Berre, au bord de l'étang de Berre, ne passe pas chez les salariés. Une cinquantaine d'entre eux bloquent mardi les entrées du site pétrochimique. « Nous voulons que notre direction revienne à la table de négociation avec Sotragem, et le gouvernement comme arbitre », explique Julien Autechaud, délégué CGT. « Nous continuerons à bloquer jusqu'à ce qu'on l'obtienne. »

L'entreprise a annoncé mercredi dernier qu'elle mettait fin aux négociations menées depuis l'automne pour la reprise de la raffinerie. « En fait, LyondellBasell ne veut pas vendre la raffinerie. Ils préfèrent la démanteler, car ils préparent la suite, la fermeture de l'ensemble du site », estime Julien Autechaud. Le site pétrochimique n'emploie plus que 906 personnes, après le plan social qui a touché 350 salariés de la raffinerie.

Le groupe américain avait prévenu mi-2011 qu'il ferait cette raffinerie, la plus ancienne, fon-

dée en 1929 sur les bords de l'étang de Berre par Shell. Sous la pression des salariés, il avait accepté de la mettre en sommeil début 2012, tout en continuant à l'entretenir pour pouvoir la redémarrer au cas où les salariés lan-



La raffinerie LyondellBasell de Berre. BORIS HORVAT/AFP

cés eux-mêmes à la recherche d'un repreneur réussiraient à trouver l'oiseau rare. Plusieurs candidats se sont manifestés, mais un seul a déposé un dossier, le monégasque Sotragem, un trader en produits pétroliers fondé par l'italien Antonio Careri, et dont 51 % du capital sont détenus aujourd'hui par l'homme d'affaires slovaque, Karol Schlosser.

Remise à niveau

« Nous espérons pouvoir reprendre les négociations, de vraies négociations, avec quelqu'un de vraiment intéressé à trouver un accord pour la vente de la raffinerie », commente Frederico Careri, actionnaire et administrateur de Sotragem. Il n'en dira pas plus pour le moment, car il espère encore pouvoir conclure un accord. Il propose d'acquiescer la raffinerie, dont la capacité de production est de 5,5 millions de tonnes par an, pour l'euro symbolique, mais il est prêt à investir des sommes importantes, précise-t-il. En mars, son offre

avait été revalorisée de 80 millions à 400 millions d'euros sur trois ans. Aujourd'hui, fort d'une ligne de crédit auprès d'UBS, de Bank of China et d'une banque tchèque, il s'engage à investir 800 millions dans la remise à niveau de la raffinerie, dans un premier temps, puis dans sa reconversion partielle au bout de trois ans.

« Il n'y a plus les marges d'avant dans le trading, c'est pourquoi nous voulons nous donner des positions physiques, car sans dépôt ou raffinerie on ne peut plus poursuivre le métier », explique Frederico Careri. Il se dit intéressé par la « très bonne position géographique de la raffinerie de Berre pour desservir les pays méditerranéens et africains ».

Chez LyondellBasell, on répète que « l'offre de Sotragem ne présente aucune garantie pour un redémarrage effectif de la raffinerie » et qu'« une telle reprise pourrait être de nature à déstabiliser l'ensemble du pôle pétrochimique de Berre ». ■

906
personnes
sont encore employées
sur le site
de la raffinerie

Toujours plus de fonctionnaires en France

Collectivités territoriales et hôpitaux ont continué à recruter en 2012. L'État, en revanche, a fait maigrir ses effectifs.

GUILLAUME GUICHARD
@guillaume_gui

ÉVOLUTION
DES EFFECTIFS
EN 2012
SOURCE : INSEE

-24 400

Nombre de fonctionnaires
en moins dans la fonction
publique d'État
(avec les contrats aidés)

+31 000

Dans la fonction
publique territoriale
(contrats aidés inclus)

+8 000

Dans la fonction
publique hospitalière
(contrats aidés inclus)

EMPLOI L'inversion de la courbe a été rapide... dans la fonction publique. Mais pas dans le bon sens ! Après une baisse de 0,5 % en 2011, les effectifs de fonctionnaires sont repartis à la hausse l'année suivante, avec une augmentation de 0,3 %, rapporte l'Insee dans une étude publiée ce mercredi. La France comptait ainsi 5,5 millions de fonctionnaires au 31 décembre 2012, parmi lesquels 135 300 contrats aidés. À cette date, un Français sur cinq travaillait pour l'État, les collectivités locales ou l'hôpital.

Comme en 2011, l'État a été le seul bon élève de la classe, puisqu'il a fait maigrir ses effectifs en 2012. La baisse a toutefois été deux fois moins rapide que l'année précédente (-1 %). Soit au final la disparition de 25 500 postes (sans les contrats aidés). L'Insee ne se risque pas à donner d'explication précise à ce ralentissement dans la fonction publique d'État. Difficile pourtant de ne pas y voir la conséquence de l'abandon de la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Lors de son arrivée au pouvoir, en mai 2012, François Hollande a en effet remis au placard la politique de Nicolas Sarkozy en matière de réduction du nombre de fonctionnaires. De surcroît,



Les communes, départements et autres régions sont les moins bons élèves en matière de maîtrise des effectifs. Ces derniers ont affiché une hausse de 1,6 % en 2012. L'ARTISTE STEPHANE/PHOTOPQR/SUD OUEST

le gouvernement Ayraut a ouvert quelque 6 778 postes à la rentrée 2012 dans l'Éducation nationale.

Au sein de l'État, ce sont les ministères qui ont le mieux tenu leurs effectifs (-2,3 %), tandis que les opérateurs publics, type Météo-France, ont laissé filer les leurs, avec une progression de 2 % (hors transferts liés à la réforme de

l'autonomie des universités). Ce sont ces mêmes agences que la Cour des comptes ou l'inspection des Finances pointent du doigt, rapport après rapport, pour dénoncer leur trop grand nombre et leur gestion trop dispendieuse. Le premier ministre, Manuel Valls, semble avoir entendu ces critiques récurrentes. Il a confirmé la semai-

ne dernière vouloir « rationaliser » ces fameux opérateurs, lors de la présentation du plan d'économies de 50 milliards d'euros sur trois ans. Il a par ailleurs répété l'engagement de stabiliser les effectifs de l'État.

Mais le moins bon élève en matière de maîtrise des effectifs reste la fonction publique territoriale. En

clair, les communes, départements et autres régions. « Après une relative stabilité en 2011, les effectifs progressent de nouveau », relève l'Insee, avec une hausse de 1,6 %. En particulier, les regroupements de services au sein d'organismes intercommunaux n'ont pas permis aux municipalités de tailler dans leur personnel. Au contraire.

Les communes recrutent à nouveau

En effet, si les intercommunalités ont vu leurs effectifs bondir de 5,1 % via des transferts de personnels en provenance des communes, les mairies ont aussi recruté (+1,2 %), mettant fin à deux années de baisse. L'Association des maires de France (AMF) réfute l'idée selon laquelle ces recrutements s'expliquent par la proximité des élections municipales de mars 2014. Elle observe en revanche des besoins croissants dans le social, via la création de crèches municipales, de haltes-garderies et le développement des maisons de retraite communales.

Les établissements de santé ont aussi vu leurs effectifs augmenter, mais plus modestement (+0,7 %). Davantage que les hôpitaux, ce sont les Ehpad et autres centres médico-sociaux qui ont le plus recruté (+1,5 %). Dans ce secteur, les créations de postes sont fortes de puis plusieurs années, du fait de l'embauche d'aides-soignants. ■

PSA, le petit constructeur qui monte en Chine

En quatre ans, grâce à l'association avec Dongfeng, Peugeot et Citroën sont passés du 12^e au 7^e rang.

EMMANUEL EGLOFF
@eeegloff
ENVOYE SPECIAL À PEKIN

AUTOMOBILE À la sortie de l'aéroport international de Wuhan, dans la province de Hubei, la noria de taxis bicolores assure une formidable publicité pour Citroën. La plupart d'entre eux roulent en effet dans des C-Élysée, produites dans une usine que DPCA, la coentreprise entre PSA et le chinois Dongfeng, possède dans cette ville de 9 millions d'habitants située à 700 kilomètres à l'ouest de Shanghai.

Cette forte présence industrielle à Wuhan s'explique car la ville est le berceau de Dongfeng, le groupe qui apportera très prochainement 800 millions d'euros d'argent frais au groupe français en prenant 14 % de son capital. Plusieurs des autres coentreprises du groupe chinois - avec Nissan, Honda ou Kia - possèdent également des usines dans la région. Et celle que doit construire Renault sera également installée ici.

Aujourd'hui, DPCA possède trois usines d'assemblage à Wuhan. La dernière a été inaugurée en juillet. Une quatrième pourrait bientôt

voir le jour, mais pas à Wuhan. Des discussions seraient en cours avec la municipalité de Chengdu.

C'est une nécessité car la capacité de production des trois usines actuelles, 750 000 véhicules par an, pourrait être rapidement atteinte. L'an dernier, 547 000 voitures en sont sorties, permettant à PSA d'afficher 557 000 ventes en tenant compte des importations depuis l'Europe. Pour cette année, Gré-

goire Olivier, patron de PSA pour la Chine, compte « approcher 700 000 véhicules » avec DPCA, même si l'objectif officiel n'est que de 650 000. Avec DS, marque logée dans une autre coentreprise, le groupe français pourrait engranger 750 000 ventes en Chine cette année.

L'émergence des marques Peugeot et Citroën en Chine est récente. En 2010, DPCA occupait le

12^e rang chinois. Au premier trimestre 2014, la coentreprise franco-chinoise avait grimpé au 7^e rang, dépassant pour la première fois 4 % de part de marché.

Opposition frontale

Ce succès s'explique par une multiplication des modèles sur des segments à succès. Plus particulièrement chez Peugeot, qui a bénéficié de l'attention des dirigeants du groupe. « La Peugeot 3008, qui a été retravaillée pour la Chine afin d'accentuer son côté SUV, est un vrai succès », reconnaît Maxime Picat, directeur de la marque Peugeot. Il s'en est vendu plus de 50 000 l'an dernier. Et il va renforcer son offre dans le domaine avec la commercialisation effective depuis la semaine dernière de la Peugeot 2008.

La deuxième arme du constructeur a été le développement « d'une offre large sur le segment des berlines moyennes », précise Maxime Picat. Les berlines restent en effet très appréciées des consommateurs chinois. Logiquement, ce segment des voitures moyennes est celui qui connaît actuellement le plus fort développement. Il représente

aujourd'hui plus de la moitié du marché, contre à peine un tiers il y a dix ans. Chez Peugeot, ce segment est occupé, par ordre de prix croissant, par la 301, la 308 tricorps et une 408, spécialement conçue pour la Chine et dévoilée lors du Salon de Pékin dimanche.

De son côté, Citroën présente une offre extrêmement similaire avec trois berlines sur ce même segment (C-Élysée, C-Quatre et C4L). Les produits que proposent actuellement les deux marques de PSA vont donc totalement à l'encontre de la stratégie édictée par le nouveau patron du groupe, Carlos Tavares, qui ne souhaite plus que les voitures des deux marques soient similaires sur les mêmes segments. En Chine, cette opposition frontale est accentuée par « le positionnement identique des deux marques », selon un chargé de marketing - chinois - de DPCA.

Un premier pas vers une plus forte différenciation a été fait lors du Salon de Pékin avec la présentation par Citroën du concept car C-XR. Il s'agit en effet d'un SUV utilisant la plateforme de la 301 mais également de la C-Élysée, qu'il va sans doute remplacer. ■



Présentation de la Peugeot 2008 hybride, au Salon de Pékin. STR/AFP

La Peugeot 3008, qui a été retravaillée pour la Chine afin d'accentuer son côté SUV, est un vrai succès

MAXIME PICAT,
DIRECTEUR
DE LA MARQUE PEUGEOT

Alan Mulally, l'homme qui a sauvé Ford, va passer la main

Son numéro deux, Mark Fields, devrait lui succéder d'ici à la fin de l'année à la tête du constructeur américain.

PIERRE-YVES DUGUA
@PDugua
WASHINGTON

AUTOMOBILE Mark Fields, numéro deux de Ford Motor, pourrait être promu patron du groupe d'ici quelques jours. Cet homme de 53 ans succéderait donc à Alan Mulally, sous la présidence duquel, depuis sept ans, le constructeur automobile américain a connu un redressement spectaculaire. Le numéro deux de Detroit n'a pas démenti les informations selon lesquelles la passation de pouvoir pourrait être annoncée avant l'assemblée générale en mai. Fields prendrait le volant d'ici à la fin de l'année.

Recruté par la famille Ford en 2006 pour sortir le constructeur de l'ornière, Alan Mulally venait de passer 35 années chez Boeing. Aujourd'hui âgé de 68 ans, pressenti pour diriger Microsoft en 2013, il a tardé à refuser explicitement cette possibilité, ce qui a déçu à plusieurs membres du conseil d'administration de Ford. L'accélération du calendrier de sa succession semble servir les intérêts de toutes les parties.

Ford a le vent en poupe et souhaite tirer parti des difficultés de la direction de son rival General Motors (GM) pris dans de multiples poursuites judiciaires et administratives à cause du défaut de fabrication qui affecté des millions de

véhicules. Auréolé par son succès chez Ford, Alan Mulally, selon son entourage, est ouvert à une nouvelle carrière à la tête d'une autre entreprise.

Coup de génie

De son côté, Mark Fields, proche collaborateur d'Alan Mulally, a déjà commencé à assumer certaines fonctions de son charismatique patron. Il est particulièrement important que Ford démontre dans sa transition que l'état d'esprit qui régnait jadis au sommet du groupe, caractérisé par des luttes de clans et des coups bas, est bel et bien révolu. Mark Fields a survécu aux changements imposés par Alan Mulally en sept ans. Depuis son

entrée chez Ford en 1989, ce diplômé de la Harvard Business School a accumulé une grande expérience internationale, dirigeant notamment les activités du constructeur en Europe.

Appelé par Bill Ford Jr., patron de Ford avant le recrutement d'Alan Mulally, pour diriger les activités du constructeur en Amérique du Nord, Mark Fields s'est bien entendu par la suite avec le nouveau PDG. Il a mis en place la stratégie One Ford définie par Alan Mulally, visant à faire des économies en utilisant le plus possible des plates-formes uniques pour tous les modèles de Ford dans le monde.

Le coup de génie d'Alan Mulally a été d'hypothéquer tous les actifs

de Ford en 2006 pour lever 23,5 milliards de dollars. Cette somme a permis au groupe de surmonter la crise et d'éviter le dépôt de bilan sans recourir aux aides publiques comme ont dû le faire GM et Chrysler. Dès 2009, Ford a même recommencé à dégager des profits. Après 30 milliards de dollars de pertes de 2006 à 2008, Ford a accumulé des bénéfices records de plus de 42 milliards de dollars depuis cinq ans. Ses marges de 10 % font beaucoup de jaloux. Lorsqu'Alan Mulally est arrivé, Ford comptait six marques : Ford, Lincoln, Mercury, Jaguar, Land Rover et Volvo. Seules les deux premières sont encore dans le giron du groupe. ■



Selon son entourage, Alan Mulally est ouvert à une nouvelle carrière à la tête d'une autre entreprise. S. HONDA/AFP

ENTREPRISES

Canibal s'attaque au recyclage des gobelets

Autogrill, la SNCF ou ArcelorMittal croient au potentiel de cette machine qui récupère les emballages de boisson.



Une machine Canibal. DR

ANNELOT HUIJGEN @AnnelotHuijgen

INDUSTRIE Les salariés au siège de L'Oréal, à Clichy (92), détiennent pour l'instant le record du nombre de canettes, bouteilles et gobelets en plastique recyclés grâce à la machine Canibal installée dans leurs locaux. Une personne sur 15 rapportant son déchet gagne un café gratuit ou l'une des autres offres, comme un trajet en Autolib' ou un coupe-file pour un parc d'attraction. La machine, ressemblant à un distributeur de friandises, deviendra vite un objet familier, espère le président de Canibal, Benoît Paget. « Nous avons aujourd'hui 100 machines, volontairement ludiques

pour encourager le geste de tri : le recyclage n'est plus une contrainte. Elles devraient être entre 200 et 300 à la fin de l'année. »

Créée par deux étudiantes de l'EM Lyon puis rachetée par Derichebourg et revendu pour un euro en 2009 à Benoît Paget et Stéphane Marrapodi, Canibal est encore une toute jeune entreprise (209 000 euros de chiffres d'affaires en 2013) mais la liste de ses partenaires qu'elle a réussi à convaincre est impressionnante.

Plus que les bureaux, Canibal vise les lieux publics : après la gare Montparnasse, à Paris, ses machines arrivent bientôt à Saint-Lazare, gare de l'Est et gare du Nord et sur trois axes d'autoroute Autogrill.

L'entreprise discute par ailleurs avec la restauration collective (Elior, Sodexo...) et a répondu à des appels d'offres avec des acteurs de la distribution collective, dont Selecta. « Pour eux, nous sommes un formidable argument commercial », note Benoît Paget, au milieu de sacs remplis de gobelets et de canettes. Ils attendent d'être compactés en balles par le compresseur installé chez Canibal, dans la zone portuaire de Gennevilliers, près de Paris.

Le nom Canibal - pour « canettes en balles » - est inspiré de ce procédé qui permet de transporter les déchets à moindre coût vers les entreprises de recyclage, pour être en fine réutilisés par ArcelorMittal (acier), Constellium (aluminium) ou Appe

(plastique). « Il n'existait aucune solution pour les gobelets pourtant très nombreux : 5 milliards sur 8 milliards d'emballages de boisson consommés hors domicile par an », détaille Benoît Paget. Canibal a donc mis au point un nouveau matériau, utilisé comme revêtement de sol, cloison, bureau ou plan de travail. Il sera produit par un industriel français. « Nos machines, uniques au monde, sont elles produites par Sainttronic à Saintes (Charente-Maritime) », souligne Benoît Paget.

Introduction en Bourse

Canibal n'emploie que 14 personnes, car les machines sont pilotées à distance. « Les emballages de boissons ne représentent que 120 000

tonnes, comparé à 4,7 millions de tonnes d'emballages ménagers, mais ils posent un problème d'image aux producteurs et distributeurs », explique le président. D'où l'idée d'équiper les machines d'écrans pour que les entreprises communiquent sur leurs programmes de développement durable.

Canibal est actuellement en pleine augmentation de capital à laquelle Bpifrance, qui en détient déjà 2 %, a souscrit. « Nous réfléchissons à une introduction en Bourse dans les mois à venir pour financer le développement de notre parc », révèle Benoît Paget. Car Canibal a faim et se projette déjà au-delà des frontières, notamment aux États-Unis, où les volumes de déchets sont très importants. ■

Travail dominical : Fabius veut assouplir la loi

Le patron du Quai d'Orsay estime indispensable d'ouvrir les commerces pour développer le tourisme en France.



LAURENT FABIOUS
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Le touriste qui vient le dimanche et qui trouve un magasin fermé ne va pas revenir le jeudi. (...) Pour les touristes, il faut qu'il y ait une ouverture, compensée bien sûr pour les salariés. Il faut modifier un certain nombre de dispositions

IVAN LETESSIER @ivanletessier

COMMERCE Cinq mois après la remise du rapport Bailly sur l'ouverture des commerces le dimanche, Laurent Fabius donne un nouveau coup de pied dans la fourmière. « Il y a une certitude, c'est que le touriste qui vient le dimanche et qui trouve un magasin fermé ne va pas revenir le jeudi », a martelé mardi sur RTL le ministre des Affaires étrangères, qui a récupéré lors du remaniement le Commerce extérieur et le Tourisme, jusqu'ici gérés à Bercy.

« Pour les touristes, il faut qu'il y ait une ouverture, compensée bien sûr pour les salariés. Il faut modifier un certain nombre de dispositions, j'y suis favorable », a ajouté Laurent Fabius, sans plus de précision. Cette sortie, qualifiée de « bombe » au Quai d'Orsay, « prouve un retour encourageant au principe de réalité, selon Claude Bouille, de l'Union du grand commerce de centre-ville. L'ouverture dominicale permettrait de créer au minimum 20 000 emplois en équivalent temps plein. »

Début décembre, dans la foulée de la remise du rapport Bailly, commandée deux mois plus tôt sur fond de fronde dans le secteur du bricolage, Jean-Marc Ayrault, alors premier ministre, avait promis pour 2014 une remise à plat du maquis réglementaire entourant l'ouverture des commerces le dimanche. Mais depuis, il ne s'est rien passé, hormis la publication d'un décret autorisant l'ouverture des magasins de bricolage le jour du seigneur le temps que la loi évolue. Décret que

le gouvernement a dû retravailler, après s'être fait retoquer par le Conseil constitutionnel.

Les distributeurs, leurs salariés et clients attendent toujours le véhicule législatif promis, qui doit donner le pouvoir aux élus locaux de définir, partout en France, des périmètres d'animation concertés commerciaux (PACC) et des périmètres d'action concertés touristiques (PACT). « Laurent Fabius veut mettre le turbo, assure un observateur. Avec le rapport Bailly, le précédent gouvernement avait en fait tenté d'enterrer le sujet, ce qui explique que rien n'ait bougé depuis. »

Pression sur Anne Hidalgo

Certes, il existe 620 zones touristiques en France, mais les maires d'Annecy, La Rochelle, Lille et Strasbourg refusent le classement de leur ville. Pourtant, les Galeries Lafayette de Strasbourg réalisent un quart de leur activité avec les non-résidents. La situation est encore plus ubuesque à Paris : sept zones touristiques existent dans la capitale, mais elles excluent le boulevard Haussmann et ses grands magasins Galeries Lafayette et Printemps, l'avenue Montaigne et ses boutiques de luxe, ou encore le quartier de la Butte Montmartre.

« Une possibilité serait de modifier la loi afin que les zones touristiques soient définies par décret, et non plus à l'initiative des maires », estime Olivier Vasset, avocat associé au cabinet Baker & McKenzie. Une telle démarche serait maladroite après la vague bleue aux municipales, même si cela serait un moyen de mettre la pres-



À Paris, sept zones touristiques existent dans la capitale, mais elles excluent le boulevard Haussmann et ses grands magasins. FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

sion sur Anne Hidalgo, la nouvelle maire de Paris, si elle prend du retard à tenir ses promesses de campagne de régler le cas des grands magasins.

Personne dans l'entourage de Laurent Fabius n'était en mesure mardi soir de mettre en perspective ses déclarations matinales. Reste à savoir si la précipitation du ministre à faire bouger les lignes préservera les avancées sociales prévues dans le rapport Bailly. Ce dernier proposait, en cas de travail dominical, de rendre obligatoire le volontariat et

le supplément de salaire dans les zones touristiques.

En voulant marquer son nouveau territoire, le nouveau ministre du Tourisme a sans doute commis une bourde diplomatique vis-à-vis de ses collègues du gouvernement et des syndicats, très vigilants sur le sujet. Au moins s'est-il mis dans la poche les professionnels du tourisme, même s'il n'a pas abordé le sujet de l'ouverture après 21 heures dans des zones touristiques, très sensible sur les Champs-Élysées. ■

EN BREF

Le gouvernement appelle les banques au civisme

Les ministres de l'Économie et des Finances, Arnaud Montebourg et Michel Sapin, ont appelé, mardi, les banques à être « plus civiques » et à se mettre « au service de l'économie réelle », notamment des PME. « Dans la finance, comme le cholestérol, il y a la bonne et la mauvaise. La mauvaise est spéculative, la bonne s'intéresse aux placements à long terme et soutient les chefs d'entreprise », a glissé le ministre de l'Économie.

Rebsamen : conférence sociale « début juillet »

Le ministre du Travail, François Rebsamen, a annoncé mardi que la prochaine conférence sociale aurait lieu « début juillet » et serait le « premier temps fort » du suivi des « engagements » qui seront pris par le patronat dans le cadre du pacte de responsabilité.

L'économie espagnole « en voie d'amélioration »

L'Espagne, quatrième économie de la zone euro, est « nettement en voie d'amélioration », grâce au dynamisme des exportations, mais le déséquilibre de ses finances publiques reste « sa principale faiblesse », a estimé mardi l'agence de notation américaine Moody's.

➤ Plus d'un salarié sur deux prêt à faire des heures supplémentaires pour gagner plus
➤ Coupe du monde : les syndicats allemands réclament des horaires aménagés
www.letigaro.fr/economie

Premiers pas des professionnels du tourisme au Quai d'Orsay

JEAN-BERNARD LITZLER
jblitzler@lefigaro.fr

TOURISME Passée la déception de ne plus avoir de ministre de plein exercice mais un secrétaire d'État, Fleur Pellerin, les professionnels du tourisme apprécient aujourd'hui d'être rattachés à un poids lourd du gouvernement. C'est donc Laurent Fabius qui a fait le premier pas en recevant représentants syndicaux, associations et entreprises du secteur, les uns après les autres, tout au long de ce mardi après-midi. Il n'a pas hésité à multiplier les questions, prolongeant les rendez-vous bien au-delà de l'horaire prévu.

« Il nous a rappelé qu'il avait insisté pour que le tourisme lui soit rattaché et qu'il pèserait de tout son poids politique dans ces dossiers », précise Didier Chenet, président du syndicat hôtelier Synhorcat. Il estime d'ailleurs que le rattachement au ministère des Affaires étrangères pourrait faciliter les formalités de visa pour certains touristes et faire progresser des normes européennes. Ce professionnel en a profité pour suggérer la tenue de rencontres interminis-



Didier Chenet, président du syndicat hôtelier Synhorcat. HAMILTON/REA

tielles consacrées au tourisme deux fois par an.

Très largement représenté, le secteur de l'hôtellerie a évoqué ses sujets de préoccupation « Le dossier principal concerne les agences de réservations en ligne dont les commissions pèsent de plus en plus lourd sur nos professionnels menaçant parfois leur existence même », souligne Claude Daumas, président du syndicat hôtelier Faght. Mais nous souhaitons également faire évoluer les calendriers de vacances scolaires

pour qu'ils soient plus favorables au tourisme et améliorer les systèmes de financement de nos adhérents via Bpifrance pour favoriser les cessions ou les travaux de modernisation. »

Calendriers des vacances

« Nous voulons aussi préciser son champ d'activité par rapport au secrétariat d'État au Commerce, commente Roland Héguy, président du syndicat hôtelier Umih. Laurent Fabius nous a bien affirmé qu'il prenait sous son aile les Assises du tou-

risme. » Là encore, il a été question des centrales de réservation en ligne mais aussi de la promotion du fait maison et même de l'importance de la vie nocturne comme élément de l'offre touristique.

Même s'ils ne sont pas tous concernés en premier lieu, ces représentants du tourisme ont apprécié les propos du ministre en faveur du travail dominical. « Les touristes parisiens sont de plus en plus en plus sollicités pour aller effectuer un week-end de shopping à Londres, explique Didier Chenet. Une ou deux nuits perdues sur un séjour de trois ou quatre jours, c'est la moitié de l'activité qui disparaît et au final les emplois qui vont avec. »

Frédéric Pierret, directeur général d'Alliance 46-2, une structure qui rassemble 19 entreprises majeures du tourisme (Accor, Club Méditerranée...), est particulièrement sensible à la question. « Le shopping est devenu en lui-même une forme de tourisme comme le prouvent notamment Dubaï ou Singapour, souligne-t-il. Cette activité connaît un taux de croissance à deux chiffres et la France doit rester compétitive et ne peut pas se permettre de rester à l'écart de ce mouvement. » ■

7 %
des emplois
en France dépendent
actuellement
du tourisme

Le Bangladesh conserve sa place au cœur de l'industrie textile

Il y a un an, l'effondrement de l'immeuble de confection du Rana Plaza faisait plus de mille victimes. Si les donneurs d'ordre se montrent plus regardants, le pays reste incontournable.

ANNE-SOPHIE CATHALA @Ascathala

TEXTILE Jeudi dernier, trois députés ont demandé que le Parlement débâte rapidement d'une proposition de loi imposant aux entreprises un devoir de vigilance aux sociétés faisant appel à des sous-traitants hors d'Europe. Ils ont aussi exhorté « les entreprises françaises du textile et de la grande distribution ayant des partenaires commerciaux au Bangladesh à participer au fonds d'indemnisation des victimes du Rana Plaza ». Il y a un an, le 24 avril 2013, l'effondrement de cet immeuble de confection textile avait provoqué la mort de 1 138 personnes. Deux mille autres ont été blessées. Cette catastrophe a jeté une lumière crue sur les conditions de travail dans des pays à très bas salaires : au Bangladesh, ils sont quatre fois inférieurs à ceux de la Chine.

Le Rana Plaza a aussi pointé la responsabilité des marques occidentales qui se fournissent dans ce pays, souvent par l'intermédiaire d'une cascade de sous-traitants avec lesquels elles n'ont pas de contacts directs et dont elles ignorent même l'existence. « Après le drame, certaines ne savaient pas, réellement, où étaient fabriquées leurs collections », explique Paul Lister, directeur juridique d'Associated British Food, maison mère de Primark. Mais nous, nous savions, car, pour être très compétitifs, nous avons un nombre limité de fournisseurs, fidèles. »

Tee-shirt éthiopien

Pour clarifier la filière, 150 entreprises internationales ont signé un Accord sur la sécurité et les risques incendie au Bangladesh (Fire and Safety Agreement). Elles s'engagent à financer des audits dans 1 700 usines mais aussi à maintenir le volume de commandes au moins au même niveau pendant cinq ans. « Ce qui peut laisser craindre que certaines fuient ensuite vers d'autres pays, même si le Bangladesh reste très attractif », remarque Vanessa Gauthier, de l'ONG Peuples solidaires.

Un an après, à part Disney, peu d'entreprises ont quitté le Bangladesh. En revanche, elles sont nombreuses à tenter de trouver d'autres sous-traitants dans d'autres pays : Europe de l'Est, Égypte, Turquie... à la fois pour préserver leur réputation



Une employée dans une usine de textile, à Dhaka. ANDREW BIRAL/REUTERS

tion et pour pallier d'éventuels dysfonctionnements. Philippe Barbry, PDG de la griffe masculine française Devred, dont 10 % des approvisionnements venaient depuis cinq ans du Bangladesh, a réduit « cette part d'un tiers, après avoir connu des soucis de livraisons à la suite des émeutes qui ont agité le pays ». H&M, sans abandonner le Bangladesh, teste l'Éthiopie et le Kenya.

Dhyana van der Pols, présidente du cabinet de conseil Nash International, est, ces derniers temps, très sollicitée par de grandes marques

désireuses de se fournir ailleurs qu'au Bangladesh. « Au premier semestre, les commandes mondiales au Bangladesh auront baissé de 30 % par rapport à la même période de l'année dernière », évalue-t-elle.

Selon une étude de la Fédération de la maille et de la lingerie, « la qualité et le coût de la main-d'œuvre en Afrique seront identiques à ceux de l'Asie d'ici deux ans, et la productivité très proche ». Le coût du Tee-shirt éthiopien est déjà comparable à celui du Tee-shirt bangladais. Mais l'Éthiopie, avec ses 150 usines, ne

fait pas encore le poids et le Bangladesh reste le deuxième producteur mondial derrière la Chine. L'Asie est loin d'avoir dit son dernier mot. « On n'assiste pas à une érosion de la part de l'Asie dans le sourcing européen d'habillement », insiste Jean-François Limantour, président du Cercle méditerranéen des dirigeants textile-habillement (CE-DITH). Au contraire, cette part ne cesse de croître : elle était de 67 % en 2008, puis de 73,9 % en 2013, soit les trois quarts des approvisionnements européens. » ■

EN BREF

Bénéfice à la baisse pour McDonald's

Le leader mondial du burger a annoncé mardi une baisse plus marquée que prévu de son bénéfice au premier trimestre. Les ventes à restaurants constants du groupe se sont repliées de 1,7 % aux États-Unis, son principal marché, tandis que l'Europe progressait de 1,4 %. Le bénéfice net est ressorti à 1,2 milliard de dollars, contre 1,27 milliard l'an passé.

Shandong Airlines commande 50 Boeing

La compagnie régionale chinoise Shandong Airlines a commandé 50 Boeing 737 dont 34 exemplaires du Max (la version remotorisée). Ce contrat est évalué à 4,64 milliards de dollars, au tarif catalogue. Les appareils seront livrés entre 2016 et 2020, selon Shandong Airlines.

Les Pucers de Saint-Ouen cédées en partie

Jean-Cyrille Boutmy, PDG de Studyrma, un groupe spécialisé dans l'orientation et la vie étudiante, a racheté les deux marchés phares des Pucers de Saint-Ouen, Serpette et Paul-Bert, ont révélé Les Échos. La transaction s'élèverait entre 25 et 30 millions d'euros. Le propriétaire actuel est Grosvenor, la société immobilière appartenant au duc de Westminster. Depuis plusieurs années, les quelque 350 marchands de ces deux marchés étaient en guerre contre « le Duc », lord Gerald Grosvenor, qu'ils accusaient d'« imposer des ratios de rentabilité incompatibles avec les possibilités des puciers ». ■

Un fonds de 40 millions de dollars pour les victimes

Non sans mal, un fonds d'indemnisation a été créé, en décembre 2013, piloté par l'Organisation internationale du travail (OIT). Sa mise en place aura nécessité des mois de discussions entre les autorités locales, les entreprises d'habillement, les syndicats de travailleurs locaux et internationaux, des organisations non gouvernementales, dont le réseau européen Clean Clothes Campaign. Ils sont arrivés à la conclusion qu'il fallait réunir 40 millions de dollars au moins (30 millions d'euros),

uniquement pour les frais médicaux et la perte de revenus, pour les victimes et leurs familles.

Aide d'urgence

Seulement 15 millions de dollars ont été versés. Sur les 29 entreprises identifiées comme ayant fait confectionner des vêtements au Rana Plaza, une quinzaine ont apporté leur contribution : Camaleu, Primark, Bon Marché, Premier Clothing, El Corte Inglés, Mango, Mascot, Loblaw, C & A, Inditex (Zara), Kik, LPP S.A., N Brown Group.

Inditex, Gap ou C & A, non impliqués dans le drame mais s'approvisionnant toutefois au Bangladesh, ont accepté de participer au fonds, alors que d'autres, dont les étiquettes avaient été retrouvées dans les gravats, s'y refusent toujours, dont Benetton, Carrefour et Auchan. Benetton a jugé plus efficace d'apporter une aide directe à une association, pour financer des prothèses et des cours de formation.

Le géant irlandais de la mode à bas prix, Primark, a en revanche

été celui qui a réagi le plus vite, reconnaissant qu'un de ses sous-traitants travaillait au Rana Plaza. Après avoir déjà versé deux millions de dollars d'aide d'urgence, notamment alimentaire, il s'est engagé à verser 10 autres millions de compensation, dont 9 aux 580 personnes employées par son fournisseur au Rana Plaza, ainsi qu'à leurs familles, et un autre million. 7 de ces millions auront été gérés par le fonds, soit près de la moitié de la somme récoltée à date. ■

A.-S. C.



LES DÉCIDEURS

PAR Carole Bellemare avec Richard Heuzé (à Rome)

www.decideurs.lefigaro.fr

MONIQUE COHEN Hermès International

Lors de l'assemblée générale du 3 juin, la directrice associée d'ApaxPartner & Cie, par ailleurs membre du conseil de surveillance de JCDecaux, administratrice de Safran, de BNP Paribas et de la Société de financement local (Sfil), devrait faire son entrée au conseil de surveillance du groupe de luxe pour une durée de trois ans. Cette X, diplômée en droit et mathématiques, qui a rejoint Apax en 2000 après avoir œuvré chez BNP Paribas, remplacera Maurice de Kervenoael, président du conseil de surveillance de Laurent Perrier.

YVES CASEAU Groupe Axa



Le DGA de Bouygues Telecom, en charge des nouveaux produits, des services et de l'innovation depuis 2007, rejoint le groupe d'Henri de Castries comme directeur de la Digital Agency. Rapportant à Frédéric Tardy, directeur marketing et distribution, et à Dirk Marzluft, directeur des systèmes d'information, ce normalien et docteur en informatique a pour mission d'accélérer le développement des produits et services digitaux pour les entités du groupe, en particulier sur les terminaux mobiles, et de renforcer l'innovation au service des clients.



Emma Marcegaglia, la « dame d'acier » à la tête du géant italien Eni

Pour la première fois, une femme devient présidente d'Eni, un colosse de 78 000 salariés, présent dans 90 pays, n°7 mondial des hydrocarbures. Emma Marcegaglia a été nommée par le gouvernement de Matteo Renzi. Elle aura pour administrateur délégué Claudio Descalzi, un homme du sérail. Si elle-même n'a aucune affinité avec l'industrie du gaz et du pétrole, la « dame d'acier », comme on la surnomme, est en revanche une organisatrice née qui peut se vanter d'une longue expérience du monde des affaires, beaucoup de pragmatisme et une énergie à revendre.

Ex-patronne des patrons

Issue d'une lignée d'industriels originaires de Mantoue, cette ex-tête de classe formée à Milan (Bocconi) et à New York a d'abord travaillé comme administrateur délégué, avec son frère Antonio, dans l'entreprise familiale. La firme Marcegaglia emploie 7 000 métallos dans le monde et possède 43 usines où elle transforme 5 millions de tonnes d'acier par an. Elle est considérée comme un chef d'État social, symbole du capitalisme familial italien. À partir des années 1990 toutefois, Emma s'implique dans la Confindustria,

l'association du patronat italien. Vice-présidente avec délégation de pouvoirs sur l'Europe, puis présidente des jeunes entrepreneurs, elle en devient en 2008 la première présidente. La plus jeune aussi. « Si mes collègues du patronat ont attendu cent ans pour élire une femme à leur tête et s'ils l'ont fait au plus fort de la pire crise économique de notre pays, il doit bien y avoir une raison », avait-elle lancé lors de son élection. À 50 ans, Emma Marcegaglia préside depuis juillet 2010 l'université Luiss de Rome ainsi que BusinessEurope, l'association qui rassemble tous les patronats européens, avec un mandat de deux ans. Petit signe d'indépendance : en 2010, elle a refusé le poste de ministre du Développement économique que Silvio Berlusconi lui proposait. Elle est mariée avec un ingénieur, Roberto Vancini, et a une petite fille de 12 ans, Gaia. Matteo Renzi, le premier ministre, a créé une énorme surprise en nommant avec elle trois autres femmes à la tête des groupes publics. Luisa Todini, une industrielle du BTP, va prendre la grande administration des Postes. Patrizia Grieco, présidente exécutive d'Oli-vetti, sera présidente du groupe d'énergie Enel, et Catia Bastioli, une industrielle du plastique, celle de Terna (transmission d'énergie). « Un choix courageux » pour le Corriere della Sera. R. H.

LOÏC ARMAND Fédération mondiale des annonceurs



L'organisation qui regroupe 60 associations nationales d'annonceurs et autant de groupes mondiaux constitue sa nouvelle équipe dirigeante. Le président de L'Oréal France et de l'Union des annonceurs (UDA) est nommé vice-président pour l'Europe de l'Ouest.

CARLOS TAVARES BERNADETTE SPINOY Faurecia

Le président du directoire de PSA Peugeot Citroën et la directrice raffinage-pétrochimie Orient de la branche raffinage-chimie de Total vont être nommés administrateurs de l'équipementier automobile dont le constructeur détient 51,7 %.

KETTY DE FALCO CSA

Tout en conservant la responsabilité des pôles services mobilité télécom et consommateur, cette IAE de 38 ans prend la direction générale de l'Institut présidé par Bernard Sananes.

MARCHÉS

LE CAC

	Ind	% var	+100 j	+1 an	+5 ans
ACCOR	36,03	+1,85	36,145	34,87	0,55
AIR LIQUIDE	100,7	+1,99	100,85	98,75	0,272
AIRBUS GROUP	51,37	+0,08	51,88	51,16	0,308
ALCATEL-LUCENT	28,96	+0,57	28,49	2,756	0,881
ALSTOM	23,375	+1,5	23,375	22,605	1,103
ARCELMITTAL	11,85	+1,2	11,885	11,66	0,38
AXA	38,91	+2,35	39,065	38,44	0,312
BNP PARIBAS ACTA	55,67	+2,17	55,98	54,55	0,301
BOUYGUES	29,625	+0,56	29,655	29,355	0,263
CAP GEMINI	52,59	+2,02	52,72	51,84	0,419
CARREFOUR	29,2	+1,34	29,3	28,76	0,467
CREDIT AGRICOLE	11,56	+1,63	11,565	11,29	0,184
DANONE	52,52	+0,36	52,63	52,05	0,375
EDF	28,945	+0,19	29,155	28,775	0,068
ESSILORINTL	73,83	+2,39	73,83	72,37	0,307
GDF SUEZ	19,995	+0,28	20,045	19,845	0,246
GEMALTO	85,23	+0,76	86,67	84,85	0,412
KERING	149,7	+0,03	150,3	149,05	0,163
L'OREAL	122,2	+0,7	122,65	121,5	0,099
LAFARGE	66,73	+1,32	67	65,75	0,263
LEGRAND	46,225	+1,62	46,265	45,355	0,162
LYNEX	14,31	+0,28	14,355	14,15	0,139
MICHELIN	93,68	+2,49	93,68	91,96	0,311
ORANGE	11,125	+0,74	11,175	10,93	0,336
PERNOD RICARD	85,94	+0,34	86,56	85,72	0,207
PUBLICIS GROUPE SA	63,44	+0,7	64,69	62,43	0,404
RENAULT	75,43	+2,81	76,1	73,67	0,357
SAPFRAN	49,78	+0,24	50,12	49,485	0,178
SAINT GOBAIN	44,43	+0,75	44,48	44,075	0,295
SANOFI	77,13	+2,39	77,29	76,5	0,202
SCHNEIDER ELECTRIC	66	+0,33	66,34	65,73	0,25
SOCIETE GENERALE	44,025	+1,62	44,33	43,245	0,472
SOLVAY	115,5	+2,44	116,6	112,65	0,269
TECHNIP	77,24	+1,05	77,24	76,5	0,447
TOTAL	49,745	+0,94	49,745	49,12	0,213
UNIBAIL-RODAMCO	191	+0,37	191,95	190,7	0,309
VALLBOUREC	41,625	+0,64	41,635	41,02	0,464
VEOLIA ENVIRON	14,485	+0,58	14,495	14,325	0,281
VINCI	54,65	+1,02	54,84	54,04	0,252
VIVENDI	20,165	+0,1	20,3	20,125	0,253

LES VARIATIONS

PLUS FORTES HAUSSES					
ORCO PROPERTY GRP	0,66	+15,79	0,73	0,63	3,29
BIOALLIANCE	7,83	+9,05	7,98	7,25	2,84
METABOLIC EXP	2,84	+7,98	2,85	2,68	1,203
INNATE PHARMA	7,41	+6,62	7,51	6,93	2,546
SOLOCAL GROUP	1,61	+5,23	1,63	1,53	1,16
PLUS FORTES BAISSSES					
ST DUPONT	0,25	-3,85	0,26	0,25	0,036
ATARI	0,33	-2,94	0,34	0,32	2,651
ARCHOS	3,38	-2,59	3,47	3,29	1,54
APRIL	16,77	-2,56	17,31	16,77	0,014
HI-MEDIA	2,1	-2,33	2,14	2,07	0,414

LES VALEURS

TARKETT PÉNALISÉ PAR LA RUSSIE
Le titre a reculé de 3,6 % à 25,20 euros, après que JPMorgan a abaissé à 31 euros son objectif de cours sur la valeur. L'analyste de la banque américaine salue la capacité du spécialiste des revêtements de sol à relever ses prix comme il l'a fait en Russie afin de compenser les effets négatifs de devises. Il estime cependant que les troubles politiques dans la zone, autour de l'Ukraine et de la Russie, pourraient continuer de perturber l'activité.

ARCELORMITTAL : LA DEMANDE REPART

Le titre du numéro mondial de la sidérurgie a gagné 1,1 % à 11,84 euros. Le titre a profité d'une étude du cabinet EY (ex-Ernst and Young) qui s'attend à une hausse de 3,3 % de la demande mondiale d'acier en 2014, tirée par les infrastructures, la construction, l'automobile et l'énergie. Mais alors que les perspectives de demande s'améliorent, l'étude affirme que les surplus « devraient perdurer pendant plusieurs années ».

WWW.ACHAT-OR-ET-ARGENT.FR

ACHAT ET VENTE D'OR ET D'ARGENT D'INVESTISSEMENT

N° Vert 0 800 119 119

GOOD & FILS

Maîtres orfèvres dès 1933

L'or

JOUR

VENDRE

31/12

L'INDICE

L'INDICE

L'INDICE

L'INDICE

L'INDICE

L'INDICE

L'INDICE

L'INDICE

L'INDICE

L'INDICE

L'INDICE

L'INDICE

L'INDICE

L'INDICE

L'INDICE

L'INDICE

L'INDICE

L'INDICE

L'INDICE

L'INDICE

L'INDICE

L'INDICE

L'INDICE

L'INDICE

L'INDICE

L'INDICE

L'INDICE

L'INDICE

LA SÉANCE DU MARDI 22 AVRIL 2014

CAC 40	SBF 120	EUROSTOXX 50	FOOTSIE	NASDAQ (18h)	X-DAX	DOW JONES (18h)	NIKKEI
4484,21 +1,18%	3502,88 +1,18%	3199,69 +1,39%	6681,76 +0,85%	4161,40 +0,97%	9600,09 +2,02%	16543,65 +0,57%	14388,77 -0,85%
EONIA (17/04)	ONCE D'OR	EURIBOR	PÉTROLE (Lond.)	DOLLAR	YEN	CHF	LIVRE
0,221 (0,204)	1286,75 (1299,00)	0,328 (0,327)	109,73 (109,94)	1,3817 (1,3793)	141,69 (141,55)	1,2214 (1,2207)	0,8205 (0,8214)

L'indice CAC 40 porté par les fusions-acquisitions

L'indice phare de la Bourse de Paris a gagné hier 1,18 %.

ROLAND LASKINE (AVEC AFP)

MARCHÉS Les Bourses européennes ont clôturé en nette hausse mardi, soutenues par l'activité de fusion-acquisition dans le secteur de la santé, une situation que les investisseurs interprètent comme un signe de la confiance des entreprises dans l'avenir. L'indice CAC 40 a ainsi gagné 1,18 %, à 4484,21 points, après une progression de 1,51 % la semaine dernière. La Bourse de Londres a grimpé de 0,85 % et celle de Francfort de 2,02 %. À la mi-séance, l'indice Dow Jones gagnait 0,57 %, à 16 543,65 points, et l'indice Nasdaq Composite s'ajugeait 0,97 %, à 4 161,40 points.

Le groupe canadien Valeant Pharmaceuticals International a confirmé vouloir acquérir l'américain Allergan, qui détient le brevet du fameux Botox. Novartis a de son côté annoncé vouloir échanger certains actifs avec GlaxoSmithKline et vendre sa division de santé animale à l'américain Eli Lilly. Enfin, selon le Sunday Times, le laboratoire américain Pfizer envisage une OPA sur le britannique AstraZeneca (lire page 18).

Dans ce contexte, toutes les grandes valeurs pharmaceutiques ont monté. À la Bourse de Paris, ce fut le cas de Sanofi, +2,19 %, à 77,13 euros, et d'Ipsen, +4,58 %, à 30,85 euros, qui bénéficient

l'un et l'autre de meilleures perspectives de revalorisation en Bourse.

De retour après un long week-end pas-cas, les opérateurs sur le marché obligataire ont toutefois pris des bénéfices sur les emprunts d'État français, avec un taux à dix ans exactement revenu sur la barre des 2 %. L'euro s'est, de son côté, stabilisé autour de 1,379 face au dollar.

Les valeurs les plus sensibles à la conjonction ont progressé. C'est le cas d'Alstom (+3,50 %, à 23,38 euros), de Renault (+2,81 %, à 75,43 euros) et des banques, à l'image de BNP Paribas (+2,17 %, à 55,67 euros). Le cours de la société de ser-

vices informatiques Steria, qui fait l'objet d'un projet de rapprochement avec Sopra, s'est envolé de 3,05 %, à 20,26 euros, à la suite d'une offre de rachat lancée par Atos à 22 euros par action.

La société foncière franco-néerlandaise Unibail-Rodamco a fait état hier après Bourse d'une hausse de 7,7 % de son chiffre d'affaires trimestriel, à 463 millions d'euros, grâce essentiellement à la hausse de ses revenus locatifs dans les centres commerciaux. Elle a surtout confirmé son objectif d'une croissance d'au moins 5,5 % de son résultat net récurrent par action cette année. ■

Philips publie des résultats décevants, le titre plonge à la Bourse d'Amsterdam

Le groupe néerlandais, dont les activités s'étendent de l'électronique de confort au matériel médical, a réalisé un bénéfice net trimestriel de 137 millions d'euros, en baisse de 15 %, soit un niveau inférieur aux attentes des analystes financiers. La déception des investisseurs est double. Elle tient tout d'abord au recul de 4 % du chiffre d'affaires, en raison d'un moindre

dynamisme en Russie et en Chine. Mais elle s'explique aussi par la dégradation de la marge opérationnelle, tombée à 7,32 %. La direction de Philips a, dans ces conditions, confirmé s'attendre à une année 2014 « difficile ». Elle s'est en revanche montrée confiante sur la capacité du groupe à atteindre ses objectifs fixés à l'horizon 2016. A Amsterdam, le titre a chuté de 8,4 %. R.L.

La France et les devises pénalisent Accor

Accor a publié un chiffre d'affaires trimestriel de 1,13 milliard d'euros, en recul de 5,5 % en données brutes. C'est 6 % de moins que ne l'attendait le consensus des analystes. Cependant, l'activité progresse tout de même de 2,1 % en données comparables.

La différence provient d'un effet de devises très pénalisant, notamment à cause du réal brésilien et du dollar australien qui ont perdu beaucoup de leur valeur face à l'euro. Le groupe présente pour la première fois ses comptes selon la nouvelle organisation mise en place en novembre, avec d'un côté Hotelinvest, propriétaire et investisseur hôtelier, dont les revenus progressent de 1,2 % à données comparables à 992 millions d'euros. De l'autre Hotel-Services, opérateur et franchiseur, qui a vu son chiffre d'affaires augmenter de 4,7 % à 262 millions d'euros.

Impact négatif de la hausse de la TVA

On note que les RevPars (revenus par chambre disponible, ratio clé du secteur) du groupe s'apprécient de 4,3 %. En revanche, ceux observés en France se sont tassés de 2,1 %. La faute à une demande en recul mais surtout à une augmentation de la TVA, passée de 7 à 10 % en janvier, qui n'a pu être réper-



Le siège du groupe Accor, à Paris.

PRM/SPA



cutée sur les clients. La faiblesse de l'activité au premier trimestre avait été anticipée par les investisseurs. Le titre a même terminé en nette hausse de 1,85 % à 36,03 euros, hier à la Bourse de Paris.

Les résultats 2013 publiés le 20 février avaient été bien accueillis par le marché, puisqu'ils avaient confirmé le retour du groupe aux profits, avec 126 millions de bénéfice net, contre une perte de 599 millions en 2012. Cependant, le cours de Bourse d'Accor est très nettement reparti à la baisse dès la mi-mars en raison des craintes liées à

l'évolution des revenus en France. L'Hexagone est en effet le vrai point noir. Il représente 40 % de la rentabilité opérationnelle. Or, les analystes de la société de Bourse Kepler Cheuvreux s'attendent à un deuxième trimestre encore faible en France. Toutefois la situation devrait se normaliser au second semestre avec un rattrapage graduel de la hausse de la TVA.

Les autres régions du monde, notamment l'Europe, ont montré de belles performances qui devraient se poursuivre tout au long de l'exercice. ■

LOIC DANTON

SICAV ET FCP

VALEURS LIQUIDATIVES EN EUROS

(OU EN DEVISES), HORS FRAIS

VALUTÉ LIQUID. DATE DE LIQUID. (N° 05634)

BANQUE PALATINE

42 rue d'Alger, 75008 Paris

Tél. 01 55 27 14 94

www.palatine.fr

SICAV

L'UNION C

220,57

16/04/14

SICAV

L'UNION C

38,20

16/04/14

L'UNION C

29,41

16/04/14

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

L'UNION C

A LIRE DANS

wansquare

SITE D'INFORMATIONS

EXCLUSIVES

■ BCE : un QE taillé

sur mesure

■ Taxe sur les bonus :

le contournement

d'UBS validé

par la justice

■ M & A : les technos

au plus haut depuis 2000

www.wansquare.com

Le beau printemps du cinéma français

La fréquentation des salles a grimpé de 18,6 % depuis janvier grâce à plusieurs productions nationales qui dépassent les 2 millions de spectateurs.

ALEXANDRE DEBOUTÉ @axel_deb

CINÉMA Après une année 2013 plutôt morose, qui s'est soldée par un recul de 5,3 % des entrées, les salles obscures françaises ont repris des couleurs depuis le début de l'année. Leur fréquentation a bondi de 18,6 % entre janvier et mars, cumulant 56,3 millions d'entrées, selon le Centre national du cinéma (CNC). Une dynamique portée par le succès de l'opération « 4 euros pour les moins de 14 ans » mais aussi par les belles performances des films français.

Fin 2013, le film de Guillaume Gallienne *Les Garçons et Guillaume, à table!*, qui a triomphé aux César, avait déjà cartonné en salle, avec au total près de 3 millions de spectateurs. Mais d'autres productions tricolores lui ont emboité le pas. Sur grand écran depuis fin février, *Supercondriaque*, la dernière comédie de et avec Dany Boon, a enregistré 5,2 millions d'entrées. Sorti deux semaines plus tôt, *Les Trois Frères, le retour*, des Inconnus, en a comptabilisé 2,2 millions. Et ce sont d'autres films français qui s'imposent encore depuis janvier : *Fiston*, avec Franck Dubosc, et la nouvelle adaptation de *La Belle et la Bête* (1,8 million d'entrées chacun), le biopic *YSL* (1,6 million) ou encore tout récemment *Qu'est-ce qu'on a fait au Bon Dieu?*, avec Christian Clavier et Chantal Lauby, qui a fait un démarrage tonitruant avec 1,1 million d'entrées en moins d'une semaine. *12 Years*



Qu'est-ce qu'on a fait au Bon Dieu?, avec Christian Clavier et Chantal Lauby (assis, au premier plan), a fait un démarrage tonitruant avec 1,1 million d'entrées en moins d'une semaine. UGC DISTRIBUTION

a *Slave* (1,7 million d'entrées) est la seule production anglo-américaine à se glisser dans ce haut de tableau.

Succès auprès des jeunes

Au final, sur les quatre premiers mois de l'année, quatre films dépassent 1,8 million de spectateurs, contre seulement deux à la même époque l'an passé : *Les Profs* et *Boule et Bill*. Sans entrer dans un débat sur la qualité des productions nationales, ce beau début

d'année doit beaucoup à l'opération inédite « 4 euros pour les moins de 14 ans », en place depuis le 1^{er} janvier. Depuis cette date, elle a en effet généré plus de 2,5 millions d'entrées, soit plus d'un quart des 9 millions de spectateurs supplémentaires par rapport à l'an dernier. Souvent accompagnés de leurs parents, les enfants et adolescents plébiscitent en effet les films français. Au début de l'année, la présence de ces jeunes spectateurs a retrouvé les

niveaux les plus élevés de la décennie. Elle s'est fortement renforcée par rapport aux trois dernières années, passant de 14,4 % en janvier-février 2013 à 21 % en janvier-février 2014.

Il ressort de tout cela que la part de marché des films français est montée à 46,7 % sur les trois premiers mois de l'année, contre 40,5 % il y a un an. En face, la part des productions américaines est retombée à 40,2 %, contre 48,3 % entre janvier et mars 2013. ■

LES AUDIENCES

Lundi 21 avril
en millions de téléspectateurs
(source Médiamétrie)

TF1

4,8 millions
Série *Taxi Brooklyn*
Part d'audience : 18,1 %

france 2

4,4 millions
Série *Rizzoli ans Isles*
Part d'audience : 16,6 %

6

3,4 millions
Jeu « *Top Chef* »
Part d'audience : 16,9 %

france 5

1,8 million
Magazine « *Tout peut changer* »
Part d'audience : 7,2 %

EN BREF

Possible création d'un fonds pour la presse

La ministre de la Culture, Aurélie Filippetti, a évoqué mardi une possible prochaine « disposition législative » pour créer un statut de société de presse à but non lucratif.

Publicis-Omnicom : la fusion reportée

À l'occasion des résultats trimestriels du groupe américain Omnicom, son PDG, John Wren, a indiqué qu'il n'était « pas possible » de prévoir quand la fusion avec le français Publicis pourrait intervenir en raison de la « complexité » de l'opération.

EUROPE 1 DEVIENT LA 1^{ÈRE} RADIO EN ÎLE-DE-FRANCE !

POUR LA 1^{ÈRE} FOIS DE SON HISTOIRE
EUROPE 1 DEVIENT LA 1^{ÈRE} RADIO
EN ÎLE-DE-FRANCE,
DEVANT RTL, FRANCE INTER ET RMC.

Europe 1

Lagardère
publi

CONTACT : MARIE REMOIN-COUTEAU
01 41 34 97 10
WWW.LAGARDERE-PUB.COM

Médiamétrie 126 000 Radio / 13+ / Audiences Cumulées / JFM 14 /
Lundi-Vendredi / 5h-24h / Île-de-France

Frédérique Bredin : « Nous avons tiré les leçons des déceptions de 2013 »

Frédérique Bredin est présidente du Centre national du cinéma et de l'image animée depuis juin 2013.

LE FIGARO. - Comment expliquez-vous ce « printemps » du cinéma français ?

Frédérique BREDIN. - Le début de l'année 2014 est très encourageant pour le cinéma en général, et particulièrement pour le cinéma français. La part de marché des films tricolores est estimée à 46,7 % au premier trimestre de l'année, contre 40,5 % l'année dernière. 56,27 millions d'entrées ont été réalisées au cours du premier trimestre, soit 18,6 % de plus que l'année dernière. La qualité et la diversité des films expliquent en partie ce très bon début d'année. Le cinéma français occupe le podium des succès en salle avec *Supercondriaque*, par exemple, qui réalise 5,2 millions d'entrées.

La part du cinéma français a été très mauvaise l'an dernier. La comédie va-t-elle sauver la production nationale ? C'est la diversité et la richesse des productions cinématographiques françaises qui feront sans aucun doute le succès de 2014. En termes de comédies, 2013 a comporté de réelles surprises, comme *Guillaume et les garçons, à table!*, ou encore *9 mois ferme*. Il y a dans le genre des comédies une demande d'originalité et de renouvellement. Les films de ce début d'année répondent à cette demande du public.

Pensez-vous que la filière a tiré les leçons des polémiques sur le financement du cinéma français après le rapport Bonnell ? Je pense surtout que les leçons ont été tirées des déceptions de l'année 2013 sur des films qui étaient pourtant très attendus. Depuis le début de l'année, nous assistons à une baisse générale du nombre de films produits et aussi à une baisse des films à très gros

budgets. À la fin du mois de mars, il n'y a aucun film dont le budget dépasse 15 millions d'euros, quand il y en avait trois l'année dernière. Nous constatons, et je m'en réjouis, la correction et l'autorégulation du secteur qui s'opèrent, ce qui montre la capacité du cinéma à se réinventer. Notre objectif de 2014 sera, à la suite des concertations professionnelles autour du rapport Bonnell, de prendre des mesures pour cadrer et limiter les risques d'un retour de l'inflation sur les films à plus gros budgets.

L'opération 4 euros a très bien démarré. Souhaitez-vous qu'elle continue ?

Après la baisse du taux de TVA, il était important de mettre en place une opération envers le public.

Notre objectif en 2014 est de prendre des mesures pour cadrer et limiter les risques d'un retour de l'inflation sur les films à gros budgets

FRÉDÉRIQUE BREDIN, PRÉSIDENTE
DU CENTRE NATIONAL DU CINÉMA
ET DE L'IMAGE ANIMÉE

C'est avec notre soutien que la Fédération nationale des cinémas français a mis en place cette action d'envergure en faveur des jeunes spectateurs. Cette opération a obtenu de très bons résultats. 2,5 millions d'entrées supplémentaires, c'est cinq fois plus que le nombre d'entrées à 4 euros l'année dernière. Elle permet de fidéliser le public de demain. Aujourd'hui, cela nous semblerait logique et important que cette opération soit pérenne. Nous ferons un premier bilan dans quelques mois pour en mesurer l'exact impact.

PROPOS RECUEILLIS PAR A. D.



BEAUTÉ
« EAU COUTURE »,
« VOILE DE PARFUM »...
LES NOUVEAUX NOMS
DES FRAGRANCES **PAGE 28**

LE FIGARO

et vous



VOYAGE
ESCAPADE À
AIGUES-MORTES, EN
CAMARGUE GARDOISE
PAGE 30



**ÇA C'EST...
DEAUVILLE!**
Olivier Nuc

« 96 heures »

Un flic dans la balance

Un truand, Niels Arestrup, séquestre un policier, Gérard Lanvin. Une confrontation signée Frédéric Schoendoerffer qui ne laisse aucune place à l'innocence.

PAGE 26



Niels Arestrup et Gérard Lanvin, un duo de choc.

DES NOTES ET DES LETTRES

ONZIÈME ÉDITION DU FESTIVAL LIVRES & MUSIQUE

Deauville attire les chalands par milliers, surtout en ce week-end de Pâques. Bon nombre sont venus faire du lèche-vitrines. Quelques-uns ont été attirés par la nouvelle édition du festival Livres & Musique. Avec Londres en ligne de mire : la capitale britannique fournit le thème de la manifestation. Les Rolling Stones ont planté leur tente, à travers une exposition de Dominique Tarlé, qui a suivi l'enregistrement d'*Exile on Main Street*, en 1971. Le photographe n'est pas avare d'anecdotes, qu'il livre volontiers, enjolivant la réalité quand il le faut. Le contingent anglais se charge de rétablir la vérité, à grands coups d'érudition. Nik Cohn raconte les grandes étapes de sa vie. Pionnier de la rock critique britannique, il est l'auteur de la nouvelle qui a inspiré *Saturday Night Fever*. Sa diction impeccable et sa passion intacte ont illuminé le bord de mer.

Habitué des lieux, Antoine de Caunes n'est pas venu en ville depuis des mois, explique le maire à Michka Assayas. Le maître d'œuvre du *Dictionnaire du rock* aimerait évoquer sa somme encyclopédique au « Grand Journal ». Il devra se contenter du Centre international de Deauville et son public familial. Dans la foule, un intervenant à lunettes fumées glace l'ambiance en lançant : « Que savez-vous de la disparition de David Bowie ? », devant un aréopage de journalistes rock médusés. Le plus grand d'entre eux a donné rendez-vous après l'apéritif dinatoire du samedi, et son ballet de tickets d'entrée. Accompagné ou non accompagné, « that is the question ». Nick Kent, installé à Paris depuis vingt-cinq ans, parle toujours aussi mal le français, mais sa traductrice est pire. L'escogriffe du NME (*New Musical Express*) a choisi de commenter plusieurs pépites des Byrds, de Martha and the Vandellas et de Tim Buckley. Personne ne bronche. Devant le jury en charge de récompenser des auteurs, Joseph d'Anvers vient lire des nouvelles de Richard Lange qu'il illustre avec une rare élégance à la guitare, couronnant pour de bon les noces entre littérature et musique.

L'enfant, la girafe et l'intifada

CINÉMA Premier film très réussi de Rani Massalha, « Girafada » transforme une anecdote du conflit israélo-palestinien en fable légère et profonde.

MARIE-NOËLLE TRANCHANT
mtranchant@lefigaro.fr

À Qalqilya, près de Naplouse, encerclé par le mur qui sépare les Territoires palestiniens d'Israël, il y a un zoo. Et dans ce zoo, des girafes. En 2003, lors de la seconde intifada, une dépêche annonça : « Le conflit israélo-palestinien a fait une victime de plus : une girafe est morte au zoo de Qalqilya. » La nouvelle émut Rani Massalha, jeune Palestinien qui a grandi en France et travaillait alors dans la finance à Londres : « J'ignorais qu'il existait un zoo en Palestine, raconte-t-il, et je me suis mis aussitôt en tête d'agir pour qu'il acquière une nouvelle girafe en pratiquant un échange d'animaux avec un zoo israélien. Il me semblait que c'était une manière de rendre aux enfants palestiniens le seul espace où ils pouvaient encore prétendre à vivre les bonheurs de leur âge. »

Sa tentative n'a pas abouti, du moins sous cette forme. Car elle a conduit

Rani Massalha vers le cinéma, et son premier film, *Girafada*, reprend cette histoire pour en faire une aventure à la fois allègre et mélancolique, portée par

un enfant de 10 ans, Ziad, remarquablement interprété par le petit Ahmad Bayatra. Orphelin de mère, Ziad est le fils du vétérinaire du zoo de Qalqilya,

Yacine. Ce zoo-là n'a pas grand-chose à voir avec celui de Vincennes. Yacine se bat comme il peut avec des moyens dérisoires et des médicaments périmés, ce qui ne semble pas tellement émouvoir le directeur du zoo, surtout préoccupé par l'organisation de son anniversaire. Pour pallier l'absence de zèbre, des employés peignent des rayures sur les flancs d'un âne. « On n'est pas au cirque », s'offusque Yacine. Sans parler des babouins qui ont la diarrhée à force d'ingurgiter des cacahuètes.

Le courage de vivre

Mais il y a un couple de girafes, magnifique, auquel le jeune Ziad voue une passion sans bornes. Comme dans la réalité, une des girafes meurt lors de la reprise de l'intifada. Celle qui reste, Rita, se laisse alors dépérir, au grand désespoir de Ziad. Mais ce petit garçon sensible, marqué par le deuil et perpétuellement inquiet devant la fragilité de la vie, est aussi très combatif et il s'engage à fond pour sauver Rita. Son

père ne peut résister à son obstination farouche. Avec Laura, journaliste rencontrée pendant les émeutes, Yacine et Ziad montent une expédition pleine de suspense pour amener à Qalqilya une girafe du zoo de Tel-Aviv.

C'est très intelligemment écrit pour offrir aux enfants (et pas seulement...) une fable riche d'émotions, sans aucune mièvrerie. Sous le symbolisme élégant et léger de la girafe, transcendant gracieusement la violence de la réalité, le film parle de la situation politique (le mur, la prison) mais aussi des courants profonds de vie et de mort qui traversent chacun, du combat intime entre désespoir et confiance dans la vie. Et Ziad incarne merveilleusement le courage de vivre. ■

« Girafada »

Drame de Rani Massalha
Avec Saleh Bakri, Laure de Clermont-Tonnerre, Ahmad Bayatra
Durée 1h25
■ **L'avis du Figaro** : ●●●○



Girafada, une aventure à la fois allègre et mélancolique, est portée par un enfant de 10 ans, Ziad, remarquablement interprété par Ahmad Bayatra.



Gérard Lanvin, flic en fin de parcours, se retrouve séquestré par le gangster qu'il a fait mettre en prison. ARP SELECTION

Le bon, le butin et le truand

CHRONIQUE « 96 heures » offre un face-à-face viril entre Gérard Lanvin et Niels Arestrup. Un drame shakespearien en gros plan.



LE CINÉMA

Éric Neuhoff
eneuhoff@lefigaro.fr

Peut-être que des savants se sont penchés sur la question. A-t-on des statistiques ? S'ils ne sont pas responsables des fautes de leur père, les fils héritent parfois de leur talent. De Pierre Schoendoerffer, Frédéric possède la sobriété, le pessimisme, la morale virile, la nostalgie d'un monde qui n'a sans doute existé que dans leurs rêves. Il filme des hommes sur la brèche.

Dans *96 heures*, un gangster s'évade de prison après avoir fait kidnapper le commissaire qui l'a coincé trois ans plus tôt. Gérard Lanvin est un flic désabusé. On sent en lui une fêlure. Il a des théories sur son métier. Ça ne le dérange pas de les exposer devant les nouvelles recrues. Ça parle, ça parle, et ça va être piégé comme un bleu dans son propre appartement. Il a des excuses. Face à lui, ce sont des costauds. Ils n'en sont pas à leur

coup d'essai. Alors voilà : le truand séquestre le policier dans un sous-sol de béton. La maison, dans les environs de Paris, a des allures de paquebot échoué. Sur le toit en terrasse, le vent souffle. Niels Arestrup s'accoude à la balustrade, contemple l'horizon en silence, les cheveux en bataille. Que voit-il ? À quoi pense-t-il ? C'est un beau monstre. Il mange des fraises Tagada et a toujours une allumette aux lèvres.

Les secondes comptent double

Dans la cave, Lanvin, enchaîné, a le temps de méditer. Il va vérifier ce que c'est, la garde à vue. 96 heures. Le compte à rebours commence. Les secondes comptent double. On l'interroge. On le menace. On le torture. Le ton monte. Tiens, prends ça. Le parrain veut le nom du traître qui l'a livré. On lui a volé son dernier pillage. Huit millions d'euros, rien que ça. Il y a des avocats qui ne se gênent pas. Lanvin se tait, reçoit des baffes et des décharges de Taser, se fait à moitié couper une phalange avec un sécateur. Il n'a pas l'habitude d'être dans une telle situation. En général, c'est lui qui attend

des réponses. C'est odieux et paradoxal. Les plages d'abattement succèdent aux moments de révolte. Parfois, on l'invite à l'étage. Au mur, un tableau représente les montres molles de Dali. Aucune ne donne la même heure, remarque Arestrup.

Lanvin a d'autres soucis en tête. Ils se percutent comme deux pur-sang fourbus. Ils sont aussi mal rasés l'un que l'autre. Ils ont un poids, une présence. Ces deux blocs de violence contenue sont presque interchangeables. Leurs soucis professionnels sont assez proches. Il n'y a pas d'innocents. Sombre, éternel constat. Les enquêteurs se trompent. Les témoins mentent. Les complices changent de camp. La voiture de l'inspectrice Sylvie Testud tombe en panne.

Au milieu, il y a un petit-fils qui a peur de rater son anniversaire. On a beau être un criminel endurci, on ne voudrait pas être un mauvais papy. L'art d'être grand-père quand on a des cadavres sur la conscience. Sa fille, Laura Smet, considère le désastre avec des airs d'oiseau mazouté. En minijupe de vendeuse, elle passe de la fidélité au dégoût. Elle fait ça avec beaucoup de classe, un désespoir

serein. L'avenir ressemble à un haussement d'épaules. Cela finira dans le sang. L'action s'apparente aux drames de Shakespeare, aux fables bleutées, métalliques d'un Jean-Pierre Melville.

Enfant, Frédéric Schoendoerffer a dû être avide de grands spectacles, de sentiments démesurés. Il fuit l'emphase et la futilité, sonde les reins et les cœurs. Il sait comment appréhender le monde, percer les secrets d'un couple, rendre assourdissants les silences de l'adultère. Tout l'intéresse. Il existe dans le public un goût bien naturel pour les perversions de ses semblables. Les auteurs de polars rassassient cette soif. Schoendoerffer Junior boxe avec des gros plans. Son cinéma est une discipline olympique. 96 minutes de sport extrême. ■

« 96 heures »

Thriller de Frédéric Schoendoerffer
Avec Gérard Lanvin, Niels Arestrup,
Sylvie Testud
Durée 1 h 36
■ L'avis du Figaro : ●●●○

Frédéric Schoendoerffer, au nom du père

PROPOS RECUEILLIS PAR
NATHALIE SIMON

Nourri aux films de Jean-Pierre Melville, Henri Verneuil, Michael Mann ou Ridley Scott, le fils aîné de Pierre Schoendoerffer a réalisé son premier long-métrage, *Scènes de crime*, en 1999. À l'origine de la série *Braquo* avec Olivier Marchal (Canal +), il est à l'affiche avec *96 heures* et tournera en septembre un nouveau polar : *Le Convoy*, avec Benoît Magimel et Hafsia Herzi.

LE FIGARO. – Quel a été le point de départ de ce film ?

FRÉDÉRIC SCHOENDOERFFER. – J'ai rencontré les producteurs Michèle Halberstadt et Laurent Pétin un vendredi. Ils m'ont donné le scénario de Simon Michael et Philippe Isard que j'ai lu d'une traite le dimanche. Tout de suite, j'ai été happé par l'histoire, l'idée de départ, la partie d'échecs, la confrontation entre les deux personnages principaux, le policier et le truand, le temps d'une garde à vue, 96 heures. Je pouvais rêver à deux grands acteurs. Pour la première fois de ma vie, j'ai appelé les producteurs pour leur dire que je faisais ce film. Je sortais de *Switch*, un film de course contre la montre avec des cascades. J'avais envie d'un film dépouillé, valorisant la performance des acteurs dans un huis clos.

Comment s'est décidée la distribution ?
Je leur ai proposé Gérard Lanvin pour jouer Gabriel Carré, le patron de la BRB

(Brigade de répression du banditisme, NDLR). L'idée les a enthousiasmés. Cela faisait deux ans que nous avions envie de travailler ensemble avec Gérard. Il a immédiatement manifesté son intérêt pour le scénario. Lors d'un dîner tous les quatre, nous avons cherché quel acteur pourrait incarner une menace crédible en face de lui. Quand Michèle Halberstadt a suggéré Niels Arestrup, on a tous trouvé cela évident. C'est un film qui s'est fait dans la fluidité. On s'est entendu sur la vision du film, le désir de faire quelque chose de bien. 80 % de la direction d'acteur, c'est de bien choisir, les 20 % qui restent concernent la préparation, l'écoute. Si vous avez bien travaillé en amont, le rôle d'un metteur en scène est un peu comme celui d'un berger : il suffit de guider. Les quatre mois de préparation ont été une longue réflexion sur le film.

Gérard Lanvin et Niels Arestrup

n'avaient jamais tourné ensemble.

Non, mais ils s'estimaient et ont été excités par l'histoire et le projet. Yann Brion, le scénariste avec lequel je travaille depuis *Scènes de crimes*, a quasiment réécrit tous les dialogues. On a essayé de rendre les situations plus fortes, de gommer quelques clichés. Je disais à Gérard Lanvin et Niels Arestrup : la confrontation, c'est Steve McQueen qui rencontre Hannibal Lecter !

Les seconds rôles semblent très soignés ?

Ils sont nécessaires à l'histoire. J'essaie de les traiter aussi bien que les pre-

miers. Les trois comédiennes, Sylvie Testud, Anne Consigny et Laura Smet, que j'appelle les Trois Grâces, offrent trois portraits de femmes différents. Il y a aussi la bande de Niels Arestrup, les « méchants » qu'on n'a pas forcément envie d'inviter à dîner.

Le cinéma, est-ce une affaire de famille ?

Si je fais du cinéma aujourd'hui, c'est parce que mon père en faisait, il y avait une ambiance extraordinaire à la maison avec ces gens qui parlaient de cinéma : Georges de Beauregard, Jacques Perrin, Bruno Cremer, Joseph Kessel, Raoul Coutard... Tout petit, je les écoutais émerveillé, je voulais faire partie de la bande. Si mon père avait été pâtissier, je ne sais pas si j'aurais pensé au cinéma. Le premier film pour lequel j'ai travaillé, c'était *Emmanuelle 4*, j'étais stagiaire à la régie. J'ai fait tout le parcours : stagiaire à la mise en scène, second assistant, premier assistant. J'ai été l'assistant de mon père, notamment sur *Diên Biên Phu* (1992). J'ai beaucoup appris, des choses qui me servent encore aujourd'hui. C'était un homme merveilleux, mon père, un ami et une source d'inspiration dans l'exigence et la foi qu'il mettait à chaque fois qu'il faisait un film. Les grands acteurs m'ont toujours épaté. Quand j'avais 16, 17 ans, j'allais au cinéma deux à trois fois par semaine, et je me disais : je voudrais faire du cinéma, et si j'en fais ce sera des polars et avec des stars. J'ai de la chance, j'accomplis le rêve de ma jeunesse, j'ai travaillé avec Vincent Cassel et Mo-

nica Bellucci, Charles Berling et André Dussollier...

Qu'est-ce qui vous plaît dans le polar ?

J'aime le film de genre parce qu'il y a cette promesse de divertissement, ce qui n'empêche pas le cinéma de divertissement d'être personnel et profond, de dire des choses intimes, de faire de la sociologie. J'aimerais tourner un jour une comédie.

Parlez-nous de l'importance du décor.

C'est le troisième personnage du film. Nous avons longtemps cherché cette maison que Mallet-Stevens avait construite pour le couturier Poiré. Par moments, elle ressemble à un bateau, à d'autres, à une prison ou à un hôpital. C'est un terrain de jeu extraordinaire de 1 000 mètres carrés. Le bassin de nage inachevé au sous-sol était parfait pour séquestrer Gérard Lanvin. ■

80 % de la direction d'acteur, c'est de bien choisir, les 20 % qui restent concernent la préparation, l'écoute

FRÉDÉRIC
SCHOENDOERFFER

LA RÉPLIQUE DE LA SEMAINE

96 HEURES
DE FRÉDÉRIC
SCHOENDOERFFER

Combien de temps il va nous balader ce con de flic ?

HUIS CLOS DE LÉGENDE



« GARDE À VUE », 1981

Des fillettes sont violées et assassinées. Le notaire Martinand (Michel Serrault) répond aux questions de l'inspecteur Gallien (Lino Ventura). De témoin, il devient suspect. Un huis clos oppressant signé Claude Miller.



« LE SILENCE DES AGNEAUX », 1991

Pour élucider une série de meurtres, la stagiaire du FBI Clarice Starling (Jodie Foster) doit faire cracher le morceau à Hannibal Lecter (Anthony Hopkins), psychopathe cannibale.



« USUAL SUSPECTS », 1995

L'interrogatoire d'un petit malfrat boiteux, survivant d'un massacre à bord d'un cargo. La révélation d'un réalisateur, Bryan Singer (X-Men), et d'un acteur de génie, Kevin Spacey.



CULTURE

Le don de toit

CINÉMA Avec « Dans la cour », Pierre Salvadori signe une comédie dépressive sur un immeuble gagné par la mélancolie. Avec Gustave Kervern et Catherine Deneuve, tous les deux merveilleux.

Les films devraient refléter la possibilité d'être un humain sur la terre. » Pierre Salvadori aime bien cette phrase de Serge Daney. Elle touche une note fondamentale chez ce metteur en scène de comédies planantes, glissantes, dérapantes, qui décolent de la réalité pour essayer des possibilités inédites d'être humain, à coup d'arabesques fantasques. « J'ai souvent filmé des gens qui n'ont pas le mode d'emploi », dit le cinéaste des *Apprentis*, *Comme elle respire*, *Après vous...*, *De vrais mensonges*. Il récidive avec son nouveau film.

Dans la cour, conte de la folie ordinaire où la folie est plus poétique que pathologique. La caméra s'installe dans un immeuble parisien en même temps que le nouveau gardien, Antoine (Gustave Kervern, tout en douceur bienveillante et en vulnérabilité). Antoine a quitté son ancienne vie de musicien (mais pas le dangereux réconfort de la drogue) et choisi ce poste pour trouver un peu de tranquillité intérieure, se disant que manier chiffons et produits d'entretien, s'absorber dans des occupations concrètes, l'empêcherait de penser à lui-même. Mais le voilà au centre de tous les troubles et de toutes les bizarreries véhiculées par les habitants du lieu.

À commencer par Mathilde (Catherine Deneuve, merveilleusement drôle et émouvante), retraitée hyperactive, exagérément dévouée aux autres selon son mari (Féodor Atkine), qui va basculer dans l'angoisse et la dépression. Dans la cour peint ce petit monde de

névrosés absurdes et cocasses – mais pas plus que vous et moi – avant de se transformer en une parabole plus mystérieuse sur la générosité et le don de soi. Au cours du film, le dosage entre comédie et drame s'inverse insensiblement, pour aller vers les notes graves, presque mystiques, de la fin. En s'en allant, Antoine ramènera Mathilde vers les autres.

Précision du mécanisme

« Le trajet d'Antoine, qui donne sa vie, est en quelque sorte le scénario secret, enfoui dans le foisonnement du récit, dit Pierre Salvadori. J'avais dit au directeur de casting que je voulais "un ange". Il représente quelque chose qui m'importe beaucoup, la gratuité. J'ai connu la dépression, dans ma jeunesse. Ce coup-là m'a attendri comme un bon vieux steak. Quand on en sort, on a une capacité d'émerveillement nouvelle. Je sentais que ce qui pouvait me ramener au monde, c'était de tendre vers quelque chose de beau, de gratuit, une sorte de panache. » C'est pourquoi il n'envisage pas le cinéma sans une forme d'innocence. « Je n'aime pas la comédie d'auteur au second degré, le pastiche détaché de tout. »

Et il n'aime pas non plus le réalisme trivial. Son dieu, c'est Lubitsch. Quand il était un garçon timide et sentimental à l'esprit en friche, *Le Ciel peut attendre* lui a apporté la révélation : « Soudain après ce film, j'ai pu parler, dire pourquoi je l'aimais. Mes émotions se sont mises en place, et je savais comment les exprimer. » Il a trouvé son style, qui passe par les règles de la comédie. Il tient beaucoup à la précision du mécanisme : « Si tout est possible, rien ne se passe, dit-il. Si vous filmez un mec qui aboie à la fenêtre (il le fait,



Dans la cour peint un petit monde de névrosés absurdes et cocasses avant de se transformer en une parabole plus mystérieuse sur la générosité.

NDLR), il faut qu'il y ait une raison, autrement, c'est n'importe quoi. Le plaisir de l'écriture est de trouver cette logique. »

Salvadori a appris à dresser les chiens fous du cocasse, de l'insolite, de l'incongru. Il les emmène dans sa balade avec Antoine. Cela distrait les anges mélancoliques. ■

« Dans la cour »

Comédie dramatique de Pierre Salvadori
Avec Catherine Deneuve, Gustave Kervern
Durée 1h37

■ L'avis du Figaro : ●●●○

Catherine Deneuve sort de sa réserve

BERTRAND GUYARD bguyard@lefigaro.fr

Les journalistes le savent depuis longtemps : Catherine Deneuve aime se faire rare. La presse people l'incommodait. Elle limite ses apparitions qui se bornent quasi exclusivement à la promotion de ses films. Sa vie privée devait rester secrète. Pendant longtemps, sa pudeur et sa tristesse lui interdisaient même de parler de sa sœur Françoise Dorléac morte tragiquement dans un accident de voiture en 1967. Elle attendit presque trente ans pour écrire avec Patrick Modiano un livre, pudiquement titré *Elle s'appelait Françoise*.

Depuis presque trois mois, virage à quatre-vingt-dix degrés : la plus grande star du cinéma français fait le jeu des médias. Photos en body pour un magazine américain, réaction à l'exil de Depardieu, polémique avec Sophie Marceau sur l'affaire Hollande... on dirait qu'elle s'amuse à faire couler de l'encre.

En mars dernier, le bimensuel *New York Magazine* publie des photos signées Dominick Issermann. Catherine Deneuve pose en lingerie de dentelle noire. À 70 ans, l'actrice qui arbore un tatouage veut prouver à ses admirateurs et à ses détracteurs qu'elle est encore très sexy. Une manière de corroborer ses prises de position sur la retraite affirmées dans *Télérama*. « Les actrices qui se retirent délibérément. Cela m'a toujours intriguée. » Pour elle, le meilleur moyen de lutter contre le temps qui passe est de jouer. « L'idée n'est pas de rester jeune à tout prix mais d'entretenir sa curiosité », déclare-t-elle. Et tant pis si ces clichés en body vont à rebrousse-poil de l'image de la comédienne qui durant sa carrière a su se préserver de toute forme d'impudeur.

Envers Gérard Depardieu également, l'actrice sort de sa réserve. Les deux monstres sacrés du cinéma français ont toujours montré leur amitié. Ils ont partagé l'affiche d'un film culte, *Le Dernier Métro* de François Truffaut. Et pourtant, début avril, Deneuve critique ouvertement l'exil fiscal de Depardieu :

« Je ne pense pas que ce soit un exemple à suivre, mais je ne pense pas que cela dure longtemps. Je ne pense pas que l'on puisse rester très longtemps citoyen de nulle part. »

Pareillement elle reprend Sophie Marceau. Pour l'icône de *La Boum*, François Hollande ne s'est pas comporté comme un gentleman avec Valérie Trierweiler : « Un mec qui se conduit comme ça avec les femmes, c'est un goujat. » Les propos de sa cadette hérissent Catherine Deneuve. Le président de la République ne mérite pas qu'on l'insulte. « Je trouve ce genre de propos honteux. Je ne parlerai pas du président de la République comme ça. Nous avons atteint un niveau de bassesse ! », fustige la blonde icône.

Un château à vendre

Sur sa lancée, l'actrice juge le métier. Fan de séries, elle fait l'apologie du genre dans la matinale de Patrick Cohen sur France Inter. Se voit-elle un jour héroïne d'une fiction ? L'actrice ne dit pas non mais dicte son cahier des charges : « Oui, si c'est quelque chose qui se prête vraiment à une série. Quelque chose qui soit sur la longueur, une chose que l'on ne puisse pas raconter au cinéma. » Les showrunners sont

avertis. Elle critique aussi la profession, dénonce le manque de clarté des décisions du jury des César : « Il faudrait faire comme aux Oscars : limiter le vote aux professionnels de la discipline concernée. » Alain Terzian, le président de la cérémonie, n'a pas répondu aux suggestions de l'actrice déjà deux fois césarisée.

Deneuve s'exhibe, Deneuve fait la leçon mais Deneuve laisse aussi parler son cœur. La gueule d'ange de Marcello Mastroianni sera sur toutes les affiches du 67^e Festival de Cannes. Elle a partagé sa vie dans les années 1970. De leur amour est née Chiara. Comme pour sa sœur Françoise Dorléac, l'actrice avait jusque-là adopté une élégante discrétion. Les temps changent. Au micro de RTL, elle déclare, émue : « C'est juste le plaisir d'avoir ce beau visage avec ce regard si ironique. »

Ce week-end, la star a encore fait parler d'elle. Cette fois dans la rubrique « Immobilier ». Selon *L'Écho républicain*, l'actrice compte se séparer de sa propriété de Guainville, en Eure-et-Loir. Le château de Primard, demeure du XVIII^e siècle, est situé non loin du château d'Anet de la fameuse Diane de Poitiers. Il est mis en vente à 3,9 millions d'euros. Trouvera-t-il acquéreur ?



Catherine Deneuve a dénoncé le manque de clarté des décisions du jury des César. DR

Les autres films

■ « LES AMANTS ÉLECTRIQUES »

De Bill Plympton, 1h16.



Jake et Ella se rencontrent dans une fête foraine, au hasard d'un accident d'autos tamponneuses. Entre eux, c'est l'amour fou, et les lignes de leurs corps se mélangent passionnément sous le trait de crayon virtuose de l'Américain Bill Plympton. Un conte poétique et sans paroles sur la confiance, la téléportation et l'incommunicabilité. Drôle, tendre et intense.

P. L. G.

L'avis du Figaro : ●●●○

■ « UNE RENCONTRE »

De Lisa Azuelos, 1h21.



Pierre (François Cluzet) est marié à Anne (Lisa Azuelos) depuis « quinze ans et heureux ». Ils ont un garçon et une fille. Elsa (Sophie Marceau) est divorcée, mère de trois enfants et vient de quitter un jeune et fougueux amant. Pierre et Elsa se rencontrent lors d'un pince-fesses, plaisantent comme des gamins et passent une jolie soirée. Lisa Azuelos signe une comédie romantique pleine de charme. Sophie Marceau est resplendissante en femme amoureuse, François Cluzet, attendrissant en homme hésitant, Lisa Azuelos elle-même touchante en femme qui devine son mari.

N. S.

L'avis du Figaro : ●●●○

■ « UN VOYAGE »

De Samuel Benchetrit, 1h27.



Qu'il est pénible ce « voyage » entrepris par Samuel Benchetrit. Pour son quatrième film, l'écrivain réalisateur traite du suicide assisté, mais la caméra est malhabile et ses intentions trop floues. S'il filme ses acteurs au plus près, il ne les rend pas du tout proches du public. Anna Mouglalis et Yann Goven jouent sans artifice, mais ne sauvent pas le film de l'ennui.

N. S.

L'avis du Figaro : ●○○○

■ « STATES OF GRACE »

De Destin Cretton, 1h36.

Le portrait d'une jeune éducatrice dans un foyer d'adolescents en difficulté (voir notre édition d'hier).

■ « NIGHT MOVES »

De Kelly Reichardt, 1h47.

Trois activistes écologiques organisent un attentat contre un barrage (voir notre édition d'hier).

+ Cannes **CÉLINE SCIAMMA À LA QUINZAINE DES RÉALISATEURS**
Après la Sélection officielle et la Semaine de la critique, on connaît désormais le programme de la 46^e Quinzaine des réalisateurs, dévoilé hier par son délégué général, Édouard Waintrop. Bande de filles, de Céline Sciamma (*Tomboy*), un temps pressenti pour concourir pour la palme d'or, ouvre les festivités de cette sélection parallèle du Festival de Cannes qui a récompensé *Les Garçons et Guillaume, à table !* en 2013. Les autres films français, sur les 19 retenus, sont *Les Combattants* de Thomas Cailley, *Mange tes morts* de Jean-Charles Hue et *P'tit quinquin* de Bruno Dumont. Côté étrangers, d'autres cinéastes confirmés sont du voyage. Le Britannique John Boorman (*Delivrance*, *La Forêt d'émeraude*) présente *Queen and Country*. Le maître japonais du dessin d'animation Isao Takahata débarque avec *Le Conte de la princesse Kaguya*. Après les quatre heures d'At Berkeley, le documentariste américain Frederick Wiseman signe un court-métrage en visitant la *National Gallery* en trois petites heures. La Quinzaine rend par ailleurs hommage à Tobe Hooper en montrant son *Massacre à la tronçonneuse*, film culte de 1974, dans une version restaurée. Israël, l'Australie, la Corée du Sud et le Canada sont aussi représentés. Enfin, le carrosse d'or, attribué par les réalisateurs de la SRF en janvier à Alain Resnais, avant sa disparition, sera décerné à titre posthume.



Des mots pour sentir

FRAGRANCE Eau de toilette, absolu, élixir... Les catégories traditionnelles du parfum ont bien changé. Décryptage d'une terminologie en constante évolution.

T LINH PHAM

résoir Eau de parfum lumineuse de Lancôme, Manifesto L'Éclat d'Yves Saint Laurent (3), Le Petite Robe Noire Eau de Parfum Couture de Guerlain (2), Jour d'Hermès Absolu (1), Rêve Élixir de Van Cleef & Arpels (7)... Qu'ils sonnent joliment à l'oreille, tous ces noms de parfums ! Mais si l'on se penche de plus près sur ces flacons, qu'est-ce donc au juste qu'une « eau de parfum lumineuse » ? Ou une « eau couture » ? Ou encore un « voile de parfum » ? Depuis quelques années, toutes les catégories traditionnelles du parfum, à savoir l'extrait, l'eau de parfum, l'eau de toilette, l'eau de Cologne, etc., dont nous connaissons peu ou prou la signification, sont renommées par les marques, au nom du « new better different », la théorie marketing qui fait fureur dans les grands groupes en ce moment. Ou comment faire du neuf avec du vieux.

Jadis, ces diverses appellations répondaient à deux critères : le pourcentage de concentration en base parfumée et le degré d'alcool qui y était ajouté. Par exemple, l'extrait, la forme la plus concentrée de parfum, était formulé avec 20 à 30 % de concentré dilué dans un alcool très pur à 96 degrés. Et l'eau de Cologne, la moins concentrée, n'excédait pas 8 % et était diluée dans un alcool à 85 degrés. Seulement la profes-

sion n'en a toujours fait qu'à sa tête en matière de création. « Qu'il y ait des versions plus ou moins concentrées, oui. Après, nous sommes libres de leur donner le nom que nous voulons ! » précise Jean-Michel Duriez, parfumeur chez Rochas. Peu importe si le client est perdu en rayon. La démonstratrice est là pour faire la traduction. Elle expliquera par exemple que Miss Dior « Blooming Bouquet » (4) de Dior n'est autre qu'une interprétation inédite de Miss Dior en eau de toilette.

Aux origines, l'extrait

Si les parfums ont été rebaptisés, ce n'est cependant pas sans raison. Jusqu'au début du XX^e siècle, il n'existait qu'une seule forme sur le marché : l'extrait (ou « parfum »). Le produit, concentré à l'extrême et fort coûteux, était réservé aux grandes occasions. Il s'appliquait avec parcimonie, à l'aide d'un stylet en verre, sur les points de pulsation du corps (creux du poignet, derrière les oreilles...). Mais aujourd'hui, il n'évoque plus rien à la jeune génération, et encore moins au consommateur étranger. Et le rituel raffiné qu'il constitue n'est plus adapté aux habitudes modernes, qui privilégient rapidité et praticité d'emploi (autrement dit, les sprays). On lui préfère nettement l'eau de parfum, qui est d'un usage plus quotidien. Cette nouvelle catégorie est apparue à la fin des années 1970, avec des références telles que Jardins de Bagatelle de Guerlain. « Plus moderne que l'extrait, elle était d'autant plus soutenue par les maisons qu'elle échappait à la TVA sur les pro-



L'actrice américaine Natalie Portman incarne le nouveau parfum Miss Dior « Blooming Bouquet ».

duits de luxe, qui avait fait un bond à 33 % à l'époque », rappelle Francis Kurkdjian, parfumeur. En prime, dans « eau de parfum », on entend « parfum », c'est plus vendeur qu'extrait, ou eau de toilette (qui l'on associe davantage à l'hygiène). Dans les années 1980, la mode des fragrances « coup de poing » conforte encore l'eau de parfum dans la place. Si bien qu'au fil du temps, elle a fini par s'imposer comme le standard du marché.

Léger ou intense, été ou hiver

Toutes les nouveautés sont de nos jours lancées en eaux de parfum avant d'être déclinées en eaux de toilette (Carven Le Parfum (5), La Panthère de Cartier, Extatic de Balmain, Eau de Parfum Femme de Karl Lagerfeld...). Laquelle eau de

toilette est rebaptisée « eau de parfum légère » ou « eau de parfum lumineuse », pour faire plus sophistiqué. Et elle arrive en rayon plutôt en été - c'est le nouveau « summer », en quelque sorte. Quant à l'eau de parfum intense (a priori un sillage d'hiver), elle désigne un produit très concentré, proche de l'extrait. Synonymes : élixir, absolu. « Sur le marché du parfum qui est davantage un marché de "massige" (contraction de mass market et de prestige, NDLR) que de véritable luxe, toutes les marques cherchent à monter en gamme. D'où la recherche marketing permanente pour essayer d'apporter une valeur ajoutée au produit », décrypte Emmanuel Goulin, directeur général Parfums L'Oréal Luxe France. Ainsi, l'eau (Amor Amor L'Eau de Cacharel (6), Very Irrésistible L'Eau

en Rose de Givenchy) que l'on retrouve depuis deux ou trois ans dans toutes les marques n'est ni plus ni moins qu'une eau fraîche ou une eau de Cologne. Enfin, la dénomination « couture », elle, traduit l'opulence. « Chez Elie Saab, les parfums sont capiteux. D'où le choix d'Eau Couture pour évoquer la richesse de notre eau », justifie Nathalie Helloin-Kamel, directrice générale marques chez BPI (en charge des licences parfums Elie Saab, Narciso Rodriguez ou Issey Miyake). Finalement, chaque appellation a son explication. Il suffit d'être mis au parfum. ■

SUR LE WEB
» Plus de beauté
www.lefigaro.fr/madame

Les antioxydants, super-héros de la cosmétique

SOIN Avec des dosages toujours plus puissants, des formules bien stabilisées et des routines simplifiées, ces actifs préventifs attisent la curiosité des Françaises.

EMILIE VEYRETOUT
eveyretout@lefigaro.fr

Petit-déjeuner d'un café-croissant et partir au bureau en hydratant à peine sa peau ? Encore une exception hexagonale. Linda, New-Yorkaise de 32 ans, s'en étonne, se moquant : « Et dire que vous êtes supposées être les femmes les plus belles du monde ! » Comme la plupart de ses amies, chaque matin, elle avale un green juice (un mélange de fruits et de légumes pressés) et applique sous sa crème de jour un sérum antioxydant. Sa routine « anti aging », dit-elle.

À l'instar de leurs aînées, les trentenaires américaines raffolent des antioxydants. Vitamines C et E, acide férulique, phlorétine, resvératrol... Autant de molécules puissantes mentionnées en gros titre sur les flacons, stars notamment des gammes « cosméceutiques » prescrites outre-Atlantique par les dermatologues. Là-bas, SkinCeuticals fait partie des leaders du secteur : son fondateur, le Dr Sheldon Pinnell, décédé cet été, n'est autre que l'inventeur des antioxydants topiques, en 2001. « Aux États-Unis, les femmes de 25 à 80 ans ont compris qu'avant de corriger, il fallait prévenir le vieillissement, assure Minh Tran Kim, son directeur général France. Bien formulé, un soin antioxydant représente le moyen le plus sûr de protéger l'épiderme des radi-



Les antioxydants combattent les signes de vieillissement prématuré.



caux libres et, à terme, de lutter contre les signes de l'âge liés à ces derniers (rides prématurées, taches brunes, etc.). C'est justement l'équivalent, pour l'organisme, du jus de fruits frais quotidien bourré de vitamines. Seulement en France, la prévention n'est pas encore complètement rentrée dans les mentalités. » Surtout lorsqu'il s'agit d'en rajouter une couche (ce type de produit, sous forme de sérum, s'applique souvent en superposition). Pour faire céder les dernières réticences, SkinCeuticals vient de lancer un concentré facile à

utiliser, le soir, pour réparer la peau pendant la nuit et stimuler ses capacités de défense antiradicalaire le jour (Resvératrol B E).

Idéal pour les urbaines

Influencé par les rituels de beauté américains, le label français Caudalie, dont les fondateurs vivent à New York, dévoile lui aussi Polyphenol C15, un programme antioxydant composé de trois soins (sérum, fluide de jour et contour des yeux). « La vitamine C est particulièrement sensible à l'air et à la lumière,



explique le Pr Vercauteren, directeur du laboratoire de recherche. Nous ne sommes pas les premiers à l'utiliser, mais nous sommes sûrs d'avoir réussi à la stabiliser afin de la mettre à disposition de la peau. Car c'est là toute la difficulté de ces formules. » Dans le fluide, le laboratoire a même ajouté un filtre solaire - une prouesse technique. Idem chez Clinique, qui commercialisait récemment Superdefense SPF 20, une crème de jour antioxydante, hydratante, protectrice. Le trio gagnant. Sur la publicité, le pot ouvert au milieu de

fruits rouges et la phrase « Offrez à votre peau son réveil santé ». « La pollution et les UV constituent une source d'agressions environnementales croissante. De façon plus générale, les antioxydants, dans l'alimentation ou les crèmes de beauté, traduisent le besoin des urbains de se détoxifier, de se faire du bien, note Gabrielle Sore, directrice scientifique développement Soin L'Oréal Cosmétique Active. Nous empruntons une démarche santé, bien-être. » Un argument de poids aussi pour le marketing. ■

VIN

Castel, en toute discrétion

DOMAINES Sans bruit, le groupe familial continue son expansion dans le Bordelais, où de nouveaux chais vont surgir de terre, mais aussi sur les hauts plateaux d'Éthiopie et en Chine.

D'aucuns claigneraient la nouvelle, inonderaient le Web et les réseaux sociaux de photos et de communiqués. Mais, avec les Castel, il s'agit de saisir l'information au vol, au détour d'une conversation. Oui, le groupe se lance bien dans la production de vin en Éthiopie, et 2013 sera le premier millésime, produit à partir de 135 hectares de vignes plantées de cépages internationaux. Ce cru sera destiné au marché local et peut-être aux pays alentours. « Nous intervenons en Éthiopie à la demande du premier ministre du pays. Il a su que nous connaissions bien l'Afrique. Il y a longtemps déjà, le roi Hassan II avait demandé à Pierre Castel de développer le vignoble marocain. Nous avons aussi été très impliqués en Tunisie... », explique Franck Crouzet, le communicant de la famille, sans plus s'étendre sur l'importance du business des sodas et de la bière sur le continent africain (28 millions d'hectolitres produits chaque année), c'est un autre sujet.

Chacun l'a bien compris, les Castel - ils sont plus de trente répartis sur trois générations à partager les activités des différentes entreprises qui constituent le groupe - cultivent la retenue, une forme de sobriété verbale. Pierre Castel le premier. À 87 ans, le patron du troisième acteur mondial du vin en volume brille par son absence de la scène médiatique. Trois lignes elliptiques dans le Who's Who des vins et spiritueux, tout sauf un mondain. À peine se souvient-on que le patriarche fut autrefois patron du journal *Le Paris*. Ce qui lui valut sans doute plus de tracas, injustifiés, que de gloire.

COUP DE CŒUR

MAISON LOUIS LATOUR, GRAND ARDÈCHE, CHARDONNAY 2012, IGP ARDÈCHE BLANC

Négociant-éleveur bourguignon réputé, Louis Latour véhicule une image à la fois traditionnelle, liée à la production de certains des meilleurs vins de Bourgogne et innovante depuis que l'entreprise familiale s'est lancée, en 1979, dans l'élaboration de chardonnay dans le sud de l'Ardèche (Bas-Vivarais). Grand Ardèche 2012 est élevé, comme les grands vins de Bourgogne, dix mois en fûts de chêne français fabriqués par la Tonnellerie Louis Latour. Issu de chardonnay exclusivement, de couleur jaune clair à reflets verts, le 2012 est d'une incroyable richesse aromatique au nez (vanille, brioche, miel, citron, poire, fleur d'acacia...) comme en bouche, ample, minérale, très vive, ciselée, fraîche, séduisante en digne. À déguster entre 10 et 12 °C à l'apéritif, avec de belles charcuteries, des crustacés ou des viandes blanches.

VALÉRIE FAUST

13,25 € à la Grande Épicerie de Paris. Autres points de vente au 03 80 24 81 00.

+ SUR LE WEB

- » Le Défi de Bacchus, la prestigieuse dégustation à l'aveugle organisée par les grandes écoles
- » Cinquième édition de la Bouteille blanche, le grand concours des sommeliers, à Val-d'Isère
- » La commune de Sanary-sur-Mer s'offre des vignes

www.lefigaro.fr



Château Beychevelle, grand cru classé de Saint-Julien, racheté en 2011, est propriété à parts égales de Castel et du groupe Suntory. PASCAL FAUCOINEAU/GROUPE CASTEL

Lui, ses trois frères, ses cinq sœurs et leurs parents - le père, Santiago Castel, était métayer à Bourg-sur-Gironde - montèrent au sortir de la Seconde Guerre mondiale une affaire de négoce en vin destiné aux cavistes et épiciers de la région. Pour alimenter ce commerce, ils acquirent vite de la vigne, le début de l'aventure. L'activité actuelle de Christiane Castel, sœur de Pierre, résume un peu l'histoire de la famille. Outre la direction du château d'Arcins et du château Barreyres, deux grands domaines situés sur la commune d'Arcins dans le Médoc, et la gestion d'une production de plusieurs centaines de milliers de bouteilles, « *Mademoiselle* », comme l'appellent ses salariés, tient toujours boutique dans le centre du village d'Arcins. Encore faut-il savoir qu'il s'agit d'un commerce, puisqu'il n'y a pas d'enseigne.

Un soupçon d'excentricité

Mais les habitués connaissent l'adresse de cette cave sans chichis où s'entassent caisses et palettes. Les experts du « monovino » aussi. Ils savent bien que c'est ici que fut érigé l'un des premiers cuivres circulaires, très novateur pour la gestion de la production. Il se dit que l'idée fut reprise par Ricardo Bofill quand il dessina le chai à barriques, également circulaire, de Lafite Rothschild,

à Pauillac. L'immense réussite de la famille a fait de Christiane Castel une châteline respectée, elle n'en a pas perdu pour autant son sens de l'humour. « *Aujourd'hui, je vends mon bourgeois dix euros la bouteille, mais en dégustation à l'aveugle il rivalise avec d'autres mis à la vente à des prix bien supérieurs. Et sincèrement, peut-on croire que certains vins de Pauillac qui sont vendus 1100 euros la bouteille en primeur sont cent dix fois meilleurs que les miens ?* », s'amuse l'espégle octogénaire.

Même simplicité et refus manifeste de l'ostentation - teintés d'un soupçon d'excentricité - chez Philippe Castel, jusque-là plus connu comme propriétaire du château Montlabert, prestigieuse propriété de 12,5 hectares de Saint-Émilion, qui va bientôt inaugurer un nouveau chai signé par le designer Patrick Jouin. L'homme reçoit dans son Cru de La Maqueline, à Macau, sur les rives de la Garonne, dans le Médoc.

Sur place, le visiteur découvre un surprenant ensemble équestre avec enclos, écurie, manèges, un saloon comme dans les westerns. Il s'agit bien d'un ranch. Ne manque plus que la musique d'Ennio Morricone. Dans un nuage de poussière, les cavaliers s'entraînent au *reining*. « *un art du dressage qui se pratique avec des chevaux quarter horse* » explique Philippe Castel, que l'on sent un tantinet

géné de dévoiler ainsi une part de son secret. Il faut marcher quelques dizaines de mètres pour découvrir le jeune vignoble et ses 65 hectares - 60 hectares de merlot et 5 de petit verdea - plantés en 2005, à perte de vue. Le site sera bientôt doté d'un nouveau chai circulaire, dont les travaux commenceront cet été. « *La structure devrait être opérationnelle pour les vendanges 2015* », précise le propriétaire.

« Bateau du dragon »

Quelques kilomètres plus au nord, château Beychevelle, grand cru classé de Saint-Julien, racheté en 2011 et propriété à parts égales du groupe Castel et du groupe Suntory, fait lui aussi peu neuve. Douze chambres de grand standing y sont aménagées pour recevoir les invités dans ce « *petit Versailles du vin* ». Le domaine poursuit sa quête de qualité, toujours dirigé par Philippe Blanc. Les investissements suivent : 1,5 million d'euros chaque année. Les installations techniques - la cuverie et le chai à barriques -, jugées un peu anciennes au regard des ambitions de Beychevelle, seront modernisées courant 2015-2016, mais pas de signature de grand architecte prévue.

La montée dans le monde des grands crus n'était pas quelque chose d'acquis pour Castel, mais la greffe semble

prendre. Le château a très sensiblement réduit la part des grands vins dans sa production. Il joue la carte du développement durable et est certifié Terra-vitis. « *Nous avons changé de division* », insiste Philippe Blanc, peu avare de métaphores sportives. Les déclarations de Robert Parker, en 1994, selon lesquelles Beychevelle n'était pas digne du statut de vin classé, font aujourd'hui sourire. Les prix ont augmenté et Beychevelle obtient un beau succès à l'international, notamment en Chine, où il est connu sous le nom Bateau du Dragon, une lecture asiatique du drakkar à tête de griffon qui figure sur l'étiquette, devenu là-bas symbole de fortune.

L'empire du Millieu se révèle une belle réussite pour Castel, grâce, entre autres, à un accord avec la société chinoise Changyu, un réseau de 1500 distributeurs, et à la mise en place, dès 1999, d'un centre d'embouteillage, à Yankai. En 2001, le groupe plante 135 hectares en Chine... Il est aujourd'hui le premier importateur de vin dans le pays. Ce qui contribue sans doute à la bonne santé financière de la maison dont la branche vin présente un chiffre d'affaires annuel de 1,1 milliard d'euros, pour 630 millions de bouteilles commercialisées dans 130 pays. Les Castel continuent leur conquête du monde, mais en vrais Bordelais, ils le font en toute discrétion. ■



30 VOYAGE



Les remparts d'Aigues-Mortes rappellent que la cité gardoise fut d'abord une place militaire édifiée par Saint Louis pour partir en croisade. BERTRAND RIEGER/HEMIS.FR

Tous les charmes de la Petite Camargue

La région vient d'être désignée Grand Site de France. Un label qui en assure la protection et récompense Aigues-Mortes, sa capitale. Au programme de l'escapade : plages, paysages sauvages, vin et histoire.

PHILIPPE VIGUË DESPLACES
p.viguedesplaces@lefigaro.fr
ENVOYÉ SPÉCIAL À AIGUES-MORTES

Ille est moins célèbre que sa grande sœur, les Saintes-Maries-de-la-Mer, parée de légendes gitanes. Mais pas moins séduisante. Aigues-Mortes et la Camargue gardoise ou « Petite Camargue » doivent beaucoup à Saint Louis dont la France célèbre le 800^e anniversaire de la naissance (25 avril 1214). Roselières, steppes, salines et plages à perte de vue en font l'enchantement du printemps.

Premier regard

Les remparts d'Aigues-Mortes protègent la ville des vents mauvais. Sitôt franchie la porte des remblais, on s'immerge dans un autre monde, loin de la ville nouvelle qui enfle extra-muros. La cité, enfermée dans son quadrilatère de hautes murailles parfaitement closes, tient son âme au secret. Les maisons blotties les unes contre les autres le long de rues droites comme l'affût d'un canon, tapies sous le rempart dont elles ne doivent pas dépasser la hauteur, sont la propriété de familles aigues-mortaises, travailleurs du sel et de la mer. Sur les façades surgissent de petits éléments médiévaux. Un pilastre corinthien, un meneau, une feuille d'acanthé, une gargouille... renvoient au passé glorieux du premier port du royaume de France ouvert sur la Méditerranée. Hors foule estivale, cette cité livre ses chevaliers fantômes dont les noms raisonnent de foi et de courage. Vers la fin de journée, il faut franchir la porte de la Reine et s'avancer sur la vaste étendue herbeuse, puis se retourner face au rempart touché par la grâce d'un rayon de soleil rouge.



Les Salins du Midi, un espace de 10 000 ha entre les remparts et la mer. AFP

Saint Louis à la trace

Saint Louis créa Aigues-Mortes pour partir en croisade en août 1248 (la septième), puis en juillet 1270 (la huitième). Il n'en revint pas, victime du typhus devant Tunis. De cette époque subsiste l'église Notre-Dame-des-Sablons où, entouré par ses chevaliers, Louis reçut la Croix des mains du cardinal légat. On y voit ses reliques déposées dans la chapelle qui lui est consacrée. Louis IX vit encore se dresser la tour de Constance dont les deux salles hautes du XIII^e siècle aux fines colonnes constituent le clou de la visite des remparts. Il en décida l'élévation, mais elles ne furent achevées que sous Philippe le Bel. On les parcourt à pied sur toute leur longueur (1 640 m). Le Centre des monuments nationaux, propriétaire des lieux, a la charge des manifestations du 800^e anniversaire de Saint Louis (voir ci-dessous). Une statue du roi pieux dans le goût de l'imaginaire populaire du XIX^e siècle se dresse

encore place Saint-Louis. Tout autour, bars et restaurants déploient leurs terrasses à l'ombre des platanes.

Du sel et du vin

Les Salins du Midi, 10 000 ha entre les remparts et la mer, exploitent la marque Baleine. Une réserve providentielle pour la flore, la faune et les visiteurs qui découvrent les lieux en petit train (1 h 15) ou en 4 x 4 (3 h 30). De cette étendue d'eau rougie par les algues et peuplée de flamants roses, on a la plus belle vue sur le rempart sud d'Aigues-Mortes (tél. : 04 66 73 40 24 et www.salins.com). Enclavé dans les salines, le domaine royal de Jarras (430 ha) produit le vin des Sables, un gris de gris issu de ceps qui plongent leurs racines dans le sable. On visite le chai et le domaine à bord d'un petit train (expo de land art) et, au retour, on déguste sur un tonneau les crus de ce vignoble, propriété de la maison Vranken. Tél. : 04 66 51 17 00.

Plage ou grand large

La plage de l'Espiguette s'étire sur 18 km entre Port-Camargue et le delta du Rhône. C'est une des plus belles de la Méditerranée, protégée par un ourlet de dunes. Cinq plages privées avec restos-paillotes (autorisés), un spot de kitesurf, un espace naturaliste... font la réputation de cette immensité de sable blond qui reste privilégiée par les familles du fait qu'on a pied très longtemps. Alternative chic, se rendre à Port-Camargue qui serait le plus grand port de plaisance d'Europe (5 000 anneaux) et louer un voilier Dufour 375 avec skipper (8 personnes embarquées, 900 €) pour mettre le cap sur les côtes espagnoles ou marseillaises. Tél. : 04 66 53 47 31 et www.thalassacup.fr

Roselières et salines

L'eau qui baigne les roselières dont la plus grande exploitée d'Europe de l'Ouest (2 000 ha) n'est pas irriguée par la mer mais par des canaux d'eau douce ou saumâtre. Les paysages ont été modelés par l'homme qui y a essaimé un patrimoine bâti exceptionnel. Des générations de sagneurs, de moines et de soldats ont creusé étangs et canaux pour apprivoiser un paysage d'une singulière beauté. Il a été récompensé en janvier dernier par le label de Grand Site de France. Pour en apprécier la richesse, viser le centre de découverte du Scamandre qui propose quatre parcours pédestres en boucle (de 500 m à 4 km) dans un espace humide protégé de 146 ha. On se promène, jumelles et guide en mains, dans une steppe sauvage quadrillée de platelages (chemin de bois sur pilotis) à la découverte de la faune sauvage. Route des Iscles Gallician, entrée libre. Tél. : 04 66 73 52 05 et www.camarguegardoise.com



AILLEURS

OUVERTURES DE LIGNES

Corsair International vient tout juste de reprendre ses vols entre Paris-Orly et Montréal. Durant l'été, ils seront quotidiens et leur programmation devrait cesser le 12 octobre. Les tarifs sont à partir de 525 € (1 122 € en classe Grand Large). www.corsair.fr
Par ailleurs, Turkish Airlines annonce l'ouverture d'une ligne entre Bordeaux et Istanbul à compter du 12 juin, quatre fois par semaine, lundi, mercredi, jeudi et samedi. Autour de 200 € l'AR. www.turkishairlines.com



E. GOULD/MUSEUM OF ART

IMPRESSIONS DE MAI

Entrée gratuite le 4 mai au Musée des Impressionnistes de Giverny, dans l'Eure, pour fêter l'anniversaire de son ouverture, il y a cinq ans. Du coup, l'entrée sera également offerte les 1^{er}, 2 et 3 mai à celles et ceux qui sont nés ces jours-là. Rappelons que le musée consacre jusqu'au 29 juin une exposition sur « L'impressionnisme et les Américains ». Tél. : 02 32 51 94 65 et www.mdg.fr

+ SUR LE WEB

» Retrouvez d'autres propositions de voyages. En particulier, une découverte de l'île d'Elbe ainsi qu'une sélection d'escapades en France et en Europe www.lefigaro.fr

+ Carnet de route

Y ALLER

Au départ de la gare de Lyon (Paris), le TGV Sud-Est va jusqu'à Nîmes. Ensuite, correspondance en car ou en TER pour Aigues-Mortes en 1 heure. Durée totale du voyage : 4 h 30. Compter 60 à 80 € le trajet simple. Tél. : 36 35 et www.voyagesncf.com

DORMIR

À Aigues-Mortes, la Villa Mazarin est un hôtel de charme installé dans l'ancienne maison où Charles Quint et François I^{er} se rencontrèrent en juillet 1538. Les chambres sont décorées avec goût. Patio-jardin, palmiers et piscine chauffée. De 140 à 260 €. 35, bd Gambetta. Tél. : 04 66 73 90 48 et www.villamazarin.com. Autre choix, à une trentaine de kilomètres d'Aigues-Mortes, à Saint-Gilles, un nouvel hébergement très chic, le Domaine de Sainte-Colombe. Il s'agit d'un

ancien monastère dont il ne reste que la chapelle classée Monument historique. Environnement vallonné de prairies et de garrigue, bergeries restaurées et cabanes Lodge à la vue époustouflante. Chaque habitat dispose de sa propre piscine. À partir de 390 € pour 2 nuits et jusqu'à quatre personnes. Tél. : 04 66 81 81 81, et www.domaine-sainte-colombe.com

DÉJEUNER

L'Atelier de Nicolas, resto dans l'air du temps installé dans un ancien garage. Autour de 20 €. 28, rue Alsace-Lorraine. Tél. : 04 34 28 04 84.

DÎNER

À l'Espace Culinaire, une nouvelle table emmenée par le jeune chef Alexandre Feder. Assiette brillante. Formule à 32 €. 5, rue Sadi-Carnot. Tél. : 04 66 73 37 29 et www.leparticulier30.fr

DERNIER VERRE

L'Express, bar très local (place Saint-Louis) et le Tac Tac, réputé pour ses bières. 19, rue de la République.

ACHATS

De la fleur de sel, évidemment. On en trouve partout, mais privilégier la Boutiques des Salins, honneur aux producteurs ! De la fougasse à la fleur d'oranger, à la boulangerie Olmeda. Petit détour par le village du Caillar, à la boucherie Maeva pour ses saucissons de taureau. Du riz Canavère qu'on trouve à la Maison de la Méditerranée, sur la plage de l'Espiguette. Et une bouteille de Perrier, pour le plaisir d'aller directement à la source de Vergèze.

MUSÉE

Pour célébrer la désignation de la Petite Camargue comme 14^e Grand Site de France, une maison-musée sera inaugurée le 1^{er} juillet sur l'étang de la Marette au

Grau-du-Roi. Elle présentera les trésors naturels de la région.

DEMANDEZ LE PROGRAMME

Les animations rythmeront l'été et commémoreront la naissance de Saint Louis. Noter que le film *Un port pour les Croisades* est projeté toutes les 30 mn au cinéma d'Aigues-Mortes. - Du 25 avril au 31 décembre. Exposition « Saint Louis de l'Occident à l'Orient ». - 14 juil. Concert de musique médiévale. - Du 2 au 5 juillet. Théâtre « Saint Louis et l'outre-mer ». - 23 et 24 août. Fête de Saint Louis. Animations, musique et spectacles dans la vieille ville. Programme sur www.aigues-mortes.monuments-nationaux.fr

SE RENSEIGNER

Office de tourisme d'Aigues-Mortes. Tél. : 04 66 53 73 00 et www.tourismegard.com

AUTOMOBILE

Une concession sans voiture

TENDANCE Après Londres et Pékin, Audi vient d'ouvrir une enseigne « digitale » à Berlin où l'on choisit sa voiture sur grand écran.

P THIERRY ÉTIENNE
tetienn@lefigaro.fr

our justifier la création de concessions d'un nouveau genre, dans lesquelles les espaces de vente n'accueillent plus des voitures mais des écrans géants, Audi avance quatre bonnes raisons.

L'inflation du prix de l'immobilier
D'ici une cinquantaine d'années, 80 % de la population mondiale sera concentrée dans des mégapoles. Le prix du mètre carré va continuer à croître et, même pour une marque de luxe, disposer des 1200 m² nécessaires à l'implantation d'une concession en centre-ville sera impossible à rentabiliser.

L'essor d'Internet
95 % de la clientèle utilise désormais Internet pour effectuer un choix qu'ils valident la plupart du temps au travers des réseaux sociaux. Audi City s'inscrit dans le prolongement de ces nouveaux outils d'achat en offrant la possibilité d'approfondir la recherche avec des outils nettement plus performants.

Les exigences de la clientèle
La clientèle premium visée par Audi accorde une importance croissante à la personnalisation. Or, en comptant tous les coloris, toutes les matières, les options et les roues disponibles, ce sont plusieurs centaines de millions de combinaisons possibles.

La multiplication des modèles
Enfin, la gamme qui compte aujourd'hui 49 variantes de carrosseries, va encore croître pour en proposer 60 à l'horizon 2020, ce qui étendra encore le champ des possibilités.



L'Audi City est implanté, depuis février dernier, dans le Kurfürstendamm, le quartier chic de Berlin. AUDI AG

Présenté comme un complément aux méthodes de ventes traditionnelles, le concept Audi City a été inauguré à Londres en juillet 2012. Depuis qu'il a remplacé l'Audi Forum qui n'était qu'une simple vitrine de la marque, la fréquentation du lieu a augmenté de 70 % et 450 ventes y ont été conclues, avec, qui plus est, 60 % de nouveaux clients. À Berlin, un Audi City est implanté, depuis février dernier, dans le Kurfürstendamm, le quartier chic de la capitale allemande. L'automobile en tant qu'objet n'a pas complètement disparu de cet univers dédié à la représentation digitale, mais quand une concession traditionnelle en expose une douzaine, le showroom de Berlin n'en présente plus que quatre. Concrètement, des guides qui n'ont pas vocation à conclure une vente sont là pour aider le client à utiliser les puissants moyens mis à sa disposition. On recense notamment six tables de 32 pouces permettant de lancer une

configuration qui se retrouve projetée sur un écran géant de 5 x 3 m. En se plaçant devant l'écran, il peut, d'un simple geste, faire tourner le modèle à 360° ou même ouvrir une porte. La qualité du matériel employé, notamment des écrans de 120 millions de pixels, permet d'approcher la réalité au plus près. En avançant dans sa démarche, le client peut naturellement demander à essayer le modèle qu'il convoite. Un rendez-vous est alors pris avec le concessionnaire le plus proche, à qui l'Audi City transfère par Internet la configuration retenue par le client. Chaque prospect repart avec une sortie imprimante sur papier glacé du modèle qu'il a configuré. Une vraie brochure personnalisée. Audi City sert aussi de cadre à l'expérimentation d'Audi Select, une nouvelle formule de location d'occasions récentes sur six à douze mois qui permet de découvrir la gamme de façon inédite.

Durant cette période, le client a la possibilité de tester jusqu'à trois véhicules différents. Il les choisit dans un listing recensant les voitures de direction disponibles, affichant toutes entre 5000 et 10000 km au compteur. Nous avons simulé la location d'une A1 Sportback, d'une A4 Allroad et d'une RS4 Avant, quatre mois chacune, en tablant sur 12000 km par an. Il en est ressorti un coût mensuel pour le client de 1163 €, assurance et entretien inclus. Audi va promouvoir cette formule de location pour inciter ses clients à découvrir la gamme et notamment la technologie hybride rechargeable de l'A3 Sportback e-tron. Il existe déjà un Audi City à Pékin et un autre sera prochainement ouvert à Moscou, grâce à un investisseur privé. Si le succès de ce nouveau mode de vente se confirme, on pourrait bientôt en découvrir un dans les beaux quartiers de notre capitale.

Droit de l'usager

Les vitres teintées sont-elles légales ?

■ par M^e Remy Josseume, avocat à la Cour, président de l'Automobile-Club des avocats.

Le Conseil national de la sécurité routière envisagerait de réglementer plus sévèrement l'application de films teintés sur les véhicules. Qu'en est-il légalement à ce jour ?

1 La législation interdit de coller des films adhésifs sur les vitres s'ils déforment ou réduisent la visibilité.

2 Le Code de la route précise que tout véhicule doit offrir un champ de visibilité vers l'avant, vers la droite et vers la gauche, suffisant pour qu'il puisse être conduit avec sûreté. Le pare-brise doit en outre avoir une transparence suffisante.

3 Aucun élément ne doit provoquer une déformation notable des objets vus par transparence ni une modification notable de leurs couleurs.

4 Un PV dressé parce qu'un film recouvrant la lunette et des glaces latérales du véhicule ne permettrait pas de distinguer les occupants du véhicule est dépourvu de fondement légal. Le Code de la route ne vise en effet que la transparence du pare-brise.

Retenez donc que vous pouvez circuler avec un véhicule dont les vitres arrière et latérales sont teintées.

IMMOBILIER avec Explorimmo

LE MEILLEUR DE L'IMMOBILIER

Immobilier d'entreprise

Ventes BUREAUX

495M2 - 800.000€
Paris Nord-Est, divisible à partir de 223m2
- 07.89.49.24.04 -

Ventes BOUTIQUES

MURS LIBRES
230m2 REC + 200m2 s.sol
Façade angle 15m linéaire
Prix : 1.200.000€
- 07.89.49.24.04 -

LA TOUR IMMO

COMMERCES & BUREAUX
01 43 72 04 24

Immobilier ventes et achats

Ventes 2^e APPARTEMENTS

VENDOME / OPERA
Rue Volney - 4/P. 172m2
3 asc. séjour 6.3m2 avec
5 fenêtres, rénovation
contemporaine - 2.700.000€
★ DISTRICT ★
01 43 29 15 11

Ventes 4^e APPARTEMENTS

HOTEL DE VILLE
Séjour + 4 chbres, 5 asc.
130m2, calme - 1.515.000€
★ DISTRICT ★
01 43 29 15 11

Ventes 6^e APPARTEMENTS

ASSAS / Cherche Mid
Maison / Atelier 130m2+20m2
Terrasse-2 chbres-2 bns
parfait et park - 2.675.000€
EMILE GARCIN
01 42 61 73 38
www.emilegarcin.fr

LUXEMBOURG / FLEURUS

sej, 3 chbres, 10m2, 3 asc.
Charme, calme, 1095.000€
01 40 62 77 80

Un appartement à vendre ?

01 56 52 8000
figannonces

Ventes 8^e APPARTEMENTS

MADELINE
Pierre / T - 180m2 parfait et
3 récept. - 3 chbres - 2 bns
EMILE GARCIN
01 58 12 02 02
www.emilegarcin.fr

Ventes 19^e APPARTEMENTS

COGEDIM
RUE DE MEAUX
IMMEUBLE NEUF
Livraison : 3ème trimestre 2014
Architecture contemporaine et prestations de qualité
Beau 2P, 45m2
438.000€, cave incluse
0811.330.330

Ventes APPARTEMENTS MAISONS Ouest

GOLFE MORBIHAN
ARRADON
5 mn VANNES appts mls
tres gd stand.
DU T2 AU T4
environnement exceptionnel
PROXIMITE PLAGE
et commodités, terrasses
et garages fermés
Finitions soignées
Livraison juin 2014
Tel. 02 97 43 44 66

Locations 7^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 8^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
5P 137m2 Roosevelt 3150€
5P 185m2 Miramont 3900€

Locations 9^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
2P 43m2, Tasc, parfait état
Dile sej, 39m2 - 3 chbres
2 caves, Classe énergie C
Loyer : 1.015€ chcomp
Honoraires : 3.450€ TTC
JA Tiffen 01 56 90 11 00

Locations 15^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
2P 37m2 Pouchet 862€
7P 196m2 Villers 4750€

Locations 16^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
2P 37m2 VAUGRARD 862€
5P 122m2 Passy 2685€

Locations 17^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
2P 37m2 Pouchet 862€
7P 196m2 Villers 4750€

Locations 18^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 19^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 20^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 21^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 22^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 23^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 24^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 25^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 26^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 27^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 28^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 29^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 30^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 31^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 32^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 33^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 34^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 35^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 36^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 37^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 38^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 39^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 40^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 41^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 42^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 43^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 44^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 45^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 46^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 47^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 48^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 49^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 50^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 51^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 52^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 53^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 54^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 55^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 56^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 57^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 58^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 59^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 60^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 61^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 62^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 63^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 64^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 65^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 66^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 67^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 68^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 69^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 70^e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01 42 96 04 04
1P 15m2 Varenne 580€
3P 80m2 Emillat 2160€

Locations 71^e OFFRES VIDES

Gros plan sur la grotte Chauvet

Le magazine « Des racines et des ailes » propose une visite dans ce site ardéchois inaccessible au public, dont les fresques dessinées il y a 36 000 ans ont été découvertes en 1994.

BLAISE DE CHABALIER @dechab

L'émotion est au rendez-vous dans le documentaire réalisé par Hélène Frandon consacré à la grotte Chauvet, diffusé ce mercredi soir sur France 3 dans le cadre du magazine « Des racines et des ailes ». Cette vaste cavité préhistorique située en Ardèche, à proximité du majestueux pont d'Arc, a été découverte en 1994 par les spéléologues Jean-Marie Chauvet, Eliette Brunel et Christian Hilaire. Ce qu'ils sont alors les premiers à observer est un trésor inouï. La grotte est ornée de fresques vieilles de 36 000 ans, soit deux fois plus anciennes que celles de Lascaux. Sur une superficie de 8 500 m², ce sont plus de 400 figures animales qui ont été tracées à l'ocre rouge, dessinées au fusain ou encore gravées dans l'argile par des *Homo sapiens*.

C'est ce bestiaire envoûtant, inaccessible au public, que la caméra nous permet d'admirer. Ces chefs-d'œuvre figés dans le temps et dont l'apparence est pourtant étonnamment moderne, sont filmés dans un rythme presque lent, qui permet de s'en imprégner pleinement. Les dessins sont montrés à plusieurs reprises, avec des plans plus ou moins rapprochés, ce qui donne une impression de proximité.

Guidés par quelques rares scientifiques autorisés à pénétrer dans la grotte, vêtus d'une combinaison à usage unique et d'un casque muni d'une lampe, la visite commence, au cours de laquelle l'émerveillement va crescendo. Apparaissent d'abord des points rouges, abstraits, puis de la même couleur, des



Sur les parois du site, plus de 400 figures animales ont été tracées à l'ocre rouge ou au fusain. MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

animaux mystérieux, stylisés. C'est ensuite une panthère qui surgit, elle aussi dessinée à l'ocre. La seule connue à ce jour dans l'art pariétal.

Merveille de l'art pariétal

En avançant encore, ce sont des rhinocéros, des lions, des mammouths qui se montrent, tous également rouges. Et, gravés dans l'argile fraîche avec les doigts, d'un trait sûr, un hibou perché ainsi qu'un petit cheval apparaissent,

particulièrement expressifs. Puis c'est une vaste composition qui est éclairée, au fusain cette fois. Tracés au charbon de bois, ce sont deux rhinocéros qui se battent, quatre chevaux si vivants qu'on a l'impression qu'ils vont hennir, ou encore deux lions qui semblent prêts à s'accoupler.

Mais c'est au fond de la grotte, dans un endroit accessible seulement quelques jours par an, quand le taux de gaz carbonique et de radon est au plus bas,

que le téléspectateur découvre la fresque la plus exceptionnelle : une scène de chasse au fusain qui s'étend sur dix mètres. À droite, un groupe de lions est lancé à la poursuite de bisons et de rhinocéros, qui s'échappent par dizaines. Le mouvement, l'effet de nombre, les détails d'expressivité qui font de chaque animal un être particulier, et même des tentatives pour rendre la perspective, tout est là pour faire de cette œuvre une merveille de l'art pariétal. Que

cherchaient à exprimer ces artistes de grand talent ? Racontaient-ils des histoires symboliques, mythiques ? Le mystère reste entier. À chaque observateur d'y réfléchir en regardant ce documentaire. Enfin, notons que dès le printemps 2015, il sera possible de visiter la réplique grandeur nature de la grotte Chauvet. Elle est actuellement en cours de construction avec une minutie impressionnante, à Vallon-Pont-d'Arc. ■



Emily VanCamp dans le rôle d'Emily Thorne, l'héroïne de *Revenge*. KAREN NEAL / ABC / TFI

« Revenge », l'été des résurrections

Une série de révélations va ébranler les maigres certitudes d'Emily Thorne, de retour dans les Hamptons.

CONSTANCE JAMET @constancejamet

La vengeance n'est pas toujours un plat digeste, les morts ne restent pas forcément dans leur cercueil. De dures leçons attendent Emily Thorne (Emily VanCamp) dans la nouvelle saison de la série *Revenge*, qui démarre ce mercredi soir sur TFI. L'« Edmond Dantès » de la côte Est va être confrontée à une succession de révélations qui va bouleverser ses maigres certitudes.

Après trois mois d'entraînement acharné au Japon en compagnie de son mentor Takeda, auprès duquel elle retrouve Aiden, un ancien amant lui aussi

disciple du maître, Emily regagne les Hamptons. La jeune femme est déterminée non seulement à se venger, comme prévu, des Grayson et de leurs alliés qui ont fait condamner injustement son père, mais aussi à retrouver sa mère, toujours en vie.

Les Hamptons sont plus que jamais un nid de vipères. Le patriarche Grayson a fait interner sa cadette, Charlotte, pour récupérer l'héritage de son épouse, supposée morte dans un accident d'avion. Sauf que la diabolique Victoria Grayson (Madeleine Stowe terrifiante et glaciale quelle que soit la situation) est on ne plus vivante.

Après une alliance temporaire avec Emily pour sauver Charlotte, la guerre est à nouveau de mise.

Revenge assume son ADN de mélodrame sophistiqué et ne mène pas sur les rebondissements, quitte à obliger le téléspectateur à faire un schéma de ce big bang d'intrigues pour en garder le fil. Si la série ne perd pas le nord, elle le doit à son atmosphère décadente et opulente à la *Gossip Girl* et à Emily VanCamp. L'actrice incarne avec finesse une héroïne qui comprend qu'elle est en train de perdre son âme mais qu'on a envie d'aimer malgré ses lâchetés. Après une deuxième saison ju-

gée complexe et éparpillée, *Revenge* a trouvé un nouveau producteur. De quoi concocter une troisième saison d'anthologie sur fond d'un mariage grandiose... et sanglant. ■

LE BUZZ TV

Invité : Bernard de la Villardière

interviewé par Philippe Larroque, aujourd'hui sur :



MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 3455

HORIZONTALEMENT

1. Peu après revient le temps des vaches maigres. - 2. Dans les lettres, penche vers la droite. - 3. Gomme de ciste au parfum ambré. - 4. Grade abrégé. Refroidis dans l'eau. - 5. Point. Initialement conçu pour Jésus le Nazaréen, roi des Juifs. - 6. Pas coupées. Rapporteur beaucoup. - 7. Meurt chez Montherlant et déjà morte chez Sartre. En contre, il est difficile à atteindre. - 8. Lame ou pelle, en un sens. Saint dans le ciel. - 9. S'expose à de violents coups de canne. Ne prend jamais de petit déjeuner. - 10. Il peut ruer ou catapulte. - 11. C'est minuit moins une et il voit rarement le soleil. Bien retenu. - 12. Donnent toute latitude.

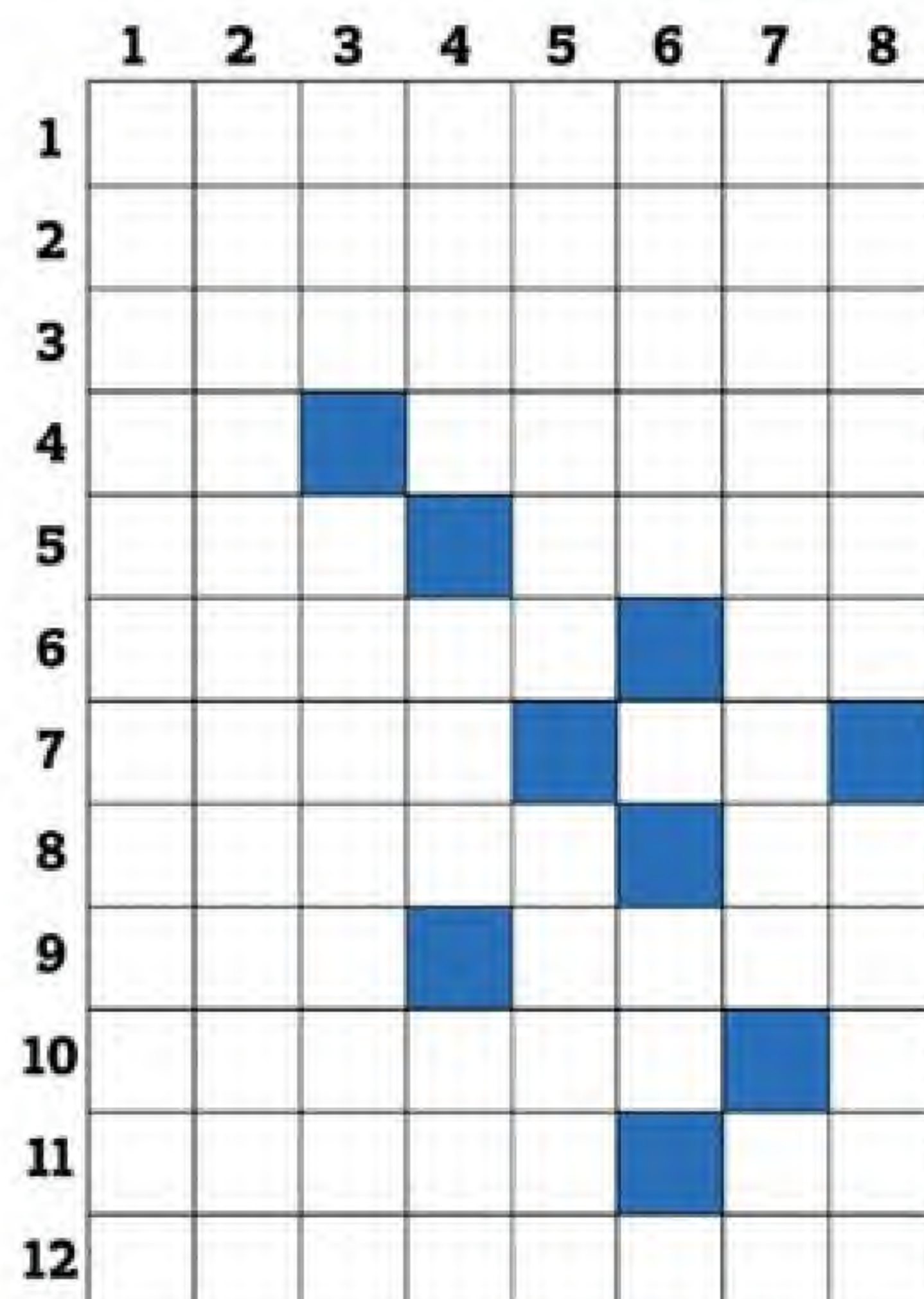
VERTICALEMENT

1. Un habitué des salons en Seine-Saint-Denis. - 2. Femme qui a atteint la cinquantaine. - 3. Se retrouve souvent sur la paille. Dessous de table. - 4. Naît dans la chaleur et vit dans le froid. Concurrente de la Nasa. Reste sur le terrain sans bouger. - 5. Joli petit visage. Prit du poids. - 6. À cheval. Ciel son mari. - 7. Placer les follos. Se répète chez les stakhanovistes. - 8. S'écoule dans le Pô. Rat palmiste.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 3454

HORIZONTALEMENT 1. Brise-fer. - 2. Lénitive. - 3. Effrénée. - 4. Tôle. Sil. - 5. Trans. - 6. Immeuble. - 7. Sam. Es. - 8. Statines. - 9. Urbino. - 10. Rile. Boy. - 11. Ecervelé. - 12. Sessiles.

VERTICALEMENT 1. Blettiatures. - 2. Réformatrice. - 3. Inflammables. - 4. Sirène. Tiers. - 5. Éte. Surin. Vi. - 6. Flins. Nobel. - 7. Éveillée. Olé. - 8. Réel. Essuyés.



BRIDGE

Par Philippe Cronier www.lebridgeur.com

PROBLÈME DE DÉFENSE N° 1768 : Hurllement

♠ A 6 4 2
♥ A D 2
♦ 7 5 4
♣ A D 10

♠ 10
♥ V 9 8 7
♦ A R D 10 6
♣ 5 4 3



Contrat : Sud joue 4 Piques.

La séquence (Tous vuln.) :

Sud Ouest Nord Est
3♠ passe 4♠

Entame : As, Roi et Dame de ♦. Sur le troisième tour de ♦, Est défait le Roi de ♥. Qu'en pensez-vous ?

SOLUTION DU PROBLÈME N° 1767 : Chien de garde

Contrat : Sud joue 4 Piques.

La séquence (Pers. vuln.) : Nord ouvre de 1♣, Est intervient à 1♦, Sud dit 1♠, Ouest barre à 3♦, Nord contre, Sud redit 3♠ et Nord conclut à 4♠.

Entame : 10 de ♦ pour le Roi pris de l'As par Est qui rejoue la Dame de ♦, coupée. Vous tirez As-Roi de ♠ et apprenez qu'Est possède la Dame seconde.

Ne tirez pas le dernier atout, vous perdriez le contrôle du coup car vous devez rendre deux fois la main. Laissez le 8 de ♠ comme « chien de garde » au mort et attaquez-vous à l'affranchissement de vos couleurs annexes.

Commencez par les ♥ car vous y possédez moins de cartes qu'à ♠ (et donc les risques qu'Ouest coupe y sont plus faibles). Jouez deux tours de ♥ en ayant soin de préserver un honneur en main. Indispensable rentrée. Ici, Ouest prend au deuxième tour de ♥ et rejoue ♦ en coupe et défait. Vous coupez au mort en défaussant un ♣ de votre main, revenez en main grâce à l'honneur à ♥ précieusement conservé (ouf, la couleur est 3-3 et vous n'êtes pas coupé), purgez le dernier atout et délogez l'As de ♠ avec un temps d'avance.

♠ A R 4
♥ D 10 5 4
♦ R 2
♣ R D V 10

♠ 10 7 6
♥ A 9 7
♦ 10 9 6 4 3
♣ 9 4

♠ D 8
♥ 8 6 3
♦ A 8 7 5
♣ A 8 5

♠ V 9 5 3 2
♥ R V 2
♦ V
♣ 7 6 3 2

TÉLÉVISION

TF1

19.00 Money Drop. Jeu 20.00 Journal
20.40 Nos chers voisins. Feuilleton
20.45 C'est Canteloup

20.55

Série. Comédie dramatique



Grey's Anatomy

EU. Saison 9. 3 épisodes. Inédits. Avec Ellen Pompeo, Patrick Dempsey, Justin Chambers, Chandra Wilson. Les médecins du Seattle Grace se préparent à débrancher l'assistance respiratoire de Mark.

23.25 Revenge Série. Drame. EU. 2012. Saison 2. (3 épisodes). Inédits. 1.55 50 mn Inside. Magazine

CANAL+

18.30 Football. Ligue 1. Paris-SG/ Evlan. En direct 20.35 Ligue des champions. Magazine

20.45

Football



Ligue des champions

Real Madrid/Bayern Munich. Demi-finale, match aller. En direct. L'équipe madrilène espère entretenir le rêve de la conquête d'un 10^e titre européen à son palmarès.

22.50 Looking for Rio. Doc.
23.55 The Call Film. Thriller. EU. 2013. Réal. : Brad Anderson. 1h35 1.30 Mafiosa. Série. (2 épisodes)

france 2

18.55 N'oubliez pas les paroles ! Jeu
20.00 Journal 20.40 Parents mode d'emploi. Série

20.45

Film TV. Comédie dramatique



Des frères et des sœurs

Fra. 2012. Réal. : Anne Glaffert. Inédit. 1h27. Avec Pascale Arbillot, Thierry Frémont. Quatre frères et sœurs vont vivre deux jours qui leur rappelleront que, malgré tout, être frères et sœurs signifie quelque chose.

22.20 La parenthèse inattendue Magazine. Société 0.40 Grand public. Magazine 1.30 Toute une histoire

arte

19.00 L'Italie par la côte. Série documentaire 19.45 Arte Journal 20.05 28 minutes. Magazine

20.50

Film. Comédie dramatique



Vincent, François, Paul et les autres

Fra. 1974. Réal. : Claude Sautet. 1h50. Avec Yves Montand, Michel Piccoli, Serge Reggiani. Trois amis aux abords de la cinquantaine font le bilan de leurs existences.

22.40 Nelson Mandela et moi Documentaire. Inédit 0.10 Photographes contre l'apartheid. Doc.

france 3

19.00 19/20 20.00 Tout le sport
20.15 Plus belle la vie. Feuilleton. Avec Michel Cordes, Cécilia Hornus

20.45

Magazine. Reportage



Des racines et des ailes

Prés. : Patrick de Carolis. 2h05. Inédit. Patrimoines d'exception. Ce numéro spécial est consacré à la découverte de patrimoines d'exception à travers la France.

22.55 Grand Soir/3
23.20 Pièces à conviction Magazine. Société 0.30 Les chansons d'abord. Divertissement

6

18.40 100 % mag. Magazine 19.45 Le 19.45 20.05 Scènes de ménages. Série. Avec Marion Game

20.50

Jeu



Pékin Express : à la découverte...

... des mondes inconnus
Présentation : Stéphane Rotenberg. 2h10. Inédit. A la découverte des secrets du lac Inlé, l'un des joyaux de la Birmanie.

23.00 Pékin Express, le tour du monde de l'inattendu Jeu 1.00 Cane : la vendetta. Série

NT1

19.30 Au nom de la vérité. Série
20.30 Tu veux ou tu veux pas. Série

20.50 Apocalypse Revolution Film TV. Action. 2013. Réal. : Hans-Jörg Thurn. Inédit. 2h23. Avec Christiane Paul, Hannes Jaenicke. Une expérience provoque la destruction de tous les satellites.

23.05 2012 : la prophétie. Film TV
0.30 Alerte planète Terre. Film TV

france 5

19.00 C à vous 20.00 C à vous, la suite. Magazine 20.15 Entrée libre

20.40 La maison France 5 Magazine. Découverte. Prés. : Stéphane Thebaut. 1h00. Inédit. «Inspirer : le salon du meuble de Milan» - «Informier : le viager» - «Le mobilier de salle de bains».

21.40 Silence, ça pousse ! Magazine
23.45 Entrée libre. Magazine

reji

18.55 Stargate SG-1. Série. 1969 - Après un long sommeil

20.50 Le retour de K2000 Série. Action. EU. 2008. Saison 1. 5 épisodes. Inédits. Avec Justin Bruening, Deanna Russo. Alors que Mike a infiltré le réseau d'un trafiquant, on lui inocule un poison mortel.

1.00 La maison du bluff. Télé réalité. Présentation : Caroline Receveur

RMC

19.05 Attache-moi si tu peux ! Série documentaire. (4 épisodes)

20.45 Top Gear : Top 41 Série documentaire. Science et technique. 0h55. Inédit. Les casse-cous de «Top Gear» iront faire un road trip en Roumanie et nous dévoileront même l'identité du Stig.

21.40 Top Gear : Top 41 22.35 Top Gear 1.20 X machines de Titans

6ter

19.10 Charmed. Série. À l'école de la magie - Frères ennemis

20.50 Desperate Housewives Série. Comédie dramatique. EU. 6 épisodes. Avec Teri Hatcher, Marcia Cross, Eva Longoria, Felicity Huffman. Pour Bree, tous les moyens sont bons pour évincer Orson.

1.35 Le bodyguard de l'amour. Film TV. Comédie sentimentale

Tous les programmes dans TV Magazine et sur tvmag.com

MÉTÉO PAR la chaîne météo

33

ÉPHÉMÉRIDE St-Georges

Soleil: Lever 06h45 - Coucher 20h54 - Lune décroissante

MATIN



APRÈS-MIDI



T (en °C) -10 0 10 20 30 40

LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	12/19	AMSTERDAM	8/17	ATHÈNES	13/26
BARCELONE	10/19	BELGRADE	13/22	BERLIN	12/22
BERNE	3/17	BRUXELLES	9/18	BUDAPEST	12/22
COPENHAGUE	8/15	DUBLIN	8/15	LISBONNE	11/19
LONDRES	8/18	MADRID	7/19	PRAGUE	9/21
RABAT	12/21	ROME	10/20	TUNIS	13/20



la chaîne météo lachainemeteo.com
par téléphone : 3201
LIVE 24/24 EN EXCLUSIVITÉ SUR CANALSAT et sur numéricable

SU/DO/KU

ACR JEUX

Chaque jour un peu plus difficile

GRILLE 900 MOYEN

		5	9	1	6		
4		7	8		1		5
	1	5					7
		9		8	2	3	
	3			7			
9	2	6		8			
2				3	7		
3	9		5	4			1
	1	2	3	7			

SOLUTION DU N° 899

7	8	6	2	4	1	9	3	5
1	9	3	8	6	5	4	2	7
4	5	2	7	9	3	1	8	6
8	6	4	9	3	2	7	5	1
2	1	9	5	8	7	3	6	4
3	7	5	6	1	4	2	9	8
5	2	8	1	7	9	6	4	3
9	4	1	3	5	6	8	7	2
6	3	7	4	2	8	5	1	9

MOTS FLÈCHES N°714

FORCE 2

ORGANISAIT UN RENDEZ-VOUS MICRO	AUGMENTE DE VOLUME VOLONTAIRE	MISE AU PAS MOT DE CAPRICEUX	DIABOLIQUE ESSAYS	PROMPT ET AGILE	DÉCONCERTÉE PASSE-TEMPS FAVORI SURS D'ELUX	LA TÊTE AILLEURS GROS PÉPIN	LOUP AFRICAIN INTERRUPTEUR
RACONTER PAR LE MENU POURRIT		ENLUSER DANS LES RÈGLES		BLASON		...ET PAS D'AUTRES	
PRÉCISION				CLASSANT			PLATINE POUR LE CHIMISTE
DONNE UN ACCORD			COUSETTE BAYARD HAUT EN COULEUR	PIÈCES ANGLAISES		PETIT HAUT	
CHEFS EN CAMPAGNE		ÉCLUSE COURRIER VITE ENVOYÉ		ARTICLE PLURIEL	BISE OU BRISE INDIEN EN AUTOMNE		
BÊTE À BOIS			DÉESSE DE LA TERRE	ALTERNE DES BRIQUES PRESQUE ICI			
DISPROPORTIONNE				BOUT DE L'ORDRE			
PIÈRE GRAVÉE			ELLE A UNE VRAIE TÊTE DE MULE				

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

P	V	A	B	U	E	L	E
N	A	T	I	O	N	A	L
I	R	R	E	S	P	E	C
N	L	A	I	A	S	T	E
L	I	L	L	O	I	S	
T	A	N	L	E	S	A	I
S	A	P	E				
A	S	E	T	C			
O	I	L					
A	N	D	E	S			

LE FIGARO MAGAZINE présente



FIG MAG JEUX

Édition Collector

6,90

EN VENTE ACTUELLEMENT
en kiosque, en librairie
et sur www.figaro-store.fr

Joann Sfar, trait prolifique

SUCCÈS Tout en croquant la politique, via Instagram, à l'encre sympathique, le dessinateur de BD illustre Romain Gary et sort deux romans à deux mois d'intervalle.



L.-C. MARMARA/LE FIGARO



Françoise Dargent
fdargent@lefigaro.fr

Il a fini par s'émanciper des images en écrivant un roman publié l'année dernière. Il revient aujourd'hui avec un livre qu'il n'a pas écrit mais entièrement illustré, *La Promesse de l'aube* de Romain Gary (Futuropolis) tout en publiant dans le même temps *Grandclapier*, un roman fantastique et picaresque (Gallimard). Et il s'astreint désormais régulièrement à « poster » sur la plateforme de partage Instagram un petit dessin où il croque les hommes et femmes politiques. François Hollande en a fait les frais au moment de l'affaire Gayet et, pour les municipales, Joann Sfar était à la fois au QG de Nathalie Kosciusko-Morizet et chez sa rivale, Anne Hidalgo, « 75 dessins en quatre

heures », soupire-t-il d'aise. Joann Sfar est content car affairé et sans étiquette. « Je peux désormais faire des dessins sans texte et des textes sans dessins. Je suis content d'être un auteur. On m'accepte aussi en tant qu'illustrateur. J'aimerais maintenant illustrer des romanciers vivants. » Le scénariste et auteur de BD le plus prolifique de France carbure aux nouvelles idées. L'une chasse l'autre, mais il est rare qu'elles ne se concrétisent pas. Cette *Promesse de l'aube* par exemple, le livre clef de Romain Gary. Dix ans qu'il y pensait. Futuropolis, l'éditeur, l'avait titillé en lui suggérant d'illustrer un classique. « Uniquement si c'est Gary », avait-il prévenu. Voilà chose faite à l'occasion du centième anniversaire de la naissance de l'auteur. Sfar et Gary, ou l'association de deux enfants terribles de l'édition avec une propension commune à brouiller les pistes.

Pour Sfar, c'était écrit. « Gary me fascine depuis l'âge de 15 ans. J'appartiens à la première génération qui peut le lire sans a priori. On lui a fait payer le fait d'être gaulliste. Son amour pour la France m'a

toujours sidéré. Nous avons en commun la ville de Nice où j'ai grandi. Nous avons fréquenté les mêmes endroits, le tennis du parc impérial, le lycée. Lui avait une mère abusive, moi j'ai perdu la mienne à l'âge de 4 ans. Il est né à Vilnius, ma mère venait d'Ukraine. »

« Un dessinateur assez classique »

Nice, là où tout a commencé pour le dessin qu'il pratique depuis toujours, « sa religion », dit-il. Famille juive d'origine ashkénaze du côté maternel et dont la lignée paternelle vient d'Algérie, double influence qu'il exploite à fond dans son œuvre protéiforme. L'orphelin de mère est élevé par son père et son grand-père ancien résistant, médecin dans la brigade Alsace-Lorraine puis rabbin. Viendront plus tard les études de philosophie à l'université de Sophia Antipolis.

Il ne poursuivra pas en philo car le dessin l'appelle. Il monte ensuite aux Beaux-Arts à Paris, option cours de morphologie. Il jure encore aujourd'hui que le dessin enchaîné dans l'observation est

ce qu'il y a de mieux pour acquérir les bases. « Je reste un dessinateur assez classique », souligne-t-il, exhumant comme référence les fantômes de Daumier et Toulouse-Lautrec avant de crier son admiration pour l'œuvre de Sempé et de l'Anglais Quentin Blake. Pour ce travail sur Gary, il est revenu à un dessin assez classique, à la plume et à l'encre de Chine. Un travail de titan. « J'ai jeté beaucoup de dessins », confie-t-il en espérant que les lecteurs goûteront à cette entreprise.

Pour son nouveau roman, intitulé *Grandclapier* et que peuvent lire les grands enfants et les adultes fans du genre fantastique, il a laissé libre cours à son imagination. Un monstre, la quarantaine, en pleine crise, se démène sur fond de guerre de religion, dans une Provence imagée chère à l'auteur qui s'inscrit loin des sagas de fantasy classique type Tolkien et consorts. « Je déteste cette forme d'heroic fantasy tellement bien faite qu'on finit par ne plus y croire. La première chose pour écrire une histoire, c'est d'y croire pour de vrai. » Il y a chez lui une forme de candeur et de certitude mélangées qui lui permettent de tout entreprendre sans jamais renoncer. N'en déplaise à ceux qui lui reprochent de se disperser. Ces derniers temps, il s'est fait remarquer par ses caricatures politiques. Un retour au dessin de presse qu'il avait expérimenté chez *Charlie Hebdo* il y a quelques années, sans succès car il n'était, analyse-t-il, « pas assez agressif ». Il ne l'est pas pour autant devenu et préfère désormais récuser toute option de méchanceté dans ses dessins. « Il existe aujourd'hui ce réflexe malsain de désavouer la politique et surtout la fonction présidentielle. C'est un peu facile. Aucun de mes dessins n'est assassin. Mon propos n'est pas de faire la morale. Rire certes, mais je reste gentil. »

La politique reste un jeu, l'écriture une vocation. En juin, sortira son troisième roman chez Albin Michel. 600 pages d'une « comédie sur la philosophie des Lumières », le portrait d'un philosophe qui lutte contre l'esclavage mais ne peut se résoudre à se séparer des siens. « L'archétype du penseur français, un livre provocant », prévient l'intéressé qui se remet au travail. On oubliait. Pour l'heure, il se consacre à peaufiner l'écriture du scénario du prochain film qu'il va réaliser, tiré du roman de Sébastien Japrisot, *La Dame dans l'auto avec des lunettes et un fusil*. Le cinéma l'appelle. ■

Bio EXPRESS

1971

Naissance à Nice.

1994

Première BD publiée, 140 suivront.

1999

Série pour enfants

« Petit vampire ».

2002

Parution du « Chat du rabbin ».

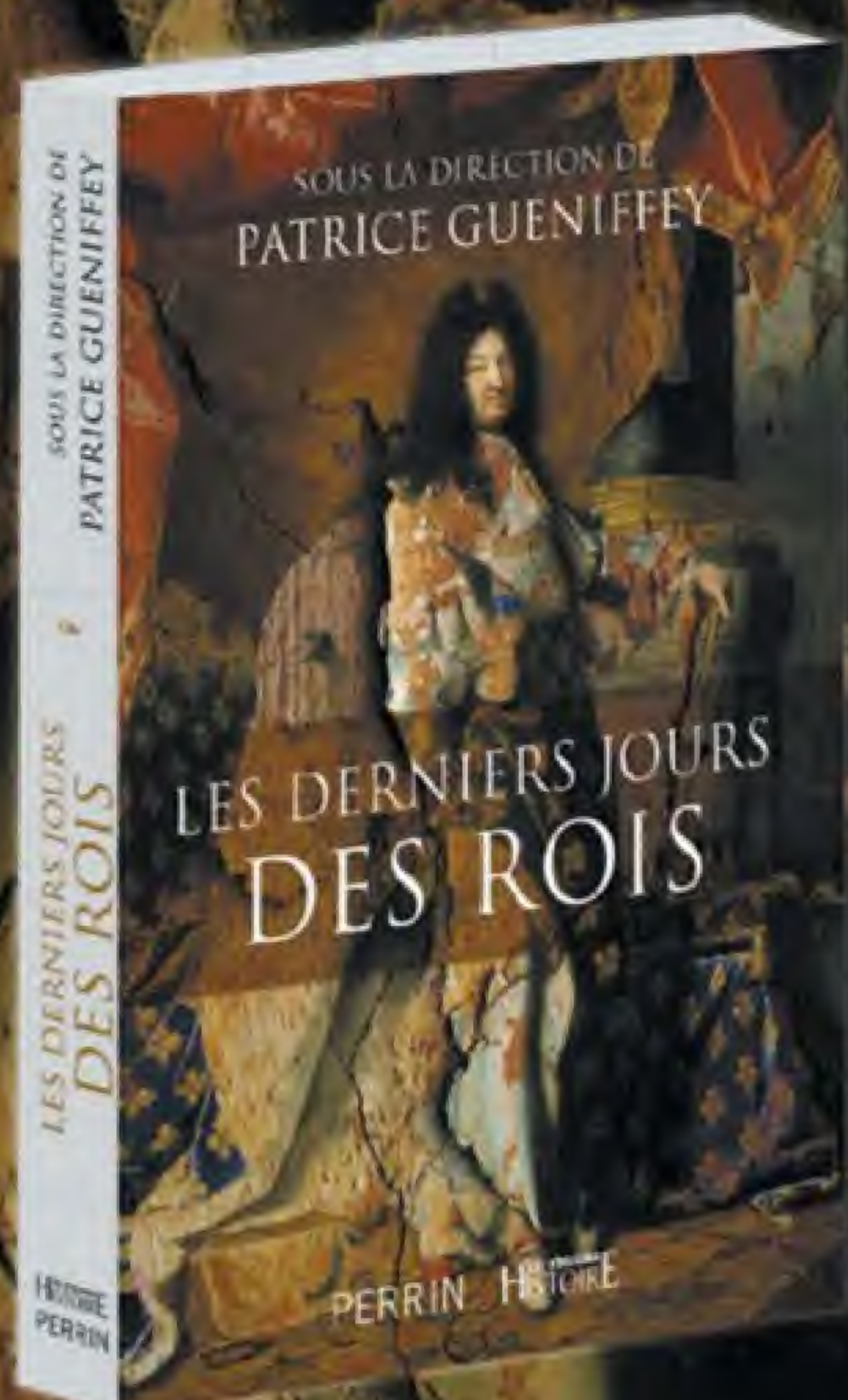
2010

Réalise le film « Gainsbourg, vie héroïque ».

2012

Publie son premier roman « L'Éternel » (Albin Michel).

N°1 DES VENTES EN LIVRES D'HISTOIRE



RETROUVEZ
DEMAIN
JEUDI 24 AVRIL

PATRICE
GUENIFFEY
À LA GRANDE
LIBRAIRIE
À 20H35
SUR
FRANCE 5

LE FIGARO
HISTOIRE

PERRIN

FIGARO-CI ... FIGARO-LÀ

Giscard d'Estaing en clôture de la « journée de l'Europe » du Medef

C'est Valéry Giscard d'Estaing qui prononcera, ce jeudi, le discours de clôture de la « Journée de l'Europe », organisée à Paris par le Medef, à l'initiative de Bernard Spitz. Le colloque, consacré à l'intégration européenne, sera ouvert, le matin, par Dimitis Kourkoulas, ministre grec des Affaires européennes, dont le pays préside actuellement l'Union.



JEAN-CHRISTOPHE MARMARA/LE FIGARO

Yvelines : Pierre Bédier choisit Yves Cabana

L'UMP Pierre Bédier, qui retrouve la présidence du conseil général des Yvelines après avoir purgé sa peine d'indéligibilité, a choisi comme directeur général des services un proche des années RPR, Yves Cabana. Énarque, inspecteur des finances, il est le fils de l'ancien ministre chiraquien Camille Cabana.

Un ex du cabinet Ayraut à la revue « Le Débat »

Jérôme Batout rejoint la revue de Pierre Nora et Marcel Gauchet, dont il fut un collaborateur régulier. Âgé de 34 ans, passé par le PS, Publicis et la London School of Economics, il est économiste de formation et docteur en philosophie.

LE FIGARO
MAGAZINE
présente



6,90 € | EN VENTE ACTUELLEMENT
en kiosque, en librairie et sur www.figarostore.fr

